



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Quatrième session - 32e Législature

Le vendredi 9 décembre 1983

Vol. 27 - No 60

Président: M. Richard Guay

Table des matières

Visite des députées de Jonquière et de Mégantic-Compton, Mmes Aline Saint-Amand et Madeleine Bélanger	4129
Affaires courantes	
Dépôt de documents	
Avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor	4129
Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) et certains documents	4129
Rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal	4129
Rapports annuels de la Société de cartographie et du ministère de l'Énergie et des Ressources	4129
Télégrammes de MM. John Roberts et Jacques Léonard	4129
Dépôt de rapports de commissions élues	
Étude du projet de loi 43 - Loi concernant les travailleurs au pourboire	4130
Étude du projet de loi 9 - Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	4130
Questions orales des députés	
M. Pierre Duguay, président du conseil d'administration de l'hôpital du Christ-Roi de Nicolet	4131
L'enquête fédérale sur l'égalité en emploi	4132
L'incendie à la station de recherche agricole de Deschambault	4133
Une école au service des enfants autistiques	4134
Politique d'accessibilité aux universités	4134
La consommation du vin au Québec et en Ontario	4135
Poussière et odeurs de la carrière Miron	4136
Le foyer Sacré-Coeur de Magog	4136
Les MRC de l'Outaouais québécois	4138
L'enquête fédérale sur l'égalité en emploi (suite)	4139
Motions non annoncées	
Le 35e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme	
M. Marc-André Bédard	4140
M. Herbert Marx	4141
M. Guy Bisaillon	4142
Le 25e anniversaire de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)	4143
M. Raynald Fréchette	4143
M. Michel Pagé	4143
M. Guy Bisaillon	4144
Lauréats des Prix des communications	
M. Jean-François Bertrand	4145
M. Richard French	4146
Avis à la Chambre	4146
Recours à l'article 34	4147
Affaires du jour	
Projet de loi 38 - Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités	
Reprise du débat sur la motion de report de la deuxième lecture	4147
M. Pierre-Marc Johnson	4147
M. Yvon Picotte	4148
M. Guy Chevette	4150
M. Georges Vaillancourt	4151
M. Roger Paré	4152
M. William Cusano	4154
M. Yves Blais	4156
M. John J. Kehoe	4157
M. Jacques Baril	4158

Table des matières (suite)

Projet de loi 53 - Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi	
Deuxième lecture	4161
M. Jacques Léonard	4161
M. Jean-Pierre Saintonge	4164
M. Marc-André Bédard	4165
M. Hubert Desbiens	4168
M. Jacques Léonard (réplique)	4169
Renvoi à la commission permanente des affaires municipales	4170
Projet de loi 38 - Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités	
Reprise du débat sur la deuxième lecture	4170
M. Cosmo Maciocia	4170
M. Jacques Brassard	4172
M. Ghislain Maltais	4176
M. Yves Beaumier	4178
M. Serge Champagne	4180
M. Rodrigue Biron	4183
Ajournement	4187

Abonnement: 30 \$ par année pour les débats de la Chambre
30 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires

Chèque rédigé à l'ordre du ministre des Finances et adressé à
Éditeur officiel du Québec
Diffusion commerciale des publications gouvernementales
1283, boulevard Charest-Ouest
Québec G1N 2C9
Tél. (418) 643-5150

0,75 \$ l'exemplaire - Index 5 \$ en vente au
Service des documents parlementaires
Assemblée nationale
Édifice H - 4e étage
Québec G1A 1A7

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le vendredi 9 décembre 1983

(Dix heures quatre minutes)

Le Président: À l'ordre, mesdames et messieurs!

Nous allons nous recueillir quelques instants.

Veuillez prendre vos places.

Aux affaires courantes.

Dépôt de documents. M. le whip de l'Opposition.

**Visite des députés de Jonquière
et de Mégantic-Compton**

M. Pagé: M. le Président, si vous me le permettez, ce matin - il est fréquent qu'à l'ouverture de nos travaux vous soulignez la présence dans les galeries de visiteurs ou de visiteuses - j'aimerais souligner la présence de Mmes les députées de Jonquière et de Mégantic-Compton qui viennent nous saluer.

Des voix: Bravo!

M. Pagé: M. le Président...

Le Président: M. le whip de l'Opposition.

Une voix: Vous n'avez pas Marie-Victorin encore.

M. Pagé: Je comprends l'enthousiasme du leader du gouvernement à la pensée de les rencontrer, mais compte tenu des règles, elles ne pourront être assermentées avant le jeudi 15 septembre et elles seront...

Le Président: Septembre?

M. Bertrand: Oui, oui, d'accord, cela va. Très bien, très bien.

M. Pagé: ...ici le vendredi 16 décembre. Tenez-vous bien. Préparez-vous.

Le Président: Je les salue avec beaucoup de plaisir. Nous aurons l'occasion de les saluer de manière plus formelle à leur entrée sur le parquet de la Chambre le vendredi 16 décembre.

**Avis de la Commission de
la fonction publique**

Si bien qu'aux affaires courantes, au dépôt de documents, j'ai le plaisir de déposer copie des avis que la Commission de la fonction publique a transmis au Conseil du trésor sur trois règlements.

Toujours au dépôt de documents, M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

**Rapport annuel du CRIQ et
certains documents**

M. Biron: M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le rapport annuel 1982-1983 du Centre de recherche industrielle du Québec de même que certains documents, devis techniques et listes d'entreprises que je m'étais engagé à déposer à la suite d'une question du député de Laporte.

Le Président: Rapport déposé. M. le ministre des Affaires culturelles.

**Rapport annuel du Musée des
beaux-arts de Montréal**

M. Richard: M. le Président, je voudrais déposer le rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal pour l'année 1981-1982.

Le Président: Rapport déposé.
M. le leader du gouvernement.

**Rapports annuels de la Société
de cartographie et du ministère
de l'Énergie et des Ressources**

M. Bertrand: Au nom du ministre de l'Énergie et des Ressources, je voudrais déposer le rapport annuel 1982-1983 de la Société de cartographie du Québec et le rapport annuel 1982-1983 du ministère de l'Énergie et des Ressources.

Le Président: Rapports déposés.
M. le ministre des Affaires municipales.

**Télégrammes de MM. John Roberts
et Jacques Léonard**

M. Léonard: M. le Président, permettez-moi de déposer deux télégrammes, un en provenance de M. John Roberts et un autre que je lui ai expédié le 7 décembre.

Le Président: Documents déposés.
Dépôt de rapports de commissions.
M. le député de Bellechasse.

Étude du projet de loi 43

M. Lachance: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission élue permanente du revenu qui a

siégé les 29 et 30 novembre, 1er et 6 décembre 1983 aux fins d'étudier article par article le projet de loi 43, Loi concernant les travailleurs au pourboire. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Rapport déposé.

M. le député de Matapédia, par M. le député d'Arthabaska.

Étude du projet de loi 9

M. Baril (Arthabaska): M. le Président, permettez-moi de déposer, au nom du député de Matapédia, le rapport de la commission élue permanente du loisir, de la chasse et de la pêche qui a siégé les 1er, 2 et 5 décembre 1983 aux fins de l'étude article par article du projet de loi 9, Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.

Le Président: Rapport déposé.

Il n'y a pas de dépôt de rapports du greffier en loi ni d'autres dépôts, ce qui nous mène à la période des questions.

M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: J'aurais une question à poser au leader du gouvernement sur les ministres qui devraient être ici. Je ne sais pas si on devrait se consulter avant de préparer la période des questions, mais il s'adonne que nous avons des questions à poser au ministre de l'Agriculture, au ministre de l'Énergie, au ministre de l'Éducation, à la ministre déléguée à la Condition féminine, entre autres, et je voudrais savoir s'ils seront ici.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Quant à Mme la ministre déléguée à la Condition féminine et au ministre de l'Éducation, ils doivent normalement être présents aujourd'hui. Quant au ministre de l'Agriculture, il m'a téléphoné dix minutes avant que nous n'entreprenions nos travaux ce matin pour m'indiquer qu'il était à Rimouski dans le cadre d'une rencontre avec la Fédération des producteurs de porc.

M. Fortier: Et le ministre de l'Éducation?

M. Bertrand: Il devrait être là.

M. Pagé: M. Garon n'est pas ici, il n'a pas été ici de la semaine, ni au congrès de l'UPA.

M. Fortier: Et le ministre de l'Énergie?

M. Bertrand: Il devrait être là.

M. Rivest: M. Garon est parti en ski?

Le Président: M. le leader de l'Opposition.
(10 h 10)

M. Lalonde: M. le Président, je comprends que nous sommes à la dernière journée de la semaine, le vendredi, et que de part et d'autres des obligations peuvent entraîner l'absence de certains députés et ministres. Cela fait quand même quelques jours que nous soulevons la question. C'est peut-être un peu frustrant pour les ministres qui sont ici; je ne veux pas faire de reproches et dire que personne n'est ici, mais... Ils pourront manifester leur présence eux-mêmes.

Est-il possible, pour la semaine prochaine et les jours qui viennent, de savoir quelle est la politique du gouvernement? C'est d'autant plus difficile à cause de l'absence du premier ministre et du vice-premier ministre.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Le leader de l'Opposition l'a souligné, bien qu'il y ait tout de même une vingtaine de ministres... Je m'excuse, il y a une vingtaine de ministres présents en Chambre sur 25 ou 26 ministres. Quand même, il faut dire les choses comme elles sont. Il y en a une vingtaine qui sont présents.

Une voix Seize.

M. Bertrand: Seize? Seize, je m'excuse, je vais être plus précis, ils sont seize. Ceci étant dit, je veux dire au leader de l'Opposition que sur le fond il a totalement raison. Le premier ministre par intérim, le ministre de la Justice, via son directeur de cabinet, a transmis au début de la semaine à tous les directeurs de cabinet des ministres une information pour leur dire qu'ils doivent être à l'Assemblée nationale à l'heure pour la période des questions.

À mon cabinet, au bureau du leader du gouvernement, cela a été fait. Le whip en chef du gouvernement l'a fait aussi pour l'ensemble des députés et ministres. Sur le fond, vous avez raison. Il y a tout de même seize ministres présents, mais je regrette avec vous qu'au-delà de la liste des cinq noms que j'ai ici, soit MM. Garon, Paquette, Morin, Tardif et Lévesque, d'autres personnes qui devraient être présentes normalement, n'y sont pas.

Le Président: Question principale, M. le député d'Outremont.

M. Fortier: Oui, M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie et

des Ressources. Est-ce que vous l'attendez bientôt ou si on doit reporter la question?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: On vérifie pour savoir à quel moment il nous rejoindra, mais il y a quand même, je le répète, seize ministres présents. Le ministre des Finances est là, c'est le ministre responsable du développement économique. Il est disposé à répondre à des questions relatives au développement économique. Le ministre des Affaires sociales est présent. Il est responsable du Comité du développement social. Si vous avez des questions, il y a quand même ici beaucoup plus que la moitié du Conseil des ministres.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Mathieu: M. le Président, étant donné que j'ai aussi une question au ministre de l'Énergie et des Ressources, qui semble manquer d'énergie ce matin, je demanderais tout simplement la suspension, parce qu'on ne va quand même pas perdre deux questions, M. le Président.

Une voix: Non, c'est certain.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Merci, M. le Président. J'avais une question au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui n'est ni au congrès de l'UPA ni à l'Assemblée nationale et qui nous reproche de ne pas lui poser de questions.

Une voix: Il est en ski.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

M. Pierre Duguay, président du conseil de l'hôpital du Christ-Roi de Nicolet

M. Picotte: Je vais poser une question au ministre des Affaires sociales, M. le Président.

On se souviendra qu'il y a quelque temps j'avais fait état ici, à l'Assemblée nationale, des primes de séparation. J'avais soulevé, sur le parquet de l'Assemblée nationale, le cas de M. Pierre Duguay, directeur général du CRSSS de Trois-Rivières, qui avait reçu au-delà de 100 000 \$ en prime de séparation, qui se servait d'une automobile louée à même les fonds de l'État, qui était un ami personnel des députés de la région de la Mauricie et, en plus, candidat pressenti, candidat péquiste dans le comté de Nicolet.

Après avoir évincé M. Duguay du réseau des affaires sociales, du CRSSS, après l'avoir mis à la porte tout simplement, après s'en être débarrassé avec une prime de séparation, voilà qu'on apprenait dernièrement que M. Duguay a été nommé président du conseil d'administration de l'hôpital du Christ-Roi, à Nicolet. On apprend, dans les journaux, que la fondation de l'hôpital du Christ-Roi, par la voix de Mme Françoise Gaudet-Smet, s'interroge sur la nomination de M. Pierre Duguay. On apprend aussi que des membres du conseil d'administration réclament la suspension de M. Duguay en attendant une reprise de la procédure de nomination.

Est-ce que le ministre des Affaires sociales a été mis au courant...

Une voix: Ah oui!

M. Picotte: ...de la façon dont M. Duguay est revenu dans ce réseau des affaires sociales? Est-ce qu'il pourrait nous dire si le fait que M. Joachim Bastida soit intervenu en faveur de son futur beau-frère, M. Pierre Duguay, pour le faire nommer président du conseil d'administration de l'hôpital du Christ-Roi, à Nicolet...

Une voix: Une belle famille!

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Johnson (Anjou): À la première comme à la deuxième question, M. le Président, c'est non. Deuxièmement, est-ce que j'ai bien entendu le député de Maskinongé dire que la personne dont il s'agit avait été nommée président du conseil d'administration de l'hôpital du Christ-Roi?

M. Picotte: Élu président.

M. Johnson (Anjou): Il a été élu président. Peut-être faudrait-il rappeler au député de Maskinongé qu'il aurait avantage à relire la Loi sur les services de santé et les services sociaux du Québec. Les présidents de conseils d'administration des quelque 900 établissements du réseau des affaires sociales agissent à titre bénévole. Ils sont nommés soit par la corporation initialement propriétaire, par un établissement de la région ou par le ministre des Affaires sociales à titre de membre du conseil d'administration. Le conseil d'administration, formé de bénévoles, élit un président qui ne reçoit aucune rémunération.

Dans les circonstances, je dois dire, tout d'abord, que je ne savais pas que M. Duguay était à l'hôpital Christ-Roi récemment. Deuxièmement, je ne sais pas de quel corps électoral il est issu. Troisièmement, je peux simplement vous

assurer que ce n'est pas celui qui vous parle qui l'a nommé à ce conseil, mais c'est fort possible, il y a une demi-douzaine d'organismes qui ont le droit de nommer des individus dans des fonctions bénévoles. Finalement, je dirai que je veux bien prendre connaissance des faits si cela peut intéresser le député de savoir ce que les gens font bénévolement, dans leur temps libre, comme services à la communauté.

Le Président: En complémentaire, M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: M. le Président, je comprends que M. Duguay a maintenant les moyens d'oeuvrer bénévolement avec...

Le Président: Sans préambule.

M. Picotte: ...les montants d'argent qu'on lui a remis. M. le Président, le ministre pourrait-il s'interroger sur le fait que cette nomination a été proposée par le CRSSS de Trois-Rivières, organisme qui l'a tout simplement mis à la porte, et pourrait-il s'interroger également sur le fait que les autres membres du conseil d'administration n'ont pas été consultés et dénoncent le fait de ne pas avoir été consultés? Le ministre pourrait-il faire la lumière là-dessus, s'il vous plaît?

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, le conseil régional, en vertu de la loi sur la santé et les services sociaux, est un organisme qui a le droit de nommer des personnes au conseil d'administration des établissements de la région. Il est possible - encore une fois, je n'en ai pas la confirmation - que M. Duguay ait été nommé par le CRSSS. Je ne sais pas ce qui a animé le CRSSS. Je constate cependant deux choses, d'une part, si M. Duguay est effectivement membre du conseil d'administration, il est là à titre bénévole, d'autre part, s'il est président du conseil d'administration, comme le prétend le député de Maskinongé, c'est qu'il a été choisi par l'ensemble des membres du conseil d'administration qui sont les seuls à nommer le président.

Le Président: Mme la députée de L'Acadie.

L'enquête fédérale sur l'égalité en emploi

Mme Lavoie-Roux: Ma question s'adresse à la ministre déléguée à la Condition féminine. Le 17 novembre dernier, la Commission fédérale d'enquête sur

l'égalité en emploi avait convoqué différents représentants de groupes féminins au Québec, dont le Conseil du statut de la femme et le cabinet du ministre, pour discuter des mesures à prendre pour faciliter le rattrapage des femmes sur le marché du travail. Après avoir accepté, à la dernière minute, le Conseil du statut de la femme et le cabinet du ministre se sont désistés. La ministre peut-elle nous dire si ceci est exact? Dans l'affirmative, peut-elle nous en donner les raisons?

Le Président: Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.

Mme LeBlanc-Bantey: Je n'ai malheureusement pas d'information précise à donner ce matin à la députée de L'Acadie. Je prendrai les informations nécessaires. Je lui donnerai donc une réponse dans les prochains jours.

Le Président: Mme la députée de L'Acadie, en complémentaire.
(10 h 20)

Mme Lavoie-Roux: Je regrette que la ministre ne soit pas au courant. Je comprends qu'elle n'y est que depuis peu, ceci s'est probablement passé avant qu'elle n'arrive à son ministère, mais il semble bien qu'on retrouve l'ancien problème...

Le Président: Mme la députée.

Mme Lavoie-Roux: ...des querelles constitutionnelles qui interviennent quand il s'agit de la participation du Québec à des rencontres avec le gouvernement fédéral. J'aimerais demander à la ministre si elle entend perpétuer cet état de choses, parce que dans le passé on a assisté à ce genre d'incident où le Québec, particulièrement le Conseil du statut de la femme, ou la ministre déléguée à la Condition féminine n'ont pu se rendre à ces rencontres. Est-ce qu'elle entend mettre fin à ceci et faire passer en priorité les véritables problèmes des femmes et particulièrement le cas qui nous occupe? Il s'agit, au moment du virage technologique, des difficultés économiques que nous connaissons, et plus particulièrement les femmes; je pense, que c'est un très mauvais temps pour se récuser et ne pas participer à des rencontres qui pourraient améliorer ces problèmes aigus pour les femmes.

Mme LeBlanc-Bantey: M. le Président...

Le Président: Mme la ministre.

Mme LeBlanc-Bantey: Je demanderai à ma collègue de L'Acadie de bien vouloir permettre à mon ex-collègue à la Condition féminine un complément de réponse. Je dirai

tout simplement que je crois que chaque fois qu'une rencontre fédérale-provinciale a été nécessaire pour aider l'économie du Québec ou aider les clientèles visées par ces rencontres, le gouvernement du Québec n'a pas refusé ces rencontres et, particulièrement, à ma connaissance dans le cas de la condition féminine. Pour avoir lu de nombreuses chroniques des rencontres fédérales-provinciales entre mon ex-collègue à la Condition féminine et les collègues du gouvernement canadien, je crois qu'au contraire tout le monde a toujours souligné une espèce de solidarité féminine qui non seulement pouvait se voir ici à l'Assemblée nationale, mais aussi dans le cas du gouvernement du Québec et des autres femmes à l'intérieur du Canada. Je voudrais demander à mon ex-collègue, si vous permettez, de répondre à la question précise quant à une rencontre qui aurait pu être annulée à la condition féminine.

Le Président: Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, brièvement.

Mme Marois Merci, M. le Président. Écoutez, j'allais essentiellement répéter ce qu'a dit Mme LeBlanc-Bantey parce qu'on a participé très souvent et on continue de participer aux conférences fédérales-provinciales qui ont lieu. Le Conseil du statut de la femme rencontre régulièrement - il y a encore quelques semaines il l'a fait - les conseils qui existent dans les autres provinces avec le Conseil consultatif canadien du statut de la femme.

Fait-on référence à la commission McDonald sur l'économie et le développement économique? Parce que, en ce qui a trait à l'autre enquête, je dois dire très honnêtement... D'abord j'ai été en congé de maternité pendant un certain temps et il n'a jamais été porté à mon attention que nous ayons refusé, mon cabinet, parce qu'à ce moment j'étais ministre déléguée à la Condition féminine, que mon équipe au secrétariat ou le Conseil du statut de la femme aient été amenés à refuser ou à se retirer de la possibilité d'aller témoigner. On ne m'a jamais informée de cette orientation et ce n'est sûrement pas moi qui ai demandé au conseil de ne pas poser un tel geste.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président.

Le Président: Mme la députée de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: Il est évident que ni l'une ni l'autre des ministres touchées n'est au courant. Je leur demanderais de s'informer sur l'incident précis que je relève et l'informer ou le confirmer dès que possible.

Le Président: Avis est pris de la question. M. le député de Portneuf.

L'incendie à la station de recherche agricole de Deschambault

M. Pagé: M. le Président, en l'absence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, j'aimerais poser ma question au premier ministre par intérim, celui qui, parmi les deux seniors du cabinet, est ici.

Hier, la population de Portneuf et des milliers de producteurs agricoles du Québec apprenait avec tristesse que la station de recherche agricole expérimentale de Deschambault avait subi un incendie majeur et que le troupeau de bovins de boucherie ainsi que tous les équipements de la ferme spécifiques à l'exploitation de ce secteur avaient été l'objet d'un incendie.

J'aimerais demander au premier ministre par intérim, en l'absence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, s'il peut nous donner l'assurance que les dirigeants de la station de recherche agricole de Deschambault pourront rencontrer le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation lui-même, avec ses sous-ministres, et ce dans les délais qu'on espère les plus brefs? Aussi, s'il peut nous donner l'assurance que les dirigeants de la ferme, le monde agricole, les intervenants dans le milieu agricole du comté de Portneuf pourront recevoir une réponse finale d'ici la fin de l'année 1983, c'est-à-dire d'ici la fin du mois, en ce qui concerne la possibilité de reconstruire cette partie des sections endommagées ou encore d'avoir des réponses sur l'orientation de la station à compter de maintenant et ce que le gouvernement entend faire pour continuer tout le travail formidable, concluant et positif qui avait été enclenché depuis déjà plus de 50 ans? On sait que la ferme de Deschambault existe et est exploitée depuis 50 ans. Ces gens ont travaillé fort et se sont caractérisés par leur contribution utile à l'amélioration du troupeau laitier. Ce furent des expériences positives, concluantes, finalement. C'est formidable, ce qui s'est fait là-bas. Là, il y a un problème d'orientation majeur qui peut être la conséquence de l'incendie de cette semaine. Les gens sont inquiets et se posent des questions. On serait bien heureux si le ministre pouvait nous donner ces deux assurances: que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation les rencontrera et qu'il y ait réponse avant la fin de décembre.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: M. le Président, je souscris

aux commentaires élogieux prononcés par le député de Portneuf à l'endroit de l'ensemble de la direction de cette station de recherche qui faisait un travail remarquable. Je puis lui donner l'assurance que ces personnes pourront rencontrer le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation dans un délai très court et je crois qu'à partir du moment où cette rencontre aura eu lieu le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sera en mesure de faire connaître à cette Chambre les mesures qui pourront être prises.

Le Président: Question principale, M. le député d'Argenteuil.

Une école au service des enfants autistiques

M. Ryan: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Éducation. Il y a déjà six mois, j'attirais l'attention du ministre sur une expérience très intéressante qui se fait à Montréal au service des enfants souffrant d'autisme, c'est-à-dire de difficultés dans leur développement. Le ministre m'avait promis de s'intéresser à ce cas. C'est l'école Giant Steps, une école bilingue dirigée par Mme Darlene Berringer. Le ministre m'avait dit qu'il s'y intéresserait.

Cela a pris deux mois pour qu'il me réponde. Ensuite, il avait dit: Je vais envoyer quelqu'un de mon ministère s'enquérir de cette institution. Cela a pris deux autres mois pour qu'une visite soit faite. Il a fallu que je téléphone peut-être dix fois au ministère pour m'assurer que cela se ferait. Maintenant, cela fait deux mois que la visite a eu lieu et ils n'ont pas encore eu de nouvelles. L'école a fermé ses portes cette semaine et elle ne rouvrira pas s'il n'y a pas une certaine perspective d'aide financière du ministère.

Je voudrais demander au ministre s'il y a des perspectives d'aide pour cette école ou si je dois dire aux responsables de l'école que le ministère n'est pas intéressé et qu'ils doivent fermer leurs portes pour de bon? Le ministre sait comme moi que les services existant dans ce domaine difficile sont très rares et j'attire son attention sur l'excellente qualité de cette école.

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Laurin: M. le Président, dès aujourd'hui, je vais faire une revue du dossier et je donnerai une réponse plus détaillée au député d'Argenteuil lundi ou mardi.

M. Ryan: M. le Président.

Le Président: M. le député d'Argenteuil, question complémentaire.

M. Ryan: Si le ministre voulait me donner la réponse dans le courant de la journée. Je n'insisterai pas pour qu'elle soit donnée à la Chambre parce que ce n'est pas l'endroit où il est le plus substantiel, d'habitude.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, question principale.

Politique d'accessibilité aux universités

Mme Harel: Merci, M. le Président. Les journaux ont abondamment fait état cette semaine de la vive inquiétude des milieux universitaires, particulièrement du Conseil des universités, en ce qui est considéré comme des politiques du ministère de l'Éducation qui préparait un sous-équipement du réseau universitaire. Ma question s'adresse au ministre de l'Éducation. Le Conseil des universités a accusé le ministère de pessimisme quant à ses prévisions de fréquentation universitaire. Je voudrais savoir du ministre s'il entend retenir toujours ces prévisions d'une diminution de la fréquentation universitaire, tout au moins d'un gel d'ici à l'an 2000 et s'il entend maintenir ces prévisions à la baisse.

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Laurin: M. le Président, je peux assurer la députée de Maisonneuve que les universités ont actuellement tous les espaces nécessaires pour loger leurs étudiants. Quelle que soit la hausse que connaissent les clientèles universitaires, les universités ont et auront tous les locaux nécessaires, que ce soit sous forme de constructions déjà faites ou à faire, que ce soit sous forme de location d'espaces. Nous recourons aux deux méthodes, évidemment, lorsque nous savons que ce sont des espaces à long terme dont nous avons besoin. Nous pensons, soit à des immobilisations ou à des acquisitions. Lorsque nous avons affaires à des phénomènes plus temporaires, nous recourons à la méthode des locations.

(10 h 30)

Le plan d'immobilisation est basé sur les prévisions annuelles de la clientèle conformément, d'ailleurs, à un avis du Conseil des universités que nous avons déjà reçu. C'est cette méthode que nous appliquons maintenant dans les plans d'immobilisation et dans les plans quinquennaux. Donc, il n'est pas question que, ni dans le passé ni dans l'avenir, les universités manquent d'espace. Je pense qu'il est démagogique de prétendre que sur la

base de plans d'immobilisation, on puisse conclure que le gouvernement risque d'atteindre un état de sous-développement pour les universités. Mais au lieu de dépenser les sommes en période d'austérité vers des constructions tous azimuts, nous préférons utiliser les sommes que l'on peut dégager pour l'accessibilité des universités aux clientèles pour le développement de nouveaux programmes. C'est ainsi que nous continuerons à le faire à l'avenir. Cette politique d'accessibilité additionnelle que nous venons d'annoncer sera soutenue, en temps opportun, par des plans d'immobilisation qui auront su les prévoir sous quelque forme que ce soit.

M. French: Question complémentaire, M. le Président.

Le Président: Question complémentaire, M. le député de Westmount.

M. French: Sur le même sujet. S'il est vrai qu'on peut, sur la base de tout le système universitaire, parler d'espaces suffisants pour le nombre d'étudiants qui sont là, le ministre n'est-il pas d'accord que cela ne peut guère être le cas pour les facultés d'administration, pour les facultés d'informatique et pour certaines autres comme le génie, là où il y a une grande affluence d'étudiants, là où il y a un manque de ressources et un manque chronique de professeurs? N'est-il pas vrai que, de plus, ces secteurs sont névralgiques pour l'avenir économique du Québec?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Laurin: Les prévisions d'immobilisation se font selon un plan quinquennal qui est révisé chaque année sur la base des fréquentations de l'année pour laquelle nous avons des statistiques de quelque faculté qu'il s'agisse, de quelque université qu'il s'agisse, en région ou à Montréal. Actuellement, il y a, dans certaines universités du Québec, des excédents d'espaces bâtis. Dans quelques autres endroits, en raison même d'une affluence imprévue des clientèles, il y a peut-être des écarts à corriger, mais encore une fois, nous les corrigeons immédiatement par des locations que nous pouvons renouveler, bien sûr. Quand le besoin, comme je le disais tout à l'heure, est plus permanent, nous prévoyons des immobilisations ou des acquisitions d'immeubles.

Le Président: Question principale, M. le député de Laporte.

La consommation du vin au Québec et en Ontario

M. Bourbeau: M. le Président, la semaine dernière, j'avais l'occasion de poser une question au ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Le ministre répondait que c'était la première question que je lui posais et il disait ceci: Je remarque qu'il est le septième ou le huitième critique depuis deux ans et demi de l'Opposition en matière d'industrie et de commerce. Il ajoutait: Cela veut dire que, du côté de l'Opposition, il n'y a pas tellement de gens qui connaissent l'industrie et le commerce. On a de la difficulté à en trouver un. La remarque n'était pas très gentille pour l'Opposition, mais elle était assez rassurante pour les Québécois qui savent que, dorénavant, au Québec, il y a au moins un individu qui connaît l'industrie et le commerce.

À cette occasion, je posais au ministre une question sur une déclaration du nouveau président de la Société des alcools qui faisait état du fait que la société se propose de mettre fin bientôt à la campagne de modération, à la promotion de la modération dans la consommation du vin. Le ministre nous disait ceci, à l'égard de cette campagne qui visait la modération de la consommation du vin: Je ne voudrais pas accuser le député de Laporte d'incompétence ou de ne pas connaître son dossier parce qu'il ne fait que débiter dans le dossier. S'il avait pris le temps de regarder le dossier, il se serait rendu compte qu'au Québec, on consomme 12 litres de vin par année per capita alors qu'en Ontario on en consomme 18 litres per capita. Évidemment, cela justifiait l'abandon de la campagne, selon lui, de modération dans la consommation du vin.

Je voudrais demander au ministre, qui connaît bien ses dossiers, s'il a pris connaissance des dernières données de Statistique Canada démontrant que la consommation de vin au Québec, depuis les trois dernières années, oscille effectivement aux alentours de 12 litres per capita alors qu'en Ontario ce n'est pas vraiment 18 litres, mais 10,4 litres en 1980, 10,6 litres en 1981 et de 11,1 litres en 1982.

Ma question au ministre est la suivante: A-t-il pris connaissance de ces statistiques et est-ce qu'il entend s'excuser d'avoir induit la Chambre en erreur?

Des voix: Ah! Ah!

Le Président: M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme,

M. Biron: J'ai cité des statistiques que je reçois régulièrement de la Société des alcools du Québec. Il faut noter que le député de Laporte a fouillé ses dossiers; j'en

suis heureux, finalement. Quant à la campagne en question, d'abord, je veux corriger le député de Laporte. Je n'ai pas dit qu'on mettait fin à la campagne de modération, j'ai juste dit que j'ai demandé au président de la Société des alcools de revoir toutes les dépenses faites en publicité par la Société des alcools pour la promotion afin de voir s'il n'y aurait pas lieu d'agir différemment afin d'économiser l'argent des citoyens québécois. Il y a possibilité de faire d'autres campagnes qui coûteraient moins cher et qui atteindraient les objectifs visés par la Société des alcools et par les producteurs québécois.

M. Bourbeau: Une courte question additionnelle: Est-ce que le ministre confirme les statistiques que je viens de lui donner et est-ce qu'il entend s'excuser d'avoir induit la Chambre en erreur?

M. Biron: J'ai dit que je prenais connaissance des statistiques et des informations qui me sont données par la Société des alcools du Québec, jusqu'à présent, j'ai eu ces statistiques provenant de la Société des alcools mais, bien sûr, je vais vérifier, compte tenu des informations que m'a fournies le député de Laporte.

Le Président: Question principale, M. le député de Viau.

Poussière et odeurs de la carrière Miron

M. Cusano: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Les résidents du quartier Saint-Michel subissent depuis plusieurs années des inconvénients à cause de la poussière qui se dégage de la carrière Miron ainsi que des odeurs qui se dégagent du site d'enfouissement de la même carrière. À la suite de questions que j'ai posées au ministre lors de l'étude des crédits, il s'est lui-même rendu sur les lieux le 15 avril dernier pour constater les faits. Je peux vous dire que depuis sa visite les odeurs qui se dégagent de la carrière dans le quartier ont augmenté.

Le ministre pourrait-il nous dire quelles mesures concrètes ont été prises par son ministère pour diminuer et la pollution de poussière et les mauvaises odeurs qui se dégagent de la carrière?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Ouellette: Oui, M. le Président. Comme l'indique le député, je me suis rendu sur les lieux afin de vérifier le type d'opérations qu'on y conduisait, en particulier dans la partie de l'enfouissement sanitaire de la carrière Miron. J'ai été à même de

constater que si on exploitait cette partie dite de l'enfouissement sanitaire de façon convenable, il n'y aurait probablement pas de problèmes. J'ai donc demandé à la Direction générale de Montréal de surveiller de très près le type d'administration qu'on y fait et de me faire rapport avant que le permis de cette compagnie ne soit reconduit. Cela devrait se produire au mois de janvier prochain.

M. Cusano: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: Question complémentaire, M. le député de Viau.

M. Cusano: Est-ce que le ministre peut nous assurer qu'il n'y a pas de déchets dangereux ou toxiques qui sont enfouis dans la carrière Miron?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Ouellette: À ma connaissance il n'y a pas de déchets dangereux enfouis dans cette carrière.

Le Président: Question principale, M. le député d'Orford.

Le foyer Sacré-Coeur de Magog

M. Vaillancourt: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires sociales. Au cours des trois ou quatre dernières années, à la suite de pressions de part et d'autre, de toutes les municipalités et de ma part également, nous avons réussi à obtenir du ministre des Affaires sociales la reconstruction du foyer Sacré-Coeur à Magog. Malheureusement, je ne sais pas ce qui se passe. L'été dernier le ministre était venu à Sherbrooke et avait annoncé que tout était accepté, que l'achat et la reconstruction du foyer Sacré-Coeur à Magog se feraient. Depuis quelques mois je reçois de nombreuses représentations de part et d'autre, de tous les clubs sociaux, de toutes les municipalités environnantes et on me dit que rien ne se fait.

Si le ministre se souvient de ce dossier j'aimerais qu'il fasse le point et me dise quand les travaux de reconstruction se feront.

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Johnson (Anjou): Effectivement, M. le Président, je reconnais que beaucoup de groupements de citoyens, de conseils régionaux et d'autres organismes de la région de l'Estrie et du comté que représente le député, nous ont demandé de voir à améliorer les conditions dans lesquelles les

services d'hébergement étaient offerts aux personnes à Magog.
(10 h 40)

Nous avons pris une décision initialement, qui était d'effectuer une rénovation de cet établissement. Pour toutes sortes de raisons nous croyions que cela était possible et que cela pourrait se faire à moindre coût pour les citoyens, en même temps qu'en offrant d'excellents services d'hébergement.

Il semble que cette solution n'est pas satisfaisante pour les intervenants. On voudrait nous voir procéder à une construction neuve. C'est en ce sens que j'ai acheminé le dossier au Conseil du trésor, il y a déjà un certain nombre de semaines. Nous sommes en ce moment, avec la collaboration du Conseil du trésor, en train de préparer les plans d'immobilisation. Je peux assurer le député que nous tenons compte de ses revendications dans le cadre du plan d'immobilisation du ministère des Affaires sociales.

Le Président: Question complémentaire, M. le député d'Orford.

M. Vaillancourt: Est-ce que le ministre pourrait me donner l'échéancier de la reconstruction de ce foyer? Est-ce que cela est compris dans le budget de 1983-1984 ou 1985-1986? Cela fait cinq ans qu'on attend. On se demande quand cela va aboutir.

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Johnson (Anjou): On a attendu d'autant plus longtemps, M. le Président, qu'il ne s'est rien fait durant les années que les libéraux ont été au pouvoir, depuis 1970.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Une voix: Après sept ans au pouvoir.

M. Johnson (Anjou): Je me permets de rappeler, M. le Président, que, dans ce domaine, pendant des années, le Québec a connu un retard et que, grâce à l'approche énergique et convaincue de mon collègue, maintenant député responsable des relations avec les citoyens, le Québec, en l'espace de sept ans, a connu plus de progrès dans le domaine de l'hébergement des personnes âgées que dans les quinze années qui avaient précédé.

Je ne peux évidemment pas donner de réponse quant à l'échéancier tant et aussi longtemps que je n'ai pas la réponse, sur le plan des immobilisations, du Conseil du trésor. J'anticipe ou j'espère que cette réponse sera positive. Dès que nous l'aurons, selon l'état des plans et devis, selon les

méthodes habituelles, ce qu'on appelle les devis fonctionnels, tout sera fait pour accélérer, dans la mesure du possible, la construction de cet établissement. Je donne l'assurance au député que, compte tenu de l'implication des citoyens et de la préoccupation des citoyens à l'égard de ce projet, nous ferons tout en notre possible pour que toutes les étapes se déroulent rapidement.

M. Vaillancourt: M. le Président.

Le Président: M. le député d'Orford, question complémentaire.

M. Vaillancourt: Cela ne répond pas à ma question. Je pense que cela fait assez longtemps qu'on joue dans ce dossier. Il devrait me dire au moins quand va commencer la construction. Comme mise au point, j'aimerais dire au ministre que la demande de la reconstruction du foyer Sacré-Coeur a été faite en 1977 ou 1978. Si la demande avait été faite avant, soyez assuré que cela ferait longtemps que le foyer serait reconstruit.

Une voix: Ah! Ah! Ah!

Une voix: Mettez cela dans votre pipe.

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Johnson (Anjou): En réponse, M. le Président...

Une voix: À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre!

M. Johnson (Anjou): En quelle année a-t-il été élu...

Une voix: ...

Une voix: Le dauphin...

M. Johnson (Anjou): Si je me souviens bien, M. le Président, notre collègue, le député d'Orford, est néanmoins un des doyens de cette Chambre et il est député de ce comté au sujet duquel il aurait pu revendiquer depuis 1962.

Des voix: Bravo!

Le Président: Question principale, M. le député de Gatineau.

Une voix: En tout cas, Georges, très bien. Georges, tu as "knockouté" le dauphin!

Une voix: Il vient d'augmenter la majorité.

Une voix: Un dauphin...

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le député de Gatineau, si vos collègues peuvent vous laisser poser votre question.

Les MRC de l'Outaouais québécois

M. Gratton: Ma question s'adresse au ministre des Affaires municipales. Dans le dossier du découpage des municipalités régionales de comté, particulièrement dans la région de l'Outaouais, on sait qu'il y a eu, récemment, une rencontre, à Mont-Laurier, des représentants des cinq municipalités régionales de comté de l'Outaouais et des régions périphériques, pour tenter d'en arriver à une entente sur le découpage des territoires que le ministre des Affaires municipales a si mal fait que personne, incluant les autorités du Parti québécois - les présidents des associations de comté du Parti québécois remettent leur démission en guise de protestation - dans la région de l'Outaouais, ne l'accepte.

J'aimerais demander au ministre où en est rendu le dossier. On sait que le bureau du premier ministre a délégué un observateur pour s'assurer que le ministre ne profite pas de sa position de titulaire des Affaires municipales et de député d'un comté impliqué pour favoriser injustement une MRC plutôt qu'une autre. Le ministre peut-il nous dire où en est rendu le dossier et à quel moment il y donnera justice et remettra, notamment, à la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau les territoires qui lui appartiennent de droit, historiquement, et qui, en fonction des critères de la loi 125, devraient lui être retournés?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Léonard: M. le Président, je pense qu'il y a un certain nombre d'affirmations qui méritent correction dans ce que vient de dire le député de Gatineau. J'ai rencontré, je crois, le 29 novembre, à Mont-Laurier, des représentants de cinq MRC, soit les représentants des MRC de Pontiac, d'Antoine-Labelle, de la Vallée-de-l'Or, de Papineau, de la Vallée-de-la-Gatineau. Ces gens ont discuté. En particulier, des représentants de trois MRC ont fait valoir des prétentions sur certains territoires. J'ai refait le tour du dossier. Il est important, à mon sens, que tout le monde sache, parce que c'est peut-être une des seules fois où on me pose la question directement, que lorsque ce découpage a été fait, nous avons suivi les lignes des comtés Papineau-Labelle, Gatineau-Labelle exactement là où elles étaient. Il n'y a pas eu, comme on a dit, vol

de territoire ou quoi que ce soit; absolument pas.

Une voix: La circonscription électorale, c'est autre chose.

M. Léonard: Ce qu'il faut bien savoir dans tout cela, c'est qu'il s'agissait des comtés municipaux. Or, lorsque vous regardez les lignes des comtés municipaux par rapport aux territoires revendiqués, il faut savoir que ces territoires étaient partie des comtés de Berthier, de Joliette, de Montcalm et, je crois aussi, d'une partie de Maskinongé. On est rendu très loin. Il y a un seul coin qui était auparavant dans le territoire de la Vallée-de-la-Gatineau ou du comté municipal de Gatineau, c'est une partie du territoire de la ZEC Petawaga. Il n'y a pas autre chose.

Quand on parle des territoire où Papineau serait allée de façon traditionnelle, je fais simplement remarquer que c'est la commission scolaire de la MRC Antoine-Labelle qui taxait les gens des territoires qu'on prétend revendiquer.

Pour l'instant, j'ai demandé à chacun d'entreprendre des rencontres sur une base bilatérale entre Pontiac et la Vallée-de-l'Or, Papineau-Labelle, Gatineau-Labelle. J'en attends des résultats, présentement.

Une dernière remarque. Il n'y avait pas d'observateur à cette rencontre. J'avais proposé cette réunion, je l'ai convoquée et elle s'est tenue.

Le Président: M. le député de Gatineau, question complémentaire.

M. Gratton: M. le Président, le ministre pourra faire toutes les entourloupettes qu'il veut, ne reconnaîtra-t-il pas que le territoire du lac des Trente et un Milles, notamment, qui était connu sous l'appellation du Gatineau Fish and Game Club, n'a rien à voir avec la municipalité régionale Antoine-Labelle où, tout à coup, on retrouve le territoire? Je voudrais demander au ministre si ce n'est pas pour justifier d'avoir pris cette mauvaise décision d'inclure le territoire du lac des Trente et un Milles dans sa municipalité régionale de comté Antoine-Labelle qu'il est en train d'aménager le boulevard Léonard en plein milieu du plus important ravage de cerfs de Virginie de la province de Québec.

Une voix: Le boulevard Léonard!

Une voix: Très bien.

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Léonard: M. le Président, voilà justement un cas où la limite du comté Labelle a été respectée intégralement entre Labelle et Gatineau, dans ce cas, le lac des

Trente et un Milles. Il n'y a eu aucun transfert de territoire sur ce plan. Je voudrais qu'on le note, en face.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'allusion qui vient d'être faite au sujet d'un chemin qui a été fait par la municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain - d'ailleurs, il y a eu des articles dans les journaux encore tout récemment - je tiens à déclarer ceci. Le chemin dont il est question a été verbalisé il y a plusieurs années. Les travaux ont été faits là-dessus dans l'emprise de la route, dans une zone décrétée conservation par la MRC Antoine-Labelle, c'est-à-dire qu'il ne peut y avoir ni lotissement, ni construction et que ce chemin est fermé l'hiver. Cela n'a pas été décidé il y a quelques jours. Cela a été décidé il y a plusieurs mois, sinon des années, par la MRC Antoine-Labelle. (10 h 50)

De l'autre côté, il y a plein de chemins qui sont faits. On permet le lotissement et la construction et M. le député de Gatineau, lui aussi, a donné des subventions là-dessus, exactement pour ces chemins, alors que ces chemins sont ouverts l'hiver, donc justement au moment où il y a des ravages de chevreuil. Du côté est du lac des Trente et un Milles, ces chemins sont fermés l'hiver, justement pour protéger les ravages de chevreuils.

Le Président: En complémentaire, M. le député de Hull.

M. Rocheleau: En complémentaire, j'avais demandé au premier ministre si on accepterait d'avoir une personne du cabinet du premier ministre, une personne neutre dans le dossier. À la suite de la rencontre du 29 novembre, après laquelle on lisait dans le Droit que la proposition du ministre ne menait absolument à rien, est-ce que le ministre des Affaires municipales a l'intention de demander au premier ministre d'intervenir lui-même?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Léonard: Vous savez que le découpage des territoires des MRC a été fait selon un processus de consultation. Il y a eu 19 comités de consultation dans le Québec. Chacun de ces comités était composé d'un représentant de l'UMQ et de l'UCCQ, à l'époque, et présidé par un représentant du gouvernement. Cette opération est terminée. S'il y a des ajustements à faire, chacun peut au moins regarder, de part et d'autre, s'il a des "propositions à faire, sur une base d'échange, une base de discussion. J'ai dit qu'en ce qui concernait les territoires non organisés, si on arrivait à des consensus, j'étais prêt à les reconnaître s'ils étaient raisonnables. Je pense que, s'il y a des

consensus comme ceux-là, normalement ils sont raisonnables.

Le Président: Mme la ministre déléguée à la Condition féminine désire fournir un complément de réponse à une question posée plus tôt par Mme la députée de L'Acadie.

L'enquête fédérale sur l'égalité en emploi (suite)

Mme LeBlanc-Bantey: L'ex-ministre déléguée à la Condition féminine, pour ne pas faire le même lapsus que tout à l'heure, et moi-même nous sommes allées aux sources quant à la question qu'avait posée la députée de L'Acadie. Effectivement, il semble qu'autour du 9 novembre il y aurait eu un appel téléphonique au Conseil du statut de la femme, au Secrétariat à la condition féminine, de la part des gens qui organisaient la commission à laquelle vous avez fait allusion sur l'égalité en emploi, nous demandant si nous avions reçu une lettre, si nous avions reçu l'invitation pour participer, laquelle invitation est entrée à quelques jours du début des travaux de la commission. Le Conseil du statut de la femme, à ce moment, a consulté le cabinet de l'ex-ministre déléguée à la Condition féminine en lui suggérant, au lieu de se rendre sur les lieux, de faire parvenir à ladite commission deux mémoires qu'elle avait déjà en sa possession et auxquels elle avait eu l'occasion de travailler plus intensément. L'un concernait les amendements à la charte québécoise sur les programmes d'accès à l'égalité et le deuxième était un mémoire sur l'ensemble de la charte.

La présidente du Conseil du statut de la femme, semble-t-il, aurait communiqué avec la présidente de la commission à Ottawa qui s'est dite satisfaite de ces mémoires et il y aurait eu entente pour que les deux se parlent ou que la présidente du Conseil du statut de la femme réponde à certaines questions s'il y avait lieu d'y répondre. Cela étant dit, en aucune façon le cabinet de l'ex-ministre déléguée à la Condition féminine n'est intervenu pour empêcher, si vous voulez, le Conseil du statut de la femme de se présenter devant cette commission. Par ailleurs, il faut comprendre que le Conseil du statut de la femme est un organisme qui est sollicité de toutes parts pour comparaître et tenter de faire profiter les autres femmes de son expertise mais il n'a pas des ressources illimitées. Dans ce contexte et dans cette perspective, le Conseil du statut de la femme n'a pas cru bon de se rendre devant la commission, compte tenu qu'il pouvait de toute façon lui faire parvenir des mémoires qui étaient déjà préparés.

Le Président: Question complémentaire, Mme la députée de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, j'aimerais demander à la ministre si elle confirme qu'à aucun moment le Conseil du statut de la femme et des membres du cabinet de la ministre déléguée à la Condition féminine n'avaient donné leur accord pour se présenter devant cette commission. C'est ce que j'ai demandé. Par la suite, ils se sont décommandés à la dernière minute. C'est cela l'objet de la question et non pas si on a envoyé des mémoires et que les mémoires ont été satisfaisants ou pas. Ma question était: Est-ce que d'abord on a dit oui et qu'ensuite on s'est décommandé?

Le Président: Mme la ministre.

Mme LeBlanc-Bantey: Selon l'information que j'en ai, M. le Président, en aucun moment le Conseil du statut de la femme ou les membres du cabinet n'avaient donné leur accord. Au moment où elles ont reçu l'invitation, compte tenu du peu de délai et compte tenu qu'elles avaient des mémoires déjà prêts dont elles pouvaient faire profiter la commission d'Ottawa, elle ont décidé de les lui faire parvenir en suggérant que, si par ailleurs elles devaient répondre à certaines questions ou tenter d'enrichir davantage les travaux de la commission, elles seraient disponibles pour se rendre utiles.

Le Président: La période des questions est donc terminée.

Aux motions non annoncées...

M. Mathieu: M. le Président, avant la période des motions...

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Mathieu: ...j'aurais une directive à vous demander. Je me sens lésé ce matin dans mon droit de parlementaire étant donné que le ministre à qui j'aurais eu une question à poser est arrivé alors que la période des questions était presque terminée. Nous avons eu quatre questions manquées ce matin. Je voudrais savoir quels sont les moyens à prendre, vu l'arrogance habituelle de ce ministre et son mépris face à l'Assemblée nationale?

Le Président: Je ne vois vraiment pas en quoi... Je n'ai aucun contrôle sur la présence des ministres ou des députés en cette Chambre, je ne peux que souhaiter que tout le monde y soit au moment prévu. S'ils n'y sont pas, le fait de le souligner est sans doute une bonne façon de le faire remarquer à la population, comme vous l'avez fait et

comme d'autres de vos collègues l'ont fait.

Aux motions non annoncées, M. le ministre des Communications.

M. Bertrand: J'aurais souhaité, M. le Président, que ce soit le ministre de la Justice qui puisse présenter sa motion non annoncée avant moi ou même le ministre du Travail. Le ministre de la Justice est là et, étant donné l'importance du dossier, je pense que le ministre de la Justice se doit d'être reconnu le premier.

Le Président: Je n'y vois aucune espèce d'objection. M. le ministre de la Justice.

Le 35e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

M. Marc-André Bédard

M. Bédard: M. le Président, avec votre permission et le consentement de l'Assemblée nationale, j'aimerais présenter la motion suivante: "Que cette Assemblée signale l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations Unies, il y aura 35 ans demain, en réaffirmant son profond respect des droits de la liberté et de la dignité de la personne humaine et en invitant les citoyens et citoyennes du Québec à participer aux nombreuses activités prévues, dans tout le Québec comme partout dans le monde, pour marquer cette date importante." Si j'avais le consentement de l'Assemblée nationale...

Une voix: Consentement.

Le Président: Vous l'avez, le consentement est accordé.

M. Bédard: M. le Président, demain, le 10 décembre, sera célébré, partout dans le monde, le 35e anniversaire de la ratification de la Déclaration universelle des droits de l'homme, déclaration qui a été adoptée, acceptée par presque tous les pays membres de l'organisation des Nations Unies. Ici, au Québec, où sont profondément enracinées de solides traditions respectueuses des droits de la personne, des individus, des groupes et des valeurs démocratiques, cet événement ne sera sûrement pas passé sous silence. Ici, au Québec, comme ailleurs dans le monde, de nombreuses organisations bénévoles, militant en faveur de ces valeurs fondamentales, marqueront, avec force, conviction et souvent de façon fort originale, cette date historique. Comme on le sait, plusieurs manifestations sont prévues et j'invite tous les Québécois et Québécoises à y participer dans leur localité respective.

Sans prétendre à la perfection, je pense que nous pouvons dire que tous les Québécois

et toutes les Québécoises peuvent se réjouir de vivre sur un territoire où ces valeurs fondamentales sont non seulement reconnues par les traditions et les coutumes, mais également sont reconnues par des textes de loi précis pouvant s'appliquer efficacement devant des tribunaux indépendants. Notre Charte québécoise des droits et libertés de la personne, modifiée récemment en profondeur, représente d'ailleurs, non seulement de notre avis, mais de l'avis de tous ceux qui oeuvrent dans ce domaine, je crois, une charte qui compte parmi une des plus avant-gardistes et les plus progressistes au monde. Elle s'apparente de manière très évidente à cette Déclaration universelle des droits de l'homme dont nous célébrerons l'anniversaire demain.

(11 heures)

Toutefois, à l'occasion de cet événement, j'invite également mes concitoyens et mes concitoyennes à prendre ne serait-ce qu'un bref moment, d'ici samedi, pour réfléchir au sort de ceux et celles qui n'ont pas la chance de vivre dans un État où sont respectés ces droits et libertés fondamentaux. Les bulletins de nouvelles regorgent quotidiennement d'exemples de ce que peut imposer comme souffrances à un peuple un gouvernement pour qui la nécessité du pouvoir l'emporte sur le respect des droits et libertés de la personne.

Un écrivain très célèbre de notre siècle, M. George Orwell, avait prédit pour 1984 un monde où les droits et libertés seraient inexistantes et où, pour mieux assumer et surtout garder le pouvoir, les autorités ne reculeraient devant aucun moyen mis à leur disposition par les technologies modernes pour contrôler la capacité des citoyens de réfléchir et de prendre eux-mêmes des décisions et imposer une voie à suivre. Heureusement, à quelques semaines de l'année 1984, on peut sans grand risque affirmer que M. Orwell s'est trompé, du moins en ce qui concerne non seulement le Québec, mais la très grande majorité des pays occidentaux. Je pense également que M. Orwell serait sûrement le dernier à nous reprocher de l'avoir fait mentir.

J'estime, en terminant, M. le Président, qu'il est donc important que les Québécois et les Québécoises puissent profiter des libertés et des droits démocratiques dont ils jouissent pour appuyer fermement la Déclaration universelle des droits de l'homme et réclamer son application avec conviction dans tous les pays du monde. Merci, M. le Président.

Le Président M. le député de D'Arcy McGee.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. Au

nom de l'Opposition, j'aimerais m'associer non seulement à la motion qui a été déposée par le ministre, mais aussi à ses propos. On ne peut sous-estimer l'importance de cette Déclaration universelle des droits de l'homme. Peut-être faudrait-il changer le titre pour "droits de la personne", mais elle a été adoptée en 1948, à une époque où les mœurs étaient différentes.

Cette Déclaration universelle des droits de l'homme est le premier volet de la Charte internationale des droits de l'homme qui inclut aussi le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et protocole facultatif. Cela a été adopté, bien sûr, comme le ministre vient de le dire, en 1948.

Cette déclaration a eu une influence très importante au Canada et au Québec, c'est-à-dire qu'on s'en est beaucoup inspiré dans la rédaction de la Déclaration canadienne des droits et, aussi, quand nous avons rédigé la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Finalement, nous nous sommes inspirés aussi de cette déclaration universelle dans la Charte canadienne des droits et libertés de la personne.

Le ministre a parlé de notre attachement à cette Déclaration universelle des droits de l'homme et à cette Charte internationale des droits de l'homme.

Parlant de notre attachement, nous avons aussi manifesté notre attachement parce que le Québec a donné son consentement au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, consentement qui était nécessaire parce que nous avons une certaine compétence en ce qui concerne cette matière. Il va sans dire que nous vivons dans un pays de liberté, un pays qui est peut-être unique au monde, un pays où nous avons beaucoup de protection en ce qui concerne nos libertés et nos droits.

J'aimerais ajouter que le non-respect des droits et des libertés de la personne dans un pays peut avoir un effet d'entraînement dans d'autres pays. C'est pourquoi il faut faire l'effort - c'est un effort que nous faisons au Québec - afin que les droits et libertés de la personne soient respectés partout au monde et qu'il n'y ait qu'un standard pour tout peuple et pour tout pays.

J'aimerais, enfin, souligner l'importance de deux personnes dans l'adoption de cette Déclaration universelle des droits de l'homme: le premier, René Cassin, était, il y a quelques années, à Montréal où il a participé à un colloque sur les droits de la personne; le deuxième John Humphrey. J'aimerais rendre hommage à ce professeur à la faculté de droit de l'Université McGill. Il a été directeur de la Division des droits de l'homme à l'Organisation des Nations Unies, de 1946 à 1966.

Dans la revue *Justice*, publiée par le ministère de la Justice du Québec, numéro de décembre 1983, il y a un article sur John Humphrey, un pionnier des droits de l'homme. M. Humphrey est un grand Québécois, un grand Canadien qui a joué un rôle primordial dans l'élaboration de cette déclaration universelle. Je pense que c'est un autre input du Québec.

Enfin, nous devons être fiers de nos contributions en ce qui concerne les droits et libertés de la personne et aussi de notre comportement dans ce domaine. Merci, M. le Président.

Le Président: M. le député de Sainte-Marie.

M. Guy Bisaillon

M. Bisaillon: M. le Président, il me fait plaisir de m'associer, moi aussi, à la motion présentée par le ministre de la Justice. J'avais préparé une motion pour souligner ce 35e anniversaire, car je pense que c'est une occasion pour nous de réaffirmer notre attachement et notre soutien aux valeurs et aux principes énoncés dans la charte des droits.

J'ai écouté attentivement les propos qu'ont tenus à la fois le ministre de la Justice et le député de D'Arcy McGee. Étant donné que j'appuie chacune de leurs paroles, je ne voudrais pas répéter ici ce qu'ils ont dit. Je suis cependant de ceux qui pensent que, lorsque des motions de ce type sont présentées, elles devraient toujours s'accompagner ou il serait souvent préférable qu'elles s'accompagnent de gestes concrets. Le 35e anniversaire de la charte des droits serait une occasion pour nous non seulement de réaffirmer notre attachement à la charte des droits de l'homme, mais aussi notre volonté ici, au Québec, de maintenir la Charte des droits et libertés de la personne, d'intensifier sa portée et de lui donner davantage de valeur.

Dans ce sens, je pourrais peut-être me permettre de suggérer trois moyens concrets qu'on pourrait utiliser maintenant, aujourd'hui, et qui nous permettraient de témoigner encore davantage de notre attachement aux valeurs si fondamentales de la charte des droits. Un premier moyen - cela s'adresse en particulier au ministre de la Justice puisque, sur ce moyen, l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale se sont déjà prononcés - pourrait être, par exemple, de profiter de cette journée du 35e anniversaire de la charte des droits pour finalement se rendre à la volonté de l'Assemblée nationale et procéder à l'abrogation de la loi 111.

(11 h 10)

On pourrait peut-être rappeler, M. le Président, que la loi 111 comportait un

article qui visait à empêcher l'application de la Charte des droits et libertés de la personne. L'Assemblée nationale s'est déjà prononcée sur cet aspect. Il me semble que ce serait une occasion magnifique aujourd'hui de permettre au ministre de la Justice d'abroger cet aspect de la loi 111.

Un deuxième moyen concret: Tantôt le ministre de la Justice a demandé que chaque citoyen et citoyenne prenne quelques minutes pour réfléchir sur les aspects qui sont contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne. Je voudrais rappeler que le ministre de la Justice a récemment expédié, dans chacun des foyers du Québec, le texte de la Charte des droits et libertés de la personne. Peut-être qu'un moyen concret, ce serait de demander à chacun des citoyens et citoyennes de reprendre cette charte qui lui est parvenue, de trouver un article et de voir comment cet article s'applique dans son milieu.

Un troisième moyen concret, ce serait de demander au ministre de la Justice, conjointement avec le ministre de l'Éducation, de promouvoir ce document qui est un cahier pédagogique préparé par la Centrale de l'enseignement du Québec et qui s'appelle: "Si vous croyez aux droits humains." Cet outil pédagogique a été fait justement en préparation du 35e anniversaire que cette Assemblée souligne. C'est un ensemble de moyens, de techniques qui sont mis à la disposition des enseignants pour que ces sujets soient discutés dans les écoles.

J'inviterais le ministre de la Justice à prendre connaissance de ce document: "Si vous croyez aux droits humains", qui est très bien fait selon moi, qui est vulgarisé, mais qui nous permet de comprendre et de voir comment on vit quotidiennement chacun des articles de notre charte.

Finalement, je terminerai en adressant une demande au ministre de la Justice et à l'ensemble des parlementaires de cette Chambre. Est-ce qu'il ne serait pas temps que notre Charte des droits et libertés de la personne soit considérée comme une loi fondamentale, qu'elle soit enchâssée - puisque c'est un terme à la mode - dans la constitution du Québec? Un des moyens, si on ne veut pas procéder à l'élaboration immédiate de l'ensemble d'une constitution québécoise, serait peut-être de procéder à la vérification, sinon à l'abrogation de l'actuel article 52 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

Cela étant dit, je pense que j'ai suggéré un certain nombre de moyens concrets au ministre de la Justice et à l'ensemble des parlementaires. J'aimerais que, dans les jours qui viennent, nous puissions aussi réfléchir sur le sens de la motion qu'on vote aujourd'hui et qu'on puisse procéder, par exemple lundi, à l'abrogation de la loi 111.

Le Président: La motion de M. le ministre de la Justice est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. le ministre du Travail.

Le 25e anniversaire de la FTQ

M. Fréchette: Merci, M. le Président. Je sollicite le consentement de l'Assemblée pour que nous puissions ensemble souligner le 25e anniversaire de la fondation de la Fédération des travailleurs du Québec, qui le souligne elle-même à l'occasion de son congrès annuel qu'elle tient actuellement.

Le Président: Est-ce qu'il y a une motion en bonne et due forme?

M. Raynald Fréchette

M. Fréchette: C'est une motion de félicitations à l'endroit de cette fédération qui est actuellement en congrès, comme je viens de vous le souligner, et qui, avec ses membres, profite de l'occasion pour évoquer le 25e anniversaire de sa fondation, bien que cela fasse maintenant 26 ans puisqu'elle a été fondée en 1957, mais on profite du congrès de cette année pour le souligner.

Étroitement associée au devenir du Québec moderne, la FTQ a été de toutes les luttes qui ont marqué l'évolution de la société québécoise. Cette fédération compte 400 000 membres, dont 100 000 travailleuses, et elle est actuellement la centrale syndicale la plus importante au Québec. Tous les gouvernements qui se sont succédé ici, à Québec, ont eu à négocier avec cet important partenaire. Tous ont pu constater le dynamisme constamment renouvelé de cette centrale et surtout cette volonté de jouer pleinement son rôle d'intervenant majeur de la société québécoise en s'engageant à part entière dans tous les grands débats collectifs et en mettant de l'avant des hypothèses de solutions concrètes et réalistes.

Voici deux exemples récents de l'imagination dont peut faire preuve cette centrale. Corvée-habitation, symbole même des possibilités immenses d'une concertation lorsqu'elle est vécue pleinement, est une idée qui a été exprimée par la Fédération des travailleurs du Québec. Ce programme, on le sait, a été rendu possible grâce à un engagement concret des travailleurs, un soutien concret également au développement économique du Québec et une foi en son avenir.

Le deuxième exemple, le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec. Il s'agit là d'une autre idée de la Fédération des travailleurs du Québec, laquelle constitue une

participation directe des travailleurs et des travailleuses du Québec, des citoyens et des citoyennes qui le désirent, au financement et au développement des entreprises québécoises: nouvelle injection de fonds dans l'économie québécoise, nouvelles possibilités de financement pour les petites et moyennes entreprises.

Voilà, il me semble, deux exemples frappants où l'on peut dire que l'action syndicale est sortie des sentiers traditionnels pour déboucher sur une nouvelle responsabilité sociale et une nouvelle dimension de la solidarité.

Il y a également une autre chose que je veux souligner, M. le Président. 25 années dans la vie d'un organisme, c'est peu, et pourtant, lorsque l'on regarde toute la transformation qu'a connue le Québec depuis ce temps, on s'aperçoit, par ailleurs, que c'est beaucoup. Toujours de toutes les luttes pour l'obtention d'une meilleure justice sociale et économique à l'endroit des travailleurs et travailleuses du Québec, la FTQ a su et sait encore, malgré des différences d'approche ou de perspective, maintenir le dialogue avec les intervenants gouvernementaux, ce qui est fondamental si nous voulons espérer mieux nous comprendre et mieux agir ensemble. Ce que je dis est également vrai pour nous, du gouvernement, et cela a été vrai tout au long de l'histoire de la Fédération des travailleurs du Québec.

À son président, M. Laberge, qui a été à lui seul un important chapitre de l'histoire de cette centrale, aux membres de l'exécutif, aux syndicats affiliés et à tous les membres de la FTQ, je veux offrir nos meilleurs vœux d'anniversaire.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Michel Pagé

M. Pagé: Merci, M. le Président. Effectivement, le 16 février 1957, la Fédération provinciale du travail du Québec et la Fédération des unions industrielles du Québec fusionnaient leurs deux organisations pour fonder la Fédération des travailleurs du Québec dont on célèbre aujourd'hui le 25e anniversaire. (11 h 20)

Notre formation politique est évidemment heureuse de s'associer à la motion non annoncée présentée par le ministre du Travail, car il nous apparaît qu'un anniversaire aussi important que celui-là, compte tenu de la contribution de cette centrale dans notre société, ne peut passer sous silence. La Fédération des travailleurs du Québec est effectivement une grande centrale syndicale, un groupe important au Québec dans le milieu des relations du travail, dans le monde du travail, avec les 400 000 membres qu'elle représente, comme

l'a souligné le ministre, avec une pénétration, si je peux utiliser le terme, dans tous les milieux ouvriers ou tous les milieux de production au Québec. Un anniversaire comme celui-là ne peut être passé sous silence, nous amène à réfléchir, à considérer le mouvement comme tel et aussi à apprécier le travail et les objectifs poursuivis par un organisme comme celui-là.

Pour certains, plus particulièrement pour ceux qui oeuvrent à l'intérieur du milieu syndical, l'appréciation se réfère évidemment à un attachement profond à ces valeurs qui sont véhiculées par un syndicat comme celui de la Fédération des travailleurs du Québec. Pour d'autres, évidemment, qui n'oeuvrent pas à l'intérieur du milieu syndical, pour d'autres qui ont peut-être eu à affronter le milieu syndical, cela impliquera peut-être cette appréciation des réserves et des craintes, mais aujourd'hui n'est pas le moment, je crois, pour apprécier... On est mal placés, quant à nous, nous qui sommes en politique, qui sommes en dehors de ce cadre, pour apprécier cet aspect du rôle des syndicats.

Une chose est certaine. Aujourd'hui, je voudrais, au nom de mes collègues, rendre hommage aux gens de la Fédération des travailleurs du Québec, aux gens de la FTQ. Tout le capital humain qui a été investi par les élus - vous avez fait référence à M. Louis Laberge, je fais référence aussi au secrétaire général, M. Fernand Daoust, à tous les membres de l'exécutif, aux présidents, présidentes, secrétaires des sections, des fédérations - et aussi par les employés, les permanents de ce syndicat fait en sorte que la Fédération des travailleurs du Québec, on peut en convenir, a été placée à l'avant-scène des grandes orientations politiques dans le domaine du travail au Québec depuis 25 ans.

La détermination, le travail, les efforts poursuivis par ce syndicat ont permis finalement d'améliorer substantiellement les conditions de vie des travailleurs syndiqués, la qualité de vie des travailleurs syndiqués et, évidemment, lorsque le milieu syndical franchit un pas en avant, lorsqu'un syndicat comme la FTQ va chercher des acquis pour les travailleurs et les travailleuses du Québec, cela se reflète sur l'ensemble de la population et même sur ceux qui sont non syndiqués. Je crois que la loi sur les conditions minimales de travail qui a été adoptée ici, à l'Assemblée nationale, il y a quelques années en témoigne. Cela a été beaucoup de labeur, 25 ans, probablement, beaucoup de défis, de luttes, une vigilance constante à l'égard de la société en général et aussi à l'égard des gouvernements.

Je feuilletais, il y a quelques jours, la revue *Le Monde ouvrier* et, plus particulièrement, le document qui avait été édité par la FTQ au moment de son 20e anniversaire. On

constate que l'histoire, même si elle donne des leçons au gouvernement, et les erreurs sont parfois susceptibles de se répéter. Je me suis penché, entre autres, sur la démarche syndicale de la FTQ, au moment de la grande marche sur Québec, en 1954. Je me permettrai de lire les paroles de la chanson qui animait le groupe de travailleurs qui étaient venus nous rendre visite au Parlementaire à ce moment-là. On constatera que l'histoire se répète. La chanson disait ceci: "Maurice Duplessis aujourd'hui fait de la bile à cause de ces sautés bills. Il en veut à tous les syndicats. Tu as menti, tu ne nous auras pas. La police provinciale va sortir ses matraques pour protéger son chef qui détraque. Son bill, on ne le digère pas; on l'a sur le coeur, il l'a sur les bras."

On voit possiblement que la même chanson aurait pu être formulée par ces travailleurs, il y a quelques mois, ici devant le parlement, lors de l'adoption de la loi 111. Ce qui est intéressant dans tout cela - M. le Président, je ne sais pas si cela traduit un attachement - c'est que c'était sous le thème "On est Canadien, ou bien on l'est pas."

Une voix: Ah! ah!

M. Pagé: M. le Président, c'était le côté anecdotique de l'intervention que je voulais faire ce matin. Il va de soi que nous sommes très heureux de nous associer à la démarche du ministre du Travail pour rendre hommage aux travailleurs, aux travailleuses, aux membres syndiqués, aux dirigeants de la FTQ et leur souhaiter une longue vie. Merci, M. le Président.

Le Président: M. le député de Saint-Marie.

M. Guy Bisailon

M. Bisailon: M. le Président, très brièvement, je voudrais moi aussi m'associer à la motion du ministre du Travail pour souligner le 25e anniversaire de la FTQ. Je voudrais plus particulièrement m'adresser aux militants et aux militantes de cette organisation. Les personnages plus visibles d'une organisation syndicale représentent finalement ceux qui quotidiennement investissent dans le mouvement syndical, c'est-à-dire les militants et militantes à la base. Je pourrais peut-être profiter de cette occasion pour essayer de donner un sens à ce que peut représenter un 25e anniversaire pour une organisation syndicale. C'est finalement quand on regarde cela avec beaucoup de recul, beaucoup de luttes, beaucoup de ténacité, beaucoup d'efforts, beaucoup d'énergies, beaucoup d'investissements à la fois en ressources humaines, en temps, en perte de salaire, en

accidents du travail. Ces 25 ans de luttes syndicales, c'est beaucoup de recommencement aussi. Ce sont des choses qui sont toujours à refaire, comme si le monde devait être rebâti chaque fois. 25 ans de lutte syndicale, c'est aussi 25 ans d'opposition, c'est 25 ans d'opposition sans nécessairement avoir les gains qui s'accrochent aux luttes normales qu'on rencontre habituellement.

25 ans de luttes syndicales, c'est une amélioration aussi des conditions de travail non seulement pour les militantes et les militants de la centrale concernée, mais c'est 25 ans d'amélioration de conditions de travail pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses d'une société. 25 ans de travail, de luttes et de ténacité pour la FTQ, cela a voulu dire, en fin de compte, une Loi sur l'assurance chômage. Cela a voulu dire la Loi sur l'aide sociale. Cela a voulu dire la Loi sur le salaire minimum. Cela s'est concrétisé par la Loi sur les normes minimales du travail. Cela va se concrétiser peut-être, espérons-le, par une large réceptivité à la syndicalisation par le biais de l'accréditation multipatronale. 25 ans de luttes syndicales, pour une organisation, cela se répercute sur l'ensemble des citoyens par une amélioration de leurs conditions de vie. Je pense que ce qui est important de souligner en soi, que la FTQ ait aujourd'hui 22 ans, 25 ans ou 30 ans d'existence, ce n'est pas cela, c'est le travail de son organisation conjointement avec des organisations identiques qui a réussi à améliorer les conditions de vie de l'ensemble des citoyens et des citoyennes, par le fait qu'ils poussent sur des lois. 25 ans de luttes, cela peut quand même, en bout de course, donner des résultats comme Corvée-habitation et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec. 25 ans de luttes, ce n'est pas nécessairement négatif. C'est 25 ans de luttes dont le Québec avait besoin.

Le Président: La motion du ministre du Travail est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le ministre des Communications.

Lauréats des Prix des communications

M. Jean-François Bertrand

M. Bertrand: M. le Président, ce sera normalement la dernière motion non annoncée ce matin. On verra. Je voudrais faire motion, pour que cette Assemblée nationale souligne aujourd'hui les mérites exceptionnels des lauréats des Prix des communications qui ont été attribués à Montréal, hier, à l'occasion de la cérémonie

de clôture de l'année mondiale des communications.

Le Président: Y a-t-il consentement à la présentation de la motion? Consentement. M. le ministre des Communications.

M. Bertrand: M. le Président, ces Prix des communications avaient pour objectif de couronner une carrière et les travaux remarquables d'individus qui ont oeuvré dans le monde des communications en général ou dans l'un des neuf secteurs suivants des communications, soit la presse écrite, la publicité, la radio, la télévision, la câblodistribution, les télécommunications, l'informatique, la recherche et les relations publiques.

Le jury des Prix des communications, composé de neuf personnes connaissant bien le milieu des communications, a désigné au ministre des Communications les personnes suivantes comme étant les plus méritantes dans leur secteur respectif d'activité. Ce sont, dans le secteur de la recherche en communications, M. Rolland Hurtubise, professeur à l'École nationale d'administration publique; dans le secteur de l'informatique, M. Pierre Ducros, membre fondateur de l'entreprise Ducros, Meilleur, Roy; dans le secteur des télécommunications, M. Charles R. Terreault, de recherche Bell Northern; dans le secteur de la publicité, M. Jacques Bouchard, président fondateur de l'Agence BCP; dans le secteur des relations publiques, M. Aimé Gagné, qui était jusqu'à tout récemment président du Conseil de presse et qui a travaillé pendant 40 ans à l'Alcan à développer un excellent climat de travail; dans le secteur de la radio, un animateur, un annonceur bien connu, M. Henri Bergeron; dans le secteur de la télévision, celui qu'on pourrait qualifier, à toutes fins utiles, de fondateur de la télévision au Canada et en particulier au Canada français, M. Alphonse Ouimet, et, dans le secteur de la presse écrite, l'éditeur adjoint au journal La Presse, M. Michel Roy. Le grand Prix des communications, quant à lui, M. le Président, a été attribué à M. André Chagnon, président de Télécâble Vidéotron, Câblevision nationale Ltée, pour sa contribution exceptionnelle au développement de la câblodistribution au Québec et à l'étranger.

(11 h 30)

La remise de ces Prix des communications constituait, quant à moi, un temps fort de l'année mondiale des communications et avait aussi pour but de faire connaître aux Québécois et aux Québécoises l'importance de la contribution de ces personnes au développement des communications chez nous. Les communications, on le sait, sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important, tant

sur le plan économique que sur le plan social et culturel. L'année 1983, consacrée année mondiale des communications par l'Organisation des Nations Unies, constituait sûrement un moment privilégié, un moyen efficace pour sensibiliser la population à tous ces changements technologiques qui sont désormais partie intégrante de notre vie quotidienne. Le prestige, la qualité des travaux menés par les lauréats des Prix des communications sont un exemple et un encouragement à l'excellence dans le secteur des communications. L'ensemble de l'oeuvre de ces Québécois est la preuve qu'il est possible de mener une carrière des plus intéressantes et de relever le défi du changement dans ce monde où tout évolue si rapidement. C'est pourquoi, M. le Président, je trouve qu'il est important, en cette fin d'année mondiale des communications et à la suite de la remise de ces prix, que cette Assemblée souligne aujourd'hui les mérites de ces hommes qui ont contribué à l'avancement des communications au Québec.

Le Président: M. le député de Westmount.

M. Richard French

M. French: M. le Président, il me fait plaisir de m'associer et d'associer ma formation politique à la motion présentée par le ministre des Communications et leader parlementaire du gouvernement, afin de reconnaître les lauréats des Prix des communications.

Regardant les noms dont il est question, considérant l'importance du domaine en question, nous sommes frappés par la diversité non seulement des tâches qui relèvent du secteur des communications, mais également par la diversité de talents dont le Québec se voit doté par le destin. Ce sont des choix extraordinaires; lorsqu'on les regarde on sait que ce sont des gens omniprésents dans leur milieu respectif, ce sont des gens qui ont su remplir des fonctions importantes avec un sens de responsabilité, avec créativité, avec de l'enthousiasme, avec un leadership sans pareil.

C'est donc avec grand plaisir, M. le Président, que j'appuie la motion du ministre et que je félicite tous et chacun des lauréats, leur famille et leurs collègues. J'ajoute qu'ils méritent bien de la société et c'est ce qui a été reconnu hier soir.

Le Président: La motion de M. le ministre des Communications est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader du

gouvernement, aux motions...

M. Bertrand: Oui, mais, M. le Président, motions et avis en même temps.

Le Président: Et avis.

Avis à la Chambre

M. Bertrand: Aux avis, cela dépend un peu de la façon dont les travaux se dérouleront aujourd'hui en commission parlementaire. Il se pourrait que, lundi matin, de 10 heures à 13 heures, la commission permanente de la fonction publique soit appelée à siéger pour poursuivre l'étude du projet de loi 51 article par article et que la commission permanente des transports se réunisse aussi lundi matin, à 11 heures - et non pas à 10 heures - jusqu'à 13 heures, pour poursuivre l'étude du projet de loi 46. Ce serait au salon rouge pour la commission permanente de la fonction publique et à la salle 80-A pour la commission permanente des transports.

Une voix: À quelle heure?

M. Bertrand: 10 heures à 13 heures pour la commission permanente de la fonction publique et 11 heures à 13 heures pour la commission permanente des transports.

Une voix: ...

M. Bertrand: Oui, mais les motions vont indiquer un peu la compréhension qu'il faut avoir des avis que je donne.

Au niveau des motions, M. le Président, aujourd'hui, de 11 h 40 à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, la commission permanente de l'éducation poursuit et termine les auditions relatives au projet de règlement de l'enseignement collégial à la salle 81-A. Au salon rouge, de 11 h 40 à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et, dans la mesure où les gens s'entendent, un peu au-delà de 18 heures, parce qu'on m'a dit qu'il était possible que les travaux puissent se terminer vers 19 heures. Mais c'est dans la mesure où il y a consentement à la commission, que les gens s'entendent à la commission, sinon, il y aura retour lundi matin entre 10 heures et 13 heures pour poursuivre et probablement terminer l'étude du projet de loi 51 article par article. À la commission des transports, de 11 h 40 à 13 heures, de 15 heures à 18 heures, à la salle 80-A, l'étude du projet de loi 46, article par article; dans ce cas la commission ne siégerait pas de 20 heures à 24 heures et fort probablement devra revenir lundi matin à 11 heures pour poursuivre et probablement terminer ses travaux. Voilà les motions que j'avais à présenter après, bien sûr, encore une fois, dois-je le réitérer?, le

consentement de l'Opposition pour faire siéger trois commissions.

M. Lalonde: M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: Pour le bénéfice de ceux qui nous écoutent, ce consentement est donné pour la raison - je vais la répéter rapidement - que la troisième commission qui est appelée à siéger, celle de l'éducation, le fait un peu à la demande de l'Opposition et d'autres parties pour étudier le projet de règlement sur l'enseignement collégial. Donc, nous donnons notre consentement et nous voterons en faveur de ces motions.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Oui. Je pense qu'il est peut-être normal d'abord qu'on adopte cela, oui?

Le Président: En effet. Donc, cette motion est adoptée?

M. Lalonde: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je voudrais - c'est un autre avis, d'une autre nature - indiquer - peut-être vous apprêtez-vous à le faire - qu'il y aura un vote, avant 13 heures, sur la motion de report relativement à la proposition de deuxième lecture soumise par le ministre des Affaires municipales quant au projet de loi 38. Il y a un vote avant 13 heures. Donc, on peut tout de suite indiquer à nos collègues qui sont en commission parlementaire de terminer leurs travaux vers environ 12 h 50 pour être disponibles ici à l'Assemblée nationale pour le vote.

Le Président: Aux questions sur les travaux de la Chambre, M. le député de Laporte.

Recours à l'article 34

M. Bourbeau: Merci, M. le Président. Je voulais simplement poser une question au leader du gouvernement au sujet de la commission parlementaire de l'énergie et des ressources qui doit entendre les représentants d'Hydro-Québec. Je crois qu'il était entendu que la commission se réunirait lundi, après la période des questions plutôt qu'à 10 heures le matin. Mon collègue, le député d'Outremont, m'a demandé de vous faire confirmer ces renseignements.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Je confirme ces renseignements, M. le Président, pour le député de Laporte et pour son collègue, le député d'Outremont et pour tous nos collègues.

Projet de loi 38

Reprise du débat sur la motion de report de la deuxième lecture

Le Président: Ce qui nous mène aux affaires du jour et à la reprise du débat sur l'amendement de M. le député de Hull à la motion du ministre des Affaires municipales proposant que le projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit: "Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant les mots "dans cinq jours". Je cède la parole au ministre des Affaires sociales.

M. Pierre-Marc Johnson

M. Johnson (Anjou): M. le Président, cette motion de report ainsi que l'annonce que nous ont faite certains députés libéraux de leur intention de voter contre ce projet de loi sont un signe de courte vue dans un domaine vital et important pour les institutions québécoises, comme d'ailleurs les latitudes du gouvernement fédéral et des députés libéraux fédéraux, devrais-je dire, qui amènent le gouvernement à devoir présenter ce projet de loi, maintenant inévitable et nécessaire et inspiré par le respect des institutions québécoises. On ne peut retarder l'adoption du projet de loi no 38, d'autant plus qu'attendre cinq jours comme le demande la motion libérale ne nous apprendrait rien de nouveau.

On sait que mon collègue, le ministre des Affaires municipales communiquait ce matin, avec les représentants des élus municipaux, M. Francis Dufour et M. André Asselin, respectivement président de l'Union des municipalités du Québec et président de l'Union des MRC, leur disant ceci dans un télégramme: "Fort de votre appui maintes fois renouvelé quant aux principes impliqués dans toute cette question de subventions fédérales aux municipalités, conscient par ailleurs de votre intérêt légitime à vouloir nous faire valoir à nouveau, et de façon formelle, vos représentations quant aux modalités d'application de la loi 38, je vous assure, tel que je vous l'avais laissé entendre les 17 et 26 novembre dernier, que vous pourrez être entendus dès après la deuxième lecture en commission parlementaire appelée

à l'étude du projet de loi 38 article par article et ce, avant l'étude du premier article de ce projet de loi."

(11 h 40)

Malgré cela, les libéraux, en face, voudraient qu'on retarde l'étude du projet de loi 38.

Quels sont les faits qui ont amené ce projet de loi? Ils sont fort simples, ils sont connus. Des députés libéraux fédéraux distribuent, d'une façon plus ou moins anarchique, discrétionnaire, variée, des subventions à des municipalités pour des objets qui, en principe, sont des objets municipaux. Il n'y a pas de planification, il n'y a pas d'encadrement, il n'y a pas de suivi adéquat; il y a, dans ce comportement, un irrespect évident des institutions municipales et de la juridiction du gouvernement du Québec en ces matières. Pourquoi? La raison est fort simple, les élections fédérales s'en viennent, les députés libéraux fédéraux ont l'intention de faire de la politique en se promenant avec leur sac de Noël, et c'est à courte vue.

Deuxièmement, cette approche des députés libéraux fédéraux provient aussi d'une recherche de visibilité du gouvernement canadien à tous les niveaux, recherche de visibilité qui a été érigée comme un dogme fanatique depuis un certain temps à Ottawa. Les conséquences de ce comportement sur le territoire du Québec? C'est bien évident que c'est l'argent des contribuables du Québec qui revient sur notre territoire et qui part d'Ottawa; cela, en soi, ce ne sont donc pas des cadeaux. Qu'une arène soit promise à tel endroit, l'aménagement d'un parc à tel autre, que des subventions pour des équipements collectifs dans une autre municipalité soient promises par des députés libéraux fédéraux, comprenons-nous, cet argent n'est pas un don, c'est de l'argent qui provient des taxes payées par les Québécois. Le gouvernement n'a pas d'objection en soi à ce que l'argent des contribuables du Québec leur revienne. Ce parti est même animé de l'idée qu'il faudrait que l'ensemble des taxes payées par les Québécois soit dépensé sur le territoire du Québec par des Québécois, par ses institutions municipales ou par ses institutions nationales.

Les conséquences de ce comportement sont de créer une situation anarchique inéquitable sur le territoire à l'égard des municipalités, les unes à l'égard des autres. Et on le ressent ici. Les gens d'en face le ressentent aussi, malgré les discours qu'ils font pour les fins de ce qu'on appelle de temps en temps le jeu, la "game", comme le disent certains derrière le trône. Ils le ressentent parce qu'ils voient, dans le comportement des élus fédéraux, un comportement arbitraire, à courte vue et sans rigueur. D'une façon plus importante, ils sentent très bien qu'il y a là une atteinte

aux institutions québécoises. Ces institutions sont démocratiques, elles sont enracinées, elles sont plus que centenaires dans la plupart des cas et elles ont accepté, depuis 150 ans et même plus, dans certains cas, de vivre dans un cadre législatif défini par l'Assemblée nationale du Québec et non pas par des attitudes à courte vue de futurs candidats libéraux à des élections qui auront lieu dans six mois.

Nos maires sont des gens plus sérieux que ce pourquoi on les prend dans cette attitude des libéraux fédéraux. Il y a un moyen, si le fédéral veut contribuer aux municipalités, il y a même deux moyens très simples, sans donner ouverture à cette approche arbitraire: qu'il paie ses taxes sur ses propriétés au Québec. Le gouvernement du Québec a versé 374 000 000 \$ en équivalents de taxes aux municipalités l'année dernière, alors que les fédéraux ont versé 31 000 000 \$, mais vont soupoudrer quelques dizaines de millions dans des approches, encore une fois, arbitraires et à courte vue. Ou, encore, que le gouvernement fédéral accepte, comme les municipalités le souhaitent et comme mon collègue, le ministre des Affaires municipales, qui l'a démontré dans le passé, le souhaite, de fonctionner dans le cadre d'une entente qui permette de mettre un peu d'ordre, de s'assurer qu'on respecte les institutions et les gens qui incarnent ces institutions sur le territoire du Québec, dans cette Assemblée comme dans les municipalités du Québec.

Adopter cette motion de report, M. le Président, serait faire montre d'irresponsabilité, serait faire montre au moins d'une espèce d'indifférence sûrement inadmissible quand il y a atteinte aux institutions. De la même façon, je regretterais, comme Québécois, indépendamment des allégeances partisans que nous puissions avoir, indépendamment de nos options constitutionnelles, de voir le Parti libéral du Québec, dont les membres qui sont ici ont été élus démocratiquement, briser un consensus plus que centenaire à l'égard du respect que nous devons aux institutions qui sont de juridiction provinciale en vertu de la constitution.

À mes yeux, cette motion de report, comme l'intention malheureusement annoncée par certains qu'ils voteront contre ce projet de loi, et cette attitude, parce qu'elles sont à courte vue, méritent d'être rejetées.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Maskinongé et whip adjoint de l'Opposition.

M. Yvon Picotte

M. Picotte: Merci, M. le Président. J'écoutais tard cette nuit les gens d'en face qui intervenaient concernant cette motion de report. Entre autres, le député de Vachon

nous mentionnait qu'il était pris de court un peu par cette motion de report. C'était si facile pour lui de rester assis à son siège s'il était pris de court et de laisser parler ceux qui avaient quelque chose à dire là-dessus.

Je comprends que les gens d'en face soient pris de court un peu par une motion semblable parce que, dès qu'une motion était présentée afin de reporter l'étude d'un projet de loi, les gens d'en face disaient: C'est une motion dilatoire. On demande de reporter à beaucoup plus tard un projet de loi. Effectivement, cela a été fait dans certains cas parce que nous étions complètement opposés à l'adoption d'un projet de loi.

Qu'est-ce qui se passe dans ce cas-ci avec la motion de report de cinq jours? Est-ce si malin que cela une motion de report de cinq jours? Est-ce que ces gens-là possèdent toujours la pleine vérité tranquille? Est-ce que tout ce que les gens peuvent dire dans les élections partielles sur les gens de l'Opposition... Peu importe le sujet, ces gens disent toujours: Eux, ils ont fait leur nid, ils connaissent la façon de s'en sortir et ils s'en vont directement où ils veulent aller. C'est leur affaire, mais de là à dire que la motion de report n'est pas justifiée, là, je n'embarque pas.

Que nous permettrait une motion de report de cinq jours? D'abord, on sait que la session ne se terminera pas avant le 21 décembre. On a suffisamment de temps pour consacrer cinq jours, avec tous les consentements qu'on donne depuis le début de cette session... Vous avez été en mesure de constater, M. le Président - vous l'avez été ce matin encore, vous l'avez été hier et avant-hier - que toutes les fois où le leader du gouvernement nous demande de consentir à faire siéger trois commissions, c'est toujours oui de la part de l'Opposition.

On a donné une multitude de consentements depuis le début de la session et on prévoit continuer à le faire, si l'intérêt public le demande. Ce n'est pas une question de consentement. Ces cinq jours-là viendraient ajouter quoi? On dit, nous, députés libéraux, qu'il y a beaucoup d'organismes au Québec. Certains de mes collègues vous ont fait part de nombreux télégrammes de maires, de municipalités, de MRC, de chambres de commerce qui demandent au Parlement de modifier ou de regarder à nouveau l'étude de ce projet de loi 38. Nous disons: Avant d'adopter le principe en deuxième lecture, tandis que le gouvernement nous propose d'entendre ces gens-là avant l'étude article par article.

(11 h 50)

Ce gouvernement-là sait très bien qu'il nous dira: Peu importe ce que les intervenants viendront nous dire avant l'étude article par article: Le principe est adopté; le principe ayant été adopté, il faut continuer et il faut adopter ce projet de loi. Nous

vous disons: Avant d'adopter le principe en deuxième lecture, permettez-nous de prendre cinq jours pour entendre le maire de la ville de Montréal, le maire de la ville de Québec, les MRC, l'Union des municipalités du Québec, les intervenants qui ont quelque chose à dire là-dessus. Quand on les aura entendus, en cinq jours - si je ne m'abuse, dans cinq jours, c'est le 14 décembre - il restera encore sept jours à ce Parlement pour tout simplement étudier article par article le projet de loi et adopter la troisième lecture. Peut-être qu'à ce moment-là, on aura été convaincus par les intervenants qu'il faut adopter ce projet de loi à l'unanimité et peut-être qu'on aura été convaincus, après avoir entendu les intervenants, qu'il y aurait lieu d'y songer encore ou de modifier certaines choses. C'est tout simplement ce qu'on demande.

C'est sûr que ces gens-là sont pris de court parce que cela ne peut pas être une motion dilatoire. Cela ne peut pas être dilatoire; c'est à l'intérieur des normes et du temps qu'a ce Parlement pour entendre les gens qui ont quelque chose à dire là-dessus. Il n'y a rien de dilatoire là-dedans. Ceux qui parlent de dilatoire, ce sont ceux qui sont déconnectés de la réalité et ce sont ceux qui ne savent même pas ce qui se passe ici même, à l'Assemblée nationale. Ce serait dilatoire, si on demandait le report à quinze jours, parce qu'on sait très bien que, dans quinze jours, le Parlement ne siégera plus. Comme le Parlement ne siégera plus, il ne pourrait pas adopter ce projet de loi. Ce n'est pas cela que l'Opposition a fait. Ce n'est pas cela qu'on a demandé. On a dit: On a le temps; on vous donne les consentements nécessaires; prenons cinq jours pour entendre les intervenants, ceux qui seront privés de ces sommes d'argent, à bon ou à mauvais escient, parce qu'on peut avoir des divergences d'opinions là-dessus.

On parle de relance, du côté de ce gouvernement. C'était une excellente occasion, en tout cas, pour certaines municipalités, de créer des emplois. À tort ou à raison, on peut être pour ou contre. On est dans une situation économique précaire. Il y a bien des choses qu'on a faites et que ce gouvernement a faites depuis que la situation économique est mauvaise, qu'il n'était pas de tradition de faire. Mais on a dit: C'est peut-être bienvenu dans une récession économique de faire autre chose, de déborder des cadres, de permettre à un gouvernement d'aller plus loin que ce qu'on a l'habitude de connaître. Durant une récession économique, ce serait peut-être bienvenu qu'on permette la création d'emplois grâce à certaines balises.

Vous savez, on ne veut pas entendre les intervenants; d'après ce gouvernement, ils n'ont rien à nous dire. Oui, on veut les entendre, disent-ils, pour nous dire après que

le principe est adopté, que c'est fait, que c'est réglé, pour encore s'amuser et les prendre pour des pantins et des marionnettes. C'est leur dire: On va vous entendre avant l'étude article par article; venez nous dire ce que vous voulez bien nous dire; on va vous permettre de vous défouler en venant dire ce que vous avez à dire, mais, tout ce que vous allez dire, cela nous passe cent pieds par-dessus la tête; cela nous entre par une oreille et cela sort par l'autre. C'est bien regrettable, mais j'ai trop de respect pour les élus municipaux pour prendre cela comme cela. J'ai trop de respect pour les élus municipaux pour leur faire faire un petit voyage à Québec et se défouler.

J'entends des intervenants, de ce côté-là, qui disent: Fini les pèlerinages et le patronage, etc. C'est le discours des gens d'en face; il y a juste les gens d'en face qui croient à cela. Fini le patronage. Il s'agit de regarder ce qui se passe. Si c'est fini le patronage, le tordage de bras est commencé, messieurs. Des députés de ma région - on pourrait les nommer et je vous les nommerai d'ailleurs en deuxième lecture - rencontrent des maires et disent: Si tu dois être pour, parce qu'on a entendu dire que tu étais pour cela, tes autres petits projets que tu me présentes pour travailler, je ne m'en occuperai même pas. bien pire que du patronage, c'est du chantage et du tordage de bras. Cela s'est fait dans la Mauricie. Je pourrais vous nommer des maires qui ont subi cela et des collègues qui l'ont fait, M. le Président.

Ce gouvernement dit qu'il a aboli le patronage, on le fait de façon cachée et éhontée. On le fait de façon hypocrite, à l'image du Parti québécois. M. le Président, vous serez d'accord avec moi, je l'espère. On le fait à l'image du Parti québécois, de façon hypocrite, mais on ne fait plus de patronage. On tord les bras, on impose et on fait du chantage. Voilà la nouvelle façon de respecter les élus municipaux. Je suis favorable au report, au moins pour une période de cinq jours, afin que nous puissions entendre les intervenants. Je vous remercie.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et député de Joliette.

M. Guy Chevette

M. Chevette: M. le Président, je viens d'entendre un discours bourré de contradictions, et je vais essayer de vous le démontrer.

Une voix: Picoté.

M. Chevette: On sait très bien, M. le Président, quand on étudie un projet de loi en deuxième lecture, que c'est pour en

adopter le principe. La deuxième lecture est faite pour cela. Voulons-nous, oui ou non, respecter ce principe centenaire? C'est ce qu'on a à dire lors de la deuxième lecture. Un Parlement qui est forcé, qui est obligé d'adopter un projet de loi pour faire respecter un principe qui est reconnu dans une constitution, c'est vrai qu'il doit être mal pris, mais une Opposition qui dit: Reportons cela...

Dans tous leurs discours de deuxième lecture - j'ai écouté les députés de Maskinongé, de Berthier, de Sainte-Anne hier - les députés de l'Opposition ont dit: Oui, nous sommes pour le principe de la juridiction provinciale. C'est pour cela qu'on vous demande de voter en deuxième lecture, de voter pour ce fameux principe; mais non, on fait des motions de report. On ne voudrait surtout pas être accusés de faire des motions dilatoires. Les 40 très brillants, vous allez peut-être parler là-dessus, seulement pour le reporter de cinq jours. Si c'est vrai, ce que vous avez dit depuis le début, je ne suis pas surpris de votre motion; je ne suis pas démuhi devant votre motion, vous prouvez une chose, c'est que le caractère hypocrite de vos propos, n'essayez pas de nous l'attribuer; vous avez le plus bel exemple d'hypocrisie lorsque vous vous levez en disant: Nous sommes d'accord avec la juridiction exclusive du Québec dans le domaine municipal. Cependant, reportez-le donc de cinq jours. Peut-être qu'il y aurait des maires qui viendraient vous dire quelque chose, et même plus que cela, qui viendraient se défouler, disait le député de Maskinongé.

Ce n'est pas un endroit pour se défouler ici; c'est un endroit pour être cohérent, pour administrer sainement les finances publiques. Je vais vous parler du défoulement. Permettre cinq jours, dans l'anarchie dans laquelle on fonctionne au niveau fédéral, c'est assez pour essayer encore de créer des rêves dans la tête de plusieurs groupes, de faire rêver certaines municipalités, alors que vous avez tous dit, messieurs de l'Opposition en face, tous l'un après l'autre, tous ceux qui se sont levés en deuxième lecture - je vous ai écoutés très religieusement, vous en avez toujours pris la précaution au départ, et c'était beau de vous entendre - sur la juridiction provinciale par rapport aux municipalités: C'est incontestable, nous du Parti libéral, nous avons lutté pour cela en 1974. M. Bourassa s'était élevé très énergiquement à l'époque... M. Ryan démontrait fortement qu'il fallait sauvegarder la juridiction. Oui, mais quand on leur présente un principe, le même principe, on demande le report. Je n'en reviens pas, M. le Président. Qui est hypocrite? Qui est malade? Qui accepte l'incohérence totale dans le développement, alors que vous dites que vous êtes pour le

principe? De grâce, ne prenez pas les gens qui nous écoutent pour des nonos. Voyons! Quand on dit qu'on est pour un principe, on prend les moyens pour faire respecter ledit principe.

Dans mon discours, en deuxième lecture, j'ai parlé de l'intégrité des pouvoirs du Québec sur les municipalités et de l'incohérence totale. On ne peut pas le retarder, ni de cinq jours, ni même de cinq heures. On aurait dû voter cela il y a très longtemps, dès que le premier fédéraliste s'est promené avec sa boîte à millions et qu'il en a promis partout. On ne devrait pas le voter exclusivement pour le monde municipal, on devrait le voter pour l'ensemble, y compris le monde du loisir, parce que, concernant le développement, l'incohérence se fait partout. On est en train de développer des centres communautaires, des centres de loisir dans des petites municipalités qui ont à peine 500 ou 600 âmes, qui n'auront pas à déboursier un cent pour la construction, mais qui devront surtaxer leurs concitoyens après, pour chauffer, éclairer, aménager. C'est cela. Vous ne tenez pas compte de cela. (12 heures)

Il y a des maires qui vont se mordre les pouces tantôt d'avoir accepté des sommes qui vont endetter leur municipalité pour 20 ans, 30 ans et 40 ans à venir. Il y a des maires qui nous disent: Moi, je refuse l'argent parce que je sais que chez nous je n'ai pas les moyens de faire vivre ces bâtisses après. Il y a des milieux, également, où l'accessibilité aux loisirs est nulle, où l'accessibilité à des édifices municipaux est nulle. Ce n'est même pas là qu'on offre de l'argent à part cela. On en offre même dans des endroits où on est suréquipé. Ce n'est pas grave, les élections s'en viennent: De quoi aurais-tu besoin là? Une aréna? Ce n'est pas grave, une aréna. On ne tient pas compte de critères. À Saint-Gabriel, 2 500 000 \$ pour un centre. Une paroisse qui est plus ou moins bonne, seulement 500 000 \$. Pas de critères de base. C'est fou comme balai. C'est de la folie furieuse. Ce n'est pas comme cela qu'on administre.

S'il faut se battre à mort pour cela, on va le faire. C'est beaucoup plus cohérent se battre pour une saine gestion, se battre pour une équité sociale, se battre carrément pour l'attribution selon des critères et des normes, se battre pour des pouvoirs vieux de 100 ans. Peut-être que Jean Lesage se retournerait dans sa tombe de vous entendre, lui qui s'est battu énergiquement dans les années soixante. Bourassa, s'il avait une colonne vertébrale, se lèverait et dirait carrément aux fédéraux: Ce n'est pas négociable, le droit incontestable du Québec sur le pouvoir municipal. Mais non! Levez-vous, hypocritement. Faites comme d'habitude, en tremblant, en agitant vos petites feuilles, en

agitant la lettre de Roberts, en disant: La juridiction du Québec est incontestée. Bien oui, mais laisser faire n'importe quoi. Qui est hypocrite? Mettez donc vos pantalons les petits gars. Enlevez vos culottes courtes et tenez-vous debout. Défendez donc le gouvernement du Québec dans son désir de gouverner conformément à ce que les citoyens veulent.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député d'Orford.

M. Georges Vaillancourt

M. Vaillancourt: M. le Président, je m'en voudrais de ne pas participer à ce débat sur la motion de report présentée par mon collègue, le député de Hull, c'est-à-dire de reporter à cinq jours l'étude du projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités. Le but visé par le projet de loi qui a été déposé le 21 juin dernier était de mettre une épée de Damoclès au-dessus des têtes des municipalités, afin que ces dernières n'acceptent aucune subvention du gouvernement fédéral. Il est bien entendu que le gouvernement a réussi, mais il n'a pas réussi à arrêter les députés du fédéral d'aider les organismes sans but lucratif de toutes sortes, qui obtiennent des subventions qui sont accordées sans planification avec les municipalités, je le reconnais. C'est malheureux, car plusieurs de ces municipalités vont avoir à ramasser un paquet de problèmes financiers.

Je ne blâme pas les organismes concernés d'accepter ces sommes ni les députés de les offrir, car je crois que c'est la seule manière d'aider les concitoyens du Québec, d'utiliser la quote-part des impôts que nous payons au fédéral, soit environ 25% du budget fédéral.

Je pense que ce qui est le plus malheureux, c'est que le gouvernement du Québec ne prenne pas ses responsabilités en négociant sérieusement face à face au lieu de négocier par correspondance, correspondance que nous avons reçue ici, qui est volumineuse mais qui n'arrive à rien, étant donné que ce n'est pas une négociation sérieuse qui est faite face à face. Je me souviens, dans les années cinquante, le gouvernement du temps faisait à peu près le même genre de négociation et, si vous vous souvenez, ce gouvernement s'est fait battre en 1960 par l'honorable Jean Lesage. Mais, lorsque M. Lesage est arrivé au pouvoir, il avait promis, durant la campagne électorale de 1960, qu'il irait chercher les sommes que le fédéral offrait à la population du Québec et qu'il négocierait sans venir à l'encontre de la constitution canadienne.

(Je me souviens fort bien, M. le Président, que les plans conjoints que le gouvernement fédéral mettait à la disposition

des provinces dans le temps, M. Lesage est allé les chercher en négociant avec l'honorable Lester B. Pearson. Si je me souviens bien, il y avait 58 plans conjoints qui représentaient environ 300 000 000 \$, ce qui était beaucoup dans le temps, avec un budget provincial d'environ 800 000 000 \$. Je pense que c'est dû à cela que M. Lesage a réussi à faire le Québec tel que nous le connaissons aujourd'hui. Mais, pour ce faire, il n'a pas agi de la façon que le gouvernement agit actuellement en n'acceptant pas les sommes que le gouvernement fédéral met à la disposition des provinces.

Je me souviens que les 58 plans conjoints ont été remis au gouvernement du Québec sous forme d'équivalence fiscale, ce qui a permis au gouvernement du Québec de dépenser ces sommes de la manière dont il voulait planifier ses dépenses à l'intérieur de son territoire.

Si l'honorable Jean Lesage, qui a été à mon avis un des plus grands premiers ministres du Québec, qui a été le père de la révolution tranquille, a construit l'infrastructure que nous connaissons aujourd'hui dans tous les domaines, ce n'est pas en refusant les sommes mises à la disposition des provinces par le fédéral... M. Lesage n'a pas eu peur d'aller à Ottawa et de négocier. Comme je le disais tout à l'heure, il a obtenu tout ce qu'il demandait par l'équivalence fiscale. Mais je pense que c'est malheureux que les négociations ne se fassent pas face à face comme ce doit être.

Nous demandons au gouvernement de reporter l'étude du projet de loi 38 de cinq jours, afin de permettre à tous les intéressés de venir se faire entendre et de nous dire pour quelles raisons ils s'opposent à ce que le gouvernement provincial adopte ce projet de loi. Actuellement, je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'adopter le projet de loi 38 pour défendre aux municipalités d'accepter les subventions du gouvernement fédéral. Elles le savent fort bien, parce que la constitution canadienne le leur défend. Elles le savent car, en 1974, le gouvernement Bourassa a adopté une loi - je crois que c'est la loi 56 - et l'article 20 de cette loi interdisait aux municipalités de conclure toute entente directement avec le gouvernement central. Les municipalités sont d'accord qu'il en soit ainsi.

Le projet de loi 38 ne fait pas que respecter ces principes, il va beaucoup loin que cela. Il accorde des pouvoirs discrétionnaires au ministre et c'est malheureux, car le ministre, avec ces pouvoirs discrétionnaires, pourra pénaliser, sans consultation, toutes les municipalités, sans savoir si elles ont donné leur bénédiction aux organismes sociaux qui ont accepté des subventions du gouvernement fédéral. Il va les punir sans consultation et

sans enquête, car le projet de loi 38 lui accorde ce plein pouvoir. Je crois que c'est malheureux.

Le gouvernement du Québec devrait endosser la position des MRC et de l'Union des municipalités, c'est-à-dire le respect de la compétence exclusive du Québec en matière municipale, non pour que les municipalités soient privées d'aide financière de la part du fédéral, mais qu'il y ait une entente en bonne et due forme entre les deux paliers gouvernementaux en ce qui a trait aux subventions du fédéral, dans le respect de la constitution canadienne. Merci.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Shefford.
(12 h 10)

M. Roger Paré

M. Paré: M. le Président, si je voulais commenter un peu les propos de l'intervenant qui m'a précédé, mon collègue d'Orford, je dois dire que quelqu'un qui ne serait pas fier s'il entendait ce qui se passe ici, c'est justement M. Jean Lesage, lui qui s'est battu pour les pouvoirs québécois, qui nous a donné des institutions, qui a fait adopter par cette Assemblée des lois qui donnent des pouvoirs au Québec... Aujourd'hui, alors que le gouvernement fédéral veut nous en enlever un, on nous dit en face: Retardez. Ce n'est plus urgent. On peut attendre. Mais ce qu'ils ne disent pas - je pense que c'est bon de le rappeler - c'est ce que veut dire un report de cinq jours.

Les gens qui sont ici depuis bien plus longtemps que moi, comme beaucoup de mes collègues de ce côté-ci savent très bien, justement ce que cela signifie, et c'est là-dessus que je voudrais intervenir. Un report de cinq jours dans une fin de session, quand on sait qu'on doit terminer les travaux selon les règlements parlementaires le 21 décembre, cela veut dire qu'il nous reste huit jours. Donc, si on consacre cinq jours à l'audition de mémoires, cela veut dire que ce projet de loi ne sera adopté qu'au printemps. Donc, il y a un problème énorme dans le contexte. Tout le monde le sait.

Chacun de nous dans nos comtés - en tout cas, dans nos comtés à nous, du Parti québécois, on le sait, parce qu'on visite nos maires - sait très bien que c'est un problème énorme. C'est un problème que les maires ont hâte de voir réglé; d'ailleurs ils ne cessent de nous dire, depuis des mois: Dépêchez-vous, allez de l'avant. On a essayé de toutes les façons de négocier, que ce soit le ministre des Affaires municipales, que ce soit le premier ministre, par des rencontres et des échanges de lettres. Je ne vous les énumérerai pas toutes, parce que beaucoup de mes confrères l'ont déjà fait avant moi, mais on a essayé de toutes les façons de

s'entendre. Comme ce n'est pas possible, on a décidé de régler le problème.

On ne peut pas laisser un problème de cette ampleur durer davantage. C'est invivable. Donc, on prend des mesures pour le régler et on nous demande, toujours d'une façon hypocrite: Reportez donc cela au printemps prochain, en nous parlant de cinq jours. C'est inacceptable. Quand on nous dit: Oui, il faudrait écouter ces gens-là. Il faudrait savoir ce que les maires en pensent. J'ai rencontré les maires de mon comté, Je leur ai écrit aussi; cela fait un an ou un an et demi que le problème dure. Donc, on sait ce que ces gens-là veulent et on les a rencontrés dernièrement. Le ministre des Affaires municipales a fait une tournée du Québec et, dans chacune des régions, il a invité tous les maires. Je ne parle pas de rencontres vieilles de cinq, six, huit mois ou un an, mais de rencontres vieilles de quelques semaines. C'est sûr qu'à ces réunions, on n'a pas vu de députés libéraux. J'ai assisté à celle qui a eu lieu dans ma région, à Longueuil. Il y avait des maires d'un très grand nombre de municipalités de la rive sud. Ils sont venus discuter avec le ministre et ont fait valoir leur point de vue. Le point majeur qui ressortait, c'est l'urgence: Réglez cela une fois pour toutes. Cela presse. De l'autre côté, on vient nous dire: Mais non!

Pourquoi ne veulent-ils pas? Ils n'étaient pas là, premièrement. Ils devaient être dans les partielles. C'est plus intéressant pour eux que de régler des problèmes capitaux. Oui, c'est important les partielles. Ils les ont gagnées, mais ce sont des partielles. Pendant ce temps, on s'occupe de l'intérêt des Québécois et on a rencontré les maires. Donc, ils ont eu la chance de s'exprimer tout dernièrement. En plus, comme le ministre l'a dit hier, on est prêt, en commission parlementaire, à procéder à l'étude article par article du projet de loi, à recevoir les représentants des fédérations, donc, des représentants des maires. Je pense que jamais une discussion n'est allée au loin. Jamais on ne les a rencontrés, on ne leur a écrit et on n'a échangé aussi souvent avec les maires. Il faut régler le problème, parce que c'est rendu invivable. Allez voir comment cela se passe. C'est un manque total de respect des élus municipaux. C'est complètement enfantin ce qui se passe, mais c'est tragique en même temps. C'est incroyable. Je l'ai vu chez nous et je l'ai vu partout autour de chez nous dans la région. Quand un député s'en va voir son maire pour lui offrir une somme d'argent complètement injustifiable, cela ne répond à aucun besoin. Ils viennent susciter des besoins et ces besoins, par la suite, ce sont des engagements que les municipalités ont à supporter toutes seules parce que le gouvernement fédéral, après le cadeau, se retire.

C'est comme le Père Noël, quand la poche est vide, c'est fini. Débrouillez-vous avec le cadeau et si le cadeau vous coûte les yeux de la tête, vous irez voir le gouvernement du Québec pour qu'il vous finance.

C'est exactement cela qui arrive. Ils poussent l'affront jusqu'à leur dire - je l'ai su parce que des maires sont venus me le dire - je t'offre 400 000 \$, mais n'oublie pas quelque chose, il faut que tu me répondes avant le 21 novembre. C'est une date que je connais bien, parce qu'une de mes municipalités a été victime de ce chantage. Je t'offre 400 000 \$, mais tu n'as que jusqu'au 21 novembre. Sur un projet de 1 200 000 \$, la municipalité aurait-elle pu prévoir? Parce que nos municipalités, contrairement au gouvernement fédéral, ont des budgets équilibrés.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Paré: Je pense qu'il est bon que vous le sachiez. Il y a des maires, de l'autre côté... Il y en a un que je veux féliciter, en passant, le député-maire de Verdun. Lui, il a refusé, mais malheureusement, avec la tournure des débats, cela fait deux jours qu'on ne l'a pas vu. Je suppose qu'il est gêné de sa gang.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Paré: Ce qu'on doit rappeler, parce que c'est très important, c'est que pendant la crise économique qu'on vient de traverser, la pire que le Québec ait jamais connue, les municipalités ont connu des surplus budgétaires et ce, grâce à la meilleure administration. Pourquoi? Parce qu'on a adopté la loi 79 sur la fiscalité municipale leur donnant des pouvoirs. Maintenant, elles se servent de leurs pouvoirs et elles ajustent leur administration, leurs dépenses de fonctionnement ou d'investissement en fonction d'un budget planifié. Et Ottawa arrive avec ses gros sabots, au milieu de l'année, en disant: Je vous donne 400 000 \$ si vous investissez 1 200 000 \$. Ce n'est pas prévu dans le budget et il vient débalancer tous les budgets. C'est fou et inacceptable! C'est fou raide, une affaire comme ça! On n'a jamais vu une autorité supérieure venir essayer de déstabiliser non pas le gouvernement du Québec, mais les budgets municipaux.

Pourquoi faut-il l'adopter dès maintenant, ce projet de loi? Pourquoi ne pouvons-nous pas nous permettre d'attendre le printemps prochain? Parce que ces mêmes municipalités, dirigées par des hommes et des femmes responsables, doivent présenter en décembre leur budget équilibré pour l'année qui vient. Elles ont le droit de prévoir leurs dépenses et elles ont le droit de connaître les intentions gouvernementales

dans ce domaine. Notre intention est claire et nette, c'est le respect de la loi.

C'est inacceptable, ce qu'on dit de l'autre côté. Ils ont tous commencé leur discours, leur intervention en disant: Oui, on est d'accord avec le principe; oui, on a légiféré dans ce sens en 1974. Mon collègue, qui a parlé avant moi, est allé plus loin encore, il est allé jusqu'au début des années soixante, avec M. Lesage. L'autonomie municipale, oui, c'est acquis. On nous dit oui sur le principe: Oui, il faut faire quelque chose, on est d'accord avec cela mais, dans l'application, on n'est plus d'accord. Il faudrait faire attention car cela va déranger nos amis d'Ottawa. C'est tout à fait inacceptable et c'est pour cela qu'il faut l'adopter maintenant, parce que les municipalités ont un budget à présenter en décembre, parce qu'on ne peut permettre plus longtemps que les maires vivent sur cette corde raide, savoir: Est-ce que j'accepte cet argent? Est-ce que je défie la loi? On ne peut défier la loi; une loi, c'est fait pour tout le monde et c'est fait pour être respecté. Ce qu'on apporte par ce projet de loi, c'est tout simplement l'affirmation ou la confirmation d'une loi que même ces gens ont votée.

La différence entre la période de 1974 et celle de 1983, c'est qu'en 1974, le Parti québécois, qui était dans l'Opposition et qui avait à cœur le développement et les intérêts du Québec, a voté pour le bien des Québécois. Aujourd'hui, on ne fait que réaffirmer une loi que ces mêmes gens ont adoptée; parce que c'est dans l'intérêt des Québécois et que cela nuit à leurs amis d'Ottawa, ils sont contre et ils demandent qu'on ne respecte pas les autorités municipales, qu'on se moque plus longtemps des maires en disant: Reportez la discussion du projet de loi à cinq jours. Reporter cela de cinq jours, cela veut dire reporter cela au printemps.

Là, on parle de pouvoirs et on parle d'acquis du Québec; cela veut dire quoi? Je pense que les citoyens sont en droit de le savoir. Plus un État est fort, plus il a de pouvoirs, donc, il peut investir davantage, plus il est riche, plus les citoyens en profitent collectivement et, par ricochet, individuellement. Qu'on se rappelle la période avant les années soixante. Là-dessus, je lève mon chapeau à M. Jean Lesage. Qu'on se rappelle la période d'avant 1960, alors qu'on n'avait pas beaucoup de pouvoirs. Qu'est-ce que les Québécois francophones avaient comme job? Qui rêvait d'aller en Floride? Toujours les mêmes. Maintenant que le Québec a adopté des lois depuis 1960, parce qu'on s'est donné plus de pouvoirs et qu'on a pris notre place, la place qui nous revient chez nous, avec nos richesses, les richesses qui appartiennent à tous les Québécois, aujourd'hui, je pense que les Québécois

vivent beaucoup mieux et malgré la crise. On pourra y revenir dans un autre discours. Maintenant, nous aussi, on peut rêver. Regardez les autobus de gens qui y vont, en Floride; c'est maintenant à la portée des Québécois.

Quand on dit qu'un principe n'est pas important, la richesse et le développement d'une société reposent sur des principes. La loi qu'on veut seulement ratifier, qui a été adoptée par les libéraux, est basée sur des principes de développement économique exceptionnel. Il est évident que je vais voter contre cette motion parce qu'il est inacceptable de reporter le projet de loi. Je voterai contre la motion, contrairement à mes amis d'en face, en raison du respect des lois auquel chaque citoyen est tenu et spécialement pour le respect de nos maires. Merci, M. le Président.
(12 h 20)

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Viau.

M. William Cusano

M. Cusano: Merci, M. le Président. En entendant les ténors de l'autre côté, je crois que les intentions du gouvernement dans ces projets de loi sont très claires. Il essayait de justifier, par des discours qu'on a entendus dans cette Chambre, le résultat des élections de Jonquière et de Mégantic-Compton en disant que c'est dû au fait qu'il n'était pas présent, que les fédéraux étaient plus présents que lui dans les comtés. C'est ce qu'on nous dit de l'autre côté de la Chambre.

Je me joins à la motion de mon collègue, le député de Hull. En termes très simples, cette motion demande à l'Assemblée de permettre au ministre des Affaires municipales de faire ce qu'il aurait dû faire depuis le dépôt du projet de loi en juin dernier, c'est-à-dire de lui permettre de consulter les gens impliqués dans le milieu et, en même temps, la population que ces gens représentent.

Ce projet de loi est très fidèle à la vision et à l'attitude de ce gouvernement du Parti québécois. Comme la grande majorité des projets de loi qui ont été présentés, on évoque toujours les plus grands principes au monde. Dans les notes explicatives, on invoque les principes d'une saine gestion des fonds de l'administration publique. Est-ce assez beau, M. le Président? Ce gouvernement d'en face réclame une bonne gestion des fonds publics. On verra un peu plus durant la semaine qui s'en vient comment ces fonds sont administrés.

Je voudrais vous rappeler, lorsqu'on parle de gestion des fonds publics, le règlement du saccage de la Baie James. On

n'a qu'à se rappeler les subventions à des "sex bars". C'est de la bonne gestion, M. le Président. Ce n'est pas de la bonne gestion, d'après vous, M. le leader du gouvernement?

Une voix: ...

M. Cusano: C'est ça. On n'a qu'à se rappeler les faits qui ont été exposés par mon collègue, le député de Laurier, à savoir comment ce gouvernement s'organise pour placer des amis et de la parenté à des postes au gouvernement. On aura la possibilité d'examiner d'autres aspects de l'administration publique la semaine prochaine, et je ne m'y attarderai pas.

Personne ne conteste le fait que la compétence touchant les affaires municipales relève exclusivement de la province. Cette Assemblée s'est déjà prononcée sur cette compétence en 1974, sous le gouvernement de M. Bourassa, à l'article 20 de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales qui interdisait aux municipalités de conclure directement des ententes avec le gouvernement central. De leur côté, les municipalités se sont toujours dites d'accord avec le fait que c'est le gouvernement du Québec qui est le maître d'oeuvre, qui est l'instance décisionnelle dans les affaires municipales.

Comme dans la très grande majorité des projets de loi qui nous ont été présentés par ce gouvernement, après avoir invoqué la vertu, on y découvre les vraies intentions. Ce projet de loi accorde au ministre un pouvoir discrétionnaire et lui donne le pouvoir de pénaliser - on est bien bon de ce côté-là, on pénalise les gens qui ne sont pas tout à fait d'accord avec nous - les municipalités. Le ministre s'arroge le pouvoir de pénaliser des municipalités et il s'arroge également le pouvoir de décider si une municipalité peut accepter ou non de recevoir les subventions du fédéral tout en ayant la possibilité d'en obtenir une du provincial. Ce que l'on réclame, dans le monde municipal et, je crois, dans l'ensemble de la population québécoise, c'est une entente entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral, une fois pour toutes. Je crois que la population s'est exprimée il n'y a pas très longtemps, dans le comté de Jonquière et dans le comté de Mégantic-Compton. Elle est fatiguée de vos chicanes stériles, de vos chicanes de drapeaux. Est-ce que c'est le député fédéral d'un comté qui a le plus de visibilité ou si c'est le député péquiste?

Une voix: C'est cela...

M. Cusano: C'est cela, M. le Président. La population vous a transmis un message, il est temps d'arrêter ces chicanes-là. Cela fait bien votre affaire de vous chicaner, mais

cela ne fait pas l'affaire de la population et cela ne fait pas l'affaire des municipalités.

Si le gouvernement du Québec refuse aux municipalités le droit de recevoir des montants d'argent du fédéral, peut-il leur garantir qu'elles auraient des montants équivalents du gouvernement du Québec? Personne ne mentionne cela, parmi vous, les grands ténors, mes amis d'en face. L'Union des MRC souhaite que les deux gouvernements en arrivent à une entente totale permettant aux municipalités des subventions fédérales tout en respectant la constitution. De plus, ce projet de loi a des effets rétroactifs. On a déjà vu cela, M. le Président, des lois qui ont un effet rétroactif. Les dispositions contenues dans le projet de loi lui-même sont en vigueur, pas au moment de la sanction de la loi, mais bien en date du dépôt du projet de loi, c'est-à-dire que les dispositions sont rétroactives au 21 juin 1983.

Vous me faites signe de conclure, M. le Président, je vais essayer de conclure. Ce que je trouve inacceptable, c'est le fait qu'on refuse de consulter la population. Pourquoi le ministre est-il si réticent à consulter la population? Est-ce qu'il a été conseillé par son collègue, le bon docteur, le ministre de l'Éducation? On n'a qu'à se rappeler que le ministre de l'Éducation, lorsqu'il a présenté son avant-projet de loi sur la restructuration scolaire, nous disait que tout le monde était d'accord avec lui. Il nous disait en cette Chambre qu'il faisait des consultations. Il allait consulter ses petits amis, à des réunions; mais seulement ceux qui étaient choisis par le ministre avaient la permission d'y assister. Ces gens-là disaient au ministre: Votre projet est excellent; votre projet est très beau; nous sommes entièrement d'accord avec la restructuration scolaire. Lorsque le projet de loi a été déposé et qu'on a décidé de faire siéger une commission parlementaire pour entendre les gens du milieu, je ne sais pas, MM. les députés d'en face, combien de mémoires vous avez reçus à votre bureau concernant la restructuration scolaire. Dans mon bureau, j'ai entre 200 et 300 mémoires de gens qui disent que cette restructuration scolaire ne fonctionne pas. Pourtant, le ministre, nous disait, en cette Chambre, quand il faisait ses petites consultations aux biscuits, que l'ensemble de la population souhaitait la restructuration scolaire. Est-ce le ministre de l'Éducation qui a conseillé le ministre des Affaires municipales? C'est totalement inacceptable.

Je conclus, M. le Président. Il faut bien comprendre que des projets de loi ne doivent pas répondre aux besoins d'un parti politique, mais répondre aux besoins de la population. Ce projet de loi ne fait que répondre au besoin de vous excuser devant la population parce qu'elle vous rejette et vous dites:

C'est à cause de la visibilité exigée par les députés fédéraux. M. le Président, c'est inacceptable. Un projet de loi doit représenter et doit respecter les vœux de la population. Merci.
(12 h 30)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député d'Arthabaska. Oh! excusez-moi, je pensais que c'était votre tour, mais la parole est au député de Terrebonne.

Des voix: Bravo!

M. Blais: Merci, chers confrères. M. le Président...

Une voix: ...et consoeurs.

M. Blais: Mme la députée, je vous remercie de votre appui moral.

Une voix: Moral.

M. Yves Blais

M. Blais: M. le Président, il y a 116 ans se signait un pacte qui s'appelle le Pacte confédératif. Dans ce pacte entre le Haut-Canada, le Bas-Canada et quelques autres colonies nord-américaines, il était stipulé que les provinces avaient un droit exclusif devant les municipalités. C'était clair comme de l'eau de roche, il y a 116 ans.

Il est très difficile de comprendre que, 116 ans plus tard, une loi doive venir confirmer ce qui est écrit dans le Pacte confédératif; mais ce qui est encore plus curieux, c'est que l'Opposition demande encore cinq jours pour vérifier ce qui a été écrit et ce qu'on applique depuis 116 ans. Ces gens n'ont pas eu le temps de le lire, prétendent-ils.

Si, dans 116 ans d'opposition interpestive, mes confrères, mes amis de l'autre côté n'ont pas eu le temps de lire ce texte, je serais fort surpris que cinq jours suffisent pour qu'ils constatent que les municipalités, dans la constitution, sont sous la responsabilité exclusive des provinces.

Cependant, M. le Président, il reste encore un gouvernement libéral au Canada. Il est à Ottawa.

Une voix: Il y en aura bientôt un autre.

M. Blais: Aucune province n'a un gouvernement libéral. Il en reste un, c'est le gouvernement canadien. Ces gens, vu qu'ils n'ont aucun gouvernement les représentant dans les provinces, ont une tendance tentaculaire. Ils appliquent ce qu'on pourrait appeler la politique de la pieuvre. Vu qu'ils ne peuvent gagner individuellement dans chacune des provinces, ils ont donné une piqure de gonflement à leur seul gouvernement à Ottawa et ils lui font pousser des

tentacules accapareurs.

Ce n'est pas nouveau.

Une voix: C'est vrai.

M. Blais: Lorsque vous étiez au pouvoir, de 1970 à 1976, au début des années soixante-dix, se promenaient dans le décor - 1970, 1971, 1972 - quelques députés fédéraux qui jouaient justement, à l'approche des fêtes, au Père Noël, à cette époque. M. Bourassa lui-même disait: Il ne faut pas que le fédéral touche aux municipalités ni directement ni indirectement.

Des voix: C'est vrai.

Des voix: Bravo!

M. Blais: Je l'en félicite. Cependant, M. le Président...

Une voix: Tout est compris de l'autre côté.

M. Blais: ...c'était en 1972. Il y a eu une conférence à Toronto à laquelle M. Tessier, à l'époque ministre des Affaires municipales, a assisté. Il disait que jamais il ne concéderait à Ottawa quelque pouvoir que ce soit envers les municipalités.

Une voix: Oui.

M. Blais: Ce gouvernement, qui était le gouvernement libéral de M. Bourassa, n'était certes pas un gouvernement que l'on pourrait qualifier de séparatiste. On lui disait à l'époque: Mais négociez avec Ottawa - en 1972 - négociez avec Ottawa, afin que le fédéral ne mette pas ses tentacules sur les municipalités. Ces gens n'ont pas su négocier, M. le Président, parce que, deux ans après, en 1974, il ont été obligés de faire une loi défendant au fédéral de s'ingérer dans les affaires municipales.

Qu'on ne vienne pas nous dire à nous, parce qu'on s'oppose à ce que le fédéral mette ses mains, ses pattes dans les affaires municipales, que c'est parce que nous sommes des indépendantistes. Nous le sommes, nous n'avons pas honte de cela, nous en sommes très fiers. Ce n'est pas la raison. Nous sommes ici, élus par le peuple du Québec, pour respecter la constitution dans le système dans lequel nous avons été élus. Ce n'est pas nous qui ne respectons pas la constitution. Ce sont les tentaculaires ottawais qui veulent venir porter leurs tentacules jusque chez nous. C'est contre cela que nous résistons.

C'est une fédération, mais, même si on est à l'approche de Noël, il ne faut pas que chaque député se prenne pour une fée des rations distributrice à l'intérieur de nos comtés. M. le Président, au gouvernement

québécois, nous avons avec beaucoup de rigueur stabilisé les finances de notre gouvernement. À Ottawa, ils ont divagué, ils sont rendus à 31 000 000 000 \$ de déficit et cela va s'accumuler, bien sûr. Ils sont un peu jaloux de cette rigueur administrative que nous avons. Ils veulent essayer de déstabiliser le gouvernement municipal pour donner une sorte de justification à leurs errements budgétaires.

Il y a une chose, le gouvernement d'Ottawa n'est pas censé verser de l'argent aux municipalités, mais d'aucune façon. En réalité, même pas à travers le gouvernement du Québec, ce n'est pas sa responsabilité. C'est parce que ce sont des gouvernements accapareurs. On dit: On a un surplus pour les municipalités et on a été obligé de discuter, les provinces avec le fédéral, pour redistribuer de l'argent aux municipalités. Si le fédéral croit qu'il a trop d'argent, bien, qu'il diminue son déficit. Tous les habitants du Canada s'en trouveront mieux. Et s'il veut absolument que les municipalités soient aidées davantage, il y a une façon et c'est la seule: Qu'il concède aux provinces les points d'impôts et ces provinces, avec ces points d'impôts, pourront en donner plus à leurs municipalités dont elles sont responsables. C'est cela la constitution.

M. le Président, moi je suis très heureux d'être dans un comté où aucun de mes maires n'a accepté quoi que ce soit du député Comtois. Aucun! Mais, comme signe de bonne intention - ils disent que nous sommes mal intentionnés - il est arrivé une chose dans mon comté. Dans certains domaines, nous avons, les Québécois, le gouvernement du Québec, une responsabilité exclusive et, dans d'autres domaines - ils sont fort peu nombreux - une responsabilité administrative du gouvernement fédéral. Exemple, la poste, l'armée, les F-18, les batailles entre nations, les timbres, les mesures de guerre, la paix à travers le monde, la chicane chez eux.

M. le Président, il y a un point. Chez nous, il y a un aéroport, responsabilité exclusive du fédéral. Cependant, cet aéroport, c'est un aéroport municipal. Donc, dilemme. Zone grise. Étant sous la dépendance de la municipalité - l'aviation, on le sait, est sous la juridiction du fédéral - il y avait conflit. Alors, le député Comtois, député fédéral, vient me voir et dit: On aimerait verser de l'argent pour l'aéroport municipal. Regardez donc cela. Venez me voir, oui, parce que là, c'est notre juridiction. Je suis venu voir le ministre des Affaires intergouvernementales, cela a pris cinq minutes, nous savons négocier, nous avons dit: Vous voulez verser de l'argent. L'aéroport, c'est votre juridiction exclusive. Il appartient à une municipalité, mais vu que c'est votre juridiction exclusive, voici la permission. Cela a pris onze jours à avoir les

lettres et il a été versé 1 200 000 \$ à la municipalité de Mascouche et nous-mêmes nous avons versé plus de 500 000 \$ pour l'aéroport.
(12 h 40)

Donc, nous négocions très facilement. La mauvaise volonté n'est pas de ce côté; elle est de votre côté parce que vous êtes un pâle reflet de la faiblesse ottawaïenne. M. le Président, je vous remercie.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Chapleau.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Jolivet): S'il vous plaît:

M. John J. Kehoe

M. Kehoe: Ce doit être le mois de décembre car, encore une fois, le ministre des Affaires municipales nous présente un projet de loi controversé. Je me souviens des autres années. Au mois de juin, c'était la loi de la CRO qui était fort contestée par certains intervenants de Gatineau et Hull, mais, à la dernière minute, ils ont cédé pour avoir une loi. L'année précédente, c'était la controverse entre Baie-Comeau et Hauterive. Encore une fois, le bulldozer est passé: "On va vous passer sur le corps." Il nous a passé sur le corps et la loi a été adoptée. Mais vous avez récolté cette semaine, dans Jonquière, vous avez récolté cette semaine, dans Mégantic-Compton. Dans le Saguenay et dans les 17 ou 18 régions où il y s'est tenu des élections partielles, vous avez récolté ce que vous avez semé.

Il y a une chose certaine dans le projet de loi que nous avons devant nous - cela a été répété par le député de Terrebonne, cela a été répété par tous les députés qui m'ont précédé - c'est évident que la province de Québec a une juridiction exclusive dans le domaine municipal, nous ne contestons pas cela; c'est bien évident, c'est dans la constitution canadienne que vous, vous ne reconnaissez pas, mais qui est bel et bien là.

Mais ce n'est pas le problème qui se pose aujourd'hui. Le problème, c'est la manière dont le ministre empêche les municipalités d'accepter des subventions. Tout le monde est d'accord pour la vertu et tout le monde est d'accord pour des subventions. Mais pourquoi les différents intervenants municipaux, que ce soit l'Union des municipalités, que ce soit les MRC, que ce soit n'importe quel autre intervenant intéressé aux affaires municipales,

demandent-ils au ministre de reporter, pour une très courte période, pas pour deux mois, pas pour cinq mois... M. le Président, depuis le mois de juin, nous avons siégé exactement un mois; à partir du mois de juin jusqu'au 18

octobre, nous n'avons pas siégé du tout; le 18 octobre, nous avons siégé une journée, puis on a ajourné la session; on nous a ramenés au mois de novembre et, à la dernière minute, encore le même phénomène se produit, le bulldozer sort, nous passe sur le corps et nous force à adopter une loi que nous n'avons pas eu assez de temps pour étudier.

Nous savons que, dans à peine cinq minutes, le leader, qui est un expert pour nous passer sur le corps, va sortir à nouveau et va demander à ses troupes de fermer les yeux, de se boucher les oreilles et de voter ensemble pour ce projet de loi. Votez contre la motion. Ce n'est pas une motion qui demande la lune. On demande seulement un retard de cinq jours. La demande est faite par des télégrammes, par des lettres et par des appels téléphoniques. Le maire de Montréal, le maire de Hull et les autres intervenants dans le dossier ont tous demandé de le reporter pour quelques jours pour qu'ils puissent être entendus et qu'ils puissent montrer au ministre les erreurs et le pouvoir discrétionnaire qu'il y a dans le projet de loi.

On sait qu'avec ce projet de loi, avec le temps, on va s'entendre. On a vu cet été qu'il y a eu plusieurs discussions entre Ottawa et Québec. Justement, on lisait, dans un reportage dans le Devoir du 10 septembre: "L'UMQ se réjouit de l'entente signée entre Québec et Ottawa." Les municipalités: "Lévesque est prêt à s'entendre avec Ottawa." Donc, on voit qu'il y a une possibilité de s'entendre. On n'est pas obligé d'y aller avec le bulldozer comme toujours. On n'est pas obligé de faire une confrontation de nouveau avec Ottawa. On peut s'asseoir autour d'une table de concertation. Combien de fois les péquistes se servent-ils de ce mot-là, "concertation"; qu'ils regardent donc dans le dictionnaire quand ils commencent à négocier avec Ottawa. Qu'ils oublient le mot "confrontation" et qu'ils s'assoient autour d'une table et commencent à parler avec les intervenants, non seulement les fédéraux, les mauvais fédéraux, mais les gens de la province de Québec, les gens qui sont impliqués dans l'administration des affaires municipales, les différentes organisations qui veulent rencontrer le ministre, qui veulent une espèce de commission parlementaire, seulement pour étudier pendant quelques heures ou quelques jours les implications de cette loi.

On connaît les implications du projet de loi. On sait que quelque 72 000 000 \$ du gouvernement fédéral ne pourront être dépensés ici dans la province de Québec et pourtant, avec la crise économique que nous traversons à l'heure actuelle, on aurait certainement besoin d'une relance dans ce domaine. Les autres provinces s'entendent

avec le gouvernement fédéral pour accepter certaines sommes d'argent et il y a une certaine tolérance, mais, lorsqu'on a une optique, lorsqu'on a l'idée de se séparer, cela ne donne rien de tenter de parler sérieusement, d'essayer d'en arriver à une entente avec le gouvernement fédéral.

M. le Président, il me reste encore cinq minutes. M. le ministre et MM. les députés, ouvrez donc vos oreilles. Écoutez les gens qui parlent, pas seulement le parti d'Opposition, pas seulement la population, mais les personnes les plus impliquées qui vont subir le plus les conséquences de l'adoption de ce projet de loi. Écoutez les intervenants du domaine municipal, l'Union des municipalités, les MRC et les autres organisations. Ils vous demandent tous ensemble de reporter de quelques jours ce projet de loi. Le député a dit tantôt: Si on reporte cette loi de quelques jours, cela aura pour conséquence de remettre l'affaire pour encore six mois. Mais, justement, le problème n'est pas né d'hier. Il existe depuis combien de temps? Que la chose soit reportée de deux ou trois jours et, durant ce temps, j'en suis absolument persuadé, quand on est rendu au bout et qu'on sait que la menace de mettre à exécution l'adoption de ce projet de loi va être quelque chose d'acquis, c'est là que les vraies négociations vont commencer entre les parties concernées.

Donc, on a encore du temps, on demande le report pour une période de cinq jours. On demande aux ministres et aux députés ministériels, pour une fois, d'écouter la population, d'écouter les élus municipaux, d'écouter l'Opposition. Merci.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député d'Arthabaska, en vous rappelant que nous devons passer au vote avant 13 heures. En conséquence, je vous demanderai de terminer vers 12 h 58.

M. le député d'Arthabaska.

Des voix: Bravo!

M. Jacques Baril

M. Baril (Arthabaska): Merci, M. le Président. Les gens d'en face répètent toujours la même chose: le gouvernement du Québec ne veut pas négocier, on est de mauvais négociateurs, on veut empêcher les municipalités d'accepter l'argent d'Ottawa. Là, on vient de nous demander de retarder de cinq jours l'étude de ce projet de loi. Si on lit le premier article de la loi - vous vous êtes toujours référé à l'article 1 de notre programme, référez-vous donc à l'article 1 de la loi - il dit ceci: "Par une entente entre le gouvernement et celui du Canada ou leurs ministres ou organismes, conclue conformément à la loi, une municipalité peut, aux fins de son

financement et selon les conditions prévues à l'entente, bénéficier d'une participation du gouvernement du Canada ou de l'un de ses ministres ou organismes." Avez-vous compris? Une municipalité "peut".

Une voix: La suite?
(12 h 50)

M. Baril (Arthabaska): Comment la suite? Je ne lirai pas tout le projet de loi, lisez-le! Je vais continuer. Le deuxième alinéa dit: "Le premier alinéa n'affecte pas le droit d'une municipalité de recevoir du gouvernement du Canada ou d'un de ses ministres ou organismes le paiement: 1. d'une taxe ou d'une compensation en tenant lieu, ou..." Ce n'est pas compliqué, il n'en paie pas. On ne peut pas l'en empêcher, il n'en paie pas. On ne peut pas l'obliger à en payer, mais on peut le lui demander, par contre.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Jolivet): À l'ordre!

M. Baril (Arthabaska): M. le Président...

Le Vice-Président (M. Jolivet): Juste un instant, M. le député d'Arthabaska. Je protège toujours le droit de parole d'un intervenant. Je ne pense pas que, ce matin, personne ait empêché qui que ce soit, à ma gauche ou à ma droite, de parler. Je demanderais la même obligeance envers le député d'Arthabaska, il lui reste moins de dix minutes.

M. le député d'Arthabaska.

M. Baril (Arthabaska): M. le Président, très rapidement, on nous dit qu'on ne veut pas négocier. Une négociation, il me semble que cela se fait à deux; pour une personne, c'est assez difficile de négocier. Depuis quinze mois, le ministre des Affaires municipales a multiplié les démarches auprès du gouvernement canadien, il a essayé d'amener Ottawa à la table des négociations. Il a d'abord sensibilisé les élus municipaux, il en a rencontré environ 1200 sur 1600, c'est quand même pas si mal, c'est quand même une bonne moyenne. Il a fait parvenir au moins sept lettres qui ont été adressées à différents ministres à Ottawa. Plusieurs de ces lettres n'ont même pas eu de réponse, pas d'accusé de réception. Il y a eu cinq rencontres entre Québec et Ottawa au niveau des ministres, des sous-ministres.

Qu'est-ce qui s'est dégagé de ces rencontres? Qui étudie? Ottawa étudie. Cela fait quinze mois qu'on étudie les possibilités de s'entendre avec le gouvernement du Québec pour aider les municipalités. Cela fait quinze mois; même si on leur donnait cinq jours de plus, cela va donner quoi?

Les maires des municipalités, les élus municipaux sont actuellement dans l'incertitude parce qu'ils voient les maires voisins qui ne respectent pas la loi, qui écoutent leur député fédéral... Même le ministre Jean Chrétien, ancien Solliciteur général du Canada, ministre de la Justice, est venu chez nous rencontrer les maires, les partisans libéraux. Il a invité les maires, les élus municipaux à ne pas respecter le projet de loi 38. Peu importe que le projet de loi 38 soit adopté ou non, le ministre Jean Chrétien, qui a une formation juridique - c'est un avocat - invite les gens à ne pas respecter la loi. Et ensuite ils viendront nous dire qui met le trouble social au Québec. Ils viendront nous accuser quand ils demandent aux gens de ne pas respecter la constitution, la loi que vous avez adoptée en 1974 et le projet de loi 38 présenté par le ministre des Affaires municipales.

Pourquoi avez-vous présenté cette loi en 1974? Vous n'étiez pas des indépendantistes, vous étiez des fédéralistes soumis. Est-ce parce que vous n'étiez pas capables de négocier? Parce que le gouvernement fédéral proposait de l'argent aux municipalités? Vous essayez de profiter d'une situation économique. On invoque des situations de chômage pour essayer d'écraser les droits du Québec. Si on laissait perdre les droits du Québec, vous seriez les premiers à nous remettre sur le nez qu'on a encore mal défendu les droits du Québec.

Une voix: C'est vrai.

M. Baril (Arthabaska): Vous pouvez être certains que cette fois-ci, de ce côté-ci de la Chambre, malgré ce que vous ferez, nous défendrons encore les droits du Québec et, s'il le faut, nous forcerons les municipalités récalcitrantes à respecter la loi pour qu'on fasse un front commun ensemble pour forcer Ottawa à venir négocier et à s'entendre. Si vous étiez capables de vous tenir debout en tant qu'élus du peuple québécois...

Une voix: Incapables.

M. Baril (Arthabaska): ...si vous aviez une colonne vertébrale, si vous étiez capables de défendre les droits que votre prédécesseur, votre nouveau chef les a défendus dans le passé, on serait capable de faire l'unité, les Québécois, pour contrer l'intrusion du fédéral qui vient offrir à des municipalités de 3000 de population des piscines chauffées de 1 700 000 \$ et qui nous dit: On vous donne la facture et vous paierez. Imaginez qui sera capable de payer ça tantôt.

Cela fait cinq ans que dans la région Mauricie-Bois-Francs on attend une somme que le fédéral nous a promise, 200 000 000 \$ - je ne sais pas si les cinq

jours correspondent aux cinq ans - et on n'a pas encore reçu un sou.

Le député fédéral et d'autres dans la région...

Une voix: Comment s'appelle-t-il?

M. Baril (Arthabaska): Le député fédéral, chez nous, c'est Jean-Guy Dubois, un avocat, qui invite les municipalités à ne pas respecter la loi, la constitution et la loi des libéraux, la loi des rouges de 1974.

Une voix: Il devrait être démis du Barreau.

M. Baril (Arthabaska): À la suite d'un caucus libéral, les députés fédéraux, le 10 janvier 1980, au sujet des 200 000 000 \$ de La Prade, avaient fait parvenir une résolution qui se lisait ainsi. C'est très intéressant, M. le Président, vous allez le constater: "attendu que la demande d'eau lourde durant les années quatre-vingt semble devoir être inférieure aux prévisions;

"attendu que l'usine La Prade produirait, si elle était complétée, de l'eau lourde pour laquelle il n'existait pas de demande;

"attendu qu'en décidant de la mise en cocon de cette usine, le gouvernement Trudeau avait offert au gouvernement du Québec une compensation de 200 000 000 \$ devant être affectés à d'autres fins énergétiques;

"le caucus libéral fédéral du Québec presse le gouvernement conservateur d'honorer sans délai l'offre faite par le gouvernement libéral précédent et de verser ladite somme de 200 000 000 \$."

Cela fait trois ans. À l'époque, ils étaient dans l'Opposition et les élections s'en venaient. Cela fait trois ans et il n'y a pas encore un cent de déboursé.

Dans notre région, les "fédé" nous disent, de temps en temps, que l'argent qu'ils promettent provient d'un fonds de relance de l'emploi ou de création d'emplois. À d'autres moments, ils nous disent que cela vient des fonds de La Prade. Pourtant, les fonds de La Prade, c'est seulement dans notre région. J'entends tous les députés dire que l'offre que le député fédéral a faite dans leur région... Nous, on devrait être privilégiés et on devrait bénéficier de deux fonds: celui de La Prade d'abord, 200 000 000 \$, et un autre fonds de relance de la création d'emplois.

En terminant, M. le Président - je l'ai dit aux maires de mon comté, que j'ai rencontrés - je souhaite au maire qui aura osé accepter l'argent d'Ottawa, sans entente avec le Québec, d'être le premier à être pénalisé par ce projet de loi 38 pour, s'il le faut, donner une leçon aux autres.

Le Vice-Président (M. Jolivet): À la suite de l'entente intervenue, je demande qu'on appelle les députés pour procéder au vote.

(12 h 59 - 13 h 02)

À l'ordre, s'il vous plaît!

Est-ce que chacun pourrait reprendre son siège, s'il vous plaît?

À l'ordre!

La motion qui est maintenant mise aux voix est une motion d'amendement qui demande de remplacer le mot "maintenant" par les mots "dans cinq jours". Si elle était adoptée, la motion amendée, serait la suivante: Que la deuxième lecture du projet de loi 38 soit lue dans cinq jours.

Que ceux et celles qui sont pour la motion d'amendement se lèvent.

Le Secrétaire adjoint: MM. Lalonde (Marguerite-Bourgeoys), Scowen (Notre-Dame-de-Grâce), Ciaccia (Mont-Royal), Mme Lavoie-Roux (L'Acadie), MM. Mailloux (Charlevoix), Ryan (Argenteuil), Vaillancourt (Orford), Mme Bacon (Chomedey), MM. Bourbeau (Laporte), Assad (Papineau), Mathieu (Beauce-Sud), Maciocia (Viger), Polak (Sainte-Anne), Rocheleau (Hull), Fortier (Outremont), Rivest (Jean-Talon), Pagé (Portneuf), Lincoln (Nelligan), Cusano (Viau), Dubois (Huntingdon), Sirros (Laurier), Saintonge (Laprairie), Picotte (Maskinongé), French (Westmount), Dauphin (Marquette), Kehoe (Chapleau), Houde (Berthier), Hains (Saint-Henri), Doyon (Louis-Hébert), Leduc (Saint-Laurent), Champagne (Saint-Jacques), Maltais (Saguenay), Bisailon (Sainte-Marie).

Le Vice-Président (M. Jolivet): Que ceux et celles qui sont contre veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: M. Bertrand (Vanier), Mme Marois (La Peltre), MM. Bédard (Chicoutimi), Laurin (Bourget), Johnson (Anjou), Bérubé (Matane), Landry (Laval-des-Rapides), Lazure (Bertrand), Godin (Mercier), Biron (Lotbinière), Marcoux (Rimouski), Mme LeBlanc-Bantey (Îles-de-la-Madeleine), MM. Léonard (Labelle), Clair (Drummond), Fréchette (Sherbrooke), Brassard (Lac-Saint-Jean), Duhaime (Saint-Maurice), Chevrete (Joliette)...

Le Vice-Président (M. Jolivet): À l'ordre! À l'ordre!

Le Secrétaire adjoint: ... Richard (Montmorency), Gauthier (Roberval), de Bellefeuille (Deux-Montagnes), Mme Lachapelle (Dorion), MM. Boucher (Rivière-du-Loup), Rodrigue (Vimont), Beaumier (Nicolet), Dussault (Châteauguay), Vaugeois (Trois-Rivières), Desbiens (Dubuc), Mme Juneau (Johnson), MM. Fallu (Groulx), Bordeleau (Abitibi-Est), Rochefort (Gouin),

Marquis (Matapédia), Baril (Arthabaska), Charbonneau (Verchères), Champagne (Mille-Îles), Perron (Duplessis), Blais (Terrebonne), Blouin (Rousseau), Dupré (Saint-Hyacinthe), Lachance (Bellechasse), Gravel (Limoilou), Mme Harel (Maisonneuve), MM. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Payne (Vachon), Paré (Shefford), Tremblay (Chambly), LeBlanc (Montmagny-L'Islet), Lafrenière (Ungava).

Le Secrétaire: Pour: 33
Contre: 49

Le Vice-Président (M. Jolivet): La motion est donc rejetée.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader, nous reviendrons à 15 heures?

La séance est suspendue jusqu'à 15 heures.

(Suspension de la séance à 13 h 10)

(Reprise de la séance à 15 h 03)

Le Vice-Président (M. Jolivet): À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez vous asseoir.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, avant que nous reprenions le débat sur le projet de loi inscrit au nom du ministre des Affaires municipales, le projet de loi 38, nous pouvons, à ce moment-ci, entreprendre l'étude en deuxième lecture du projet de loi 53, Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi. Lorsque ce projet de loi sera adopté en deuxième lecture, nous reprendrons le débat sur le projet de loi 38.

Projet de loi 53

Deuxième lecture

Le Vice-Président (M. Jolivet): Merci. Donc, c'est la deuxième lecture du projet de loi 53, Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi. La parole est au ministre des Affaires municipales.

M. Jacques Léonard

M. Léonard: M. le Président, il y a quelques mois, tous les Québécois ont appris avec fierté que le Québec maintiendrait son avance sur ses concurrents internationaux comme producteur d'aluminium. Déjà, l'an dernier, en attente de taux d'intérêts plus acceptables, la Reynolds avait fait savoir qu'elle investirait dans l'agrandissement de ses installations 750 000 000 \$ à Baie-Comeau. Il y a quelques mois, Pechiney, le

géant européen de l'aluminium, décidait de se lier au capital québécois pour s'établir dans le parc industriel de Bécancour, en plein milieu du corridor industriel du Saint-Laurent.

Il y a quelques semaines, une multinationale, à laquelle sont habitués les Québécois et dans laquelle ils ont beaucoup investi collectivement, l'Alcan, a annoncé qu'elle commencerait, au printemps prochain, la construction d'une nouvelle usine de 1 000 000 000 \$ en périphérie de la ville de Chicoutimi, à Laterrière.

La rançon de ce succès industriel commande, évidemment, beaucoup d'ajustements à la vie quotidienne des citoyens des régions qui reçoivent ces usines nouvelles. Le nombre de travailleurs gonfle soudainement en quelques mois, les débits de circulation subissent des changements tout aussi rapides, les pôles d'attraction de l'industrie de l'habitation se réajustent de façon draconienne, les infrastructures nécessaires, eau, électricité, égouts industriels, doivent être installées selon un échéancier dont les limites de temps sont très exigeantes.

Ce que nous voulons dire, c'est que les autorités municipales concernées doivent répondre à ces nombreux besoins et effectuer des mutations d'importance le plus rapidement et le plus harmonieusement possible. C'est donc le rôle du gouvernement du Québec et celui du ministre des Affaires municipales de leur accorder la meilleure aide technique.

Or, nous déposons aujourd'hui, en deuxième lecture, un projet de loi qui a suscité un débat, d'abord local, puis régional, chez les contribuables et les élus municipaux touchés par la décision d'installer une nouvelle usine dans la région de Chicoutimi.

Pour des raisons écologiques et purement pratiques aussi, la compagnie doit situer ses installations sur le territoire plus rural du village et de la paroisse de Laterrière, voisin de la ville de Chicoutimi qui, on doit le dire, ne dispose, par contre, que d'une très faible évaluation industrielle comparée à l'équilibre déjà atteint en ce domaine par les noyaux urbains de La Baie et Jonquière.

Nous avons rencontré les patrons de l'Alcan. Nous avons aussi consulté les maires de ces municipalités. Les fonctionnaires de mon ministère ont collaboré à la recherche de l'équilibre que visaient les élus municipaux de la région. Ce projet de loi est le produit de toutes ces démarches, la solution dont a convenu le milieu. Ce projet de loi a pour objet l'annexion à la ville de Chicoutimi d'une partie du territoire de la municipalité de Laterrière où seront situées les cuves de la nouvelle aluminerie. En contrepartie, le projet de loi que nous allons étudier prévoit que la ville de Chicoutimi

devra verser à Laterrière une compensation financière dont les modalités équitables ont fait l'objet d'un accord négocié entre les deux municipalités.

Permettez-moi, M. le Président, de dresser, pour le bénéfice de tous les députés ici assemblés et des citoyens qui suivent nos débats, l'exposé de la situation à laquelle étaient confrontés les élus du milieu. L'investissement projeté pour la construction de la nouvelle aluminerie ultramoderne dans le territoire de ces municipalités atteint 1 000 000 000 \$. Les terrains que l'Alcan a acquis sont situés à l'intérieur des limites du village et de la paroisse de Laterrière dont un décret gouvernemental a déjà sanctionné le regroupement volontaire. Cette unification deviendra réalité très bientôt lors de la publication des lettres patentes dans la Gazette officielle.

Grosso modo, selon l'hypothèse que la nouvelle usine serait l'équivalent du plus récent investissement de la compagnie à La Baie, l'évaluation imposable uniformisée serait de quelque 122 500 000 \$. La valeur locative, quant à elle, toucherait les 13 500 000 \$. Cependant, il faut dire tout de suite que les revenus municipaux qui peuvent provenir de ces immobilisations dépendent de la taxe foncière générale et de la taxe d'affaires qui sont imposées par la municipalité où est localisée l'usine en question. En effet, si la future aluminerie demeurait dans la municipalité de Laterrière, les taux de taxation auxquels elle serait assujettie seraient de beaucoup inférieurs à ceux auxquels les immobilisations de la compagnie sont assujetties dans les autres municipalités de la région. Dans l'hypothèse où la municipalité de Laterrière imposerait le taux maximum de taxe d'affaires, on estime que les revenus fiscaux municipaux provenant de ces installations ne seraient que de 352 400 \$.

Cependant, les élus des trois municipalités sont unanimes à souhaiter la perception de revenus fiscaux comparables à ceux que paie l'Alcan pour ses autres usines de la région. Les élus des trois municipalités s'entendent également pour favoriser la redistribution de ces revenus au profit de l'ensemble des citoyens de Chicoutimi et de Laterrière. L'annexion à la ville de Chicoutimi des installations de la future aluminerie de l'Alcan permettrait la perception de revenus de l'ordre de 3 202 750 \$ dans l'hypothèse du maintien de la taxe d'affaires à son niveau actuel, ce qui correspond à un niveau de taxation comparable à celui de la ville de Jonquière et un peu supérieur à celui des villes d'Alma et de La Baie.

La compagnie Alcan, en s'implantant à Laterrière, ne recherche pas l'évasion fiscale; elle invoque plutôt des raisons d'efficacité et d'écologie. Elle a manifesté son accord pour

assumer, en contribuable responsable, les taxes municipales qu'elle devrait acquitter selon le régime fiscal en vigueur. Elle est d'accord pour injecter dans les municipalités de Chicoutimi et de Laterrière des revenus comparables à ceux qu'elle injecte généralement dans les autres municipalités de la région.

(15 h 10)

Il convient de mentionner également que, si la future aluminerie demeurait dans la municipalité de Laterrière, la richesse foncière de cette dernière serait multipliée par un facteur de 2,79. Cette municipalité présenterait ainsi une richesse foncière au-delà de deux fois plus élevée que celle de la ville de La Baie. De plus, dans cette situation, en imposant le taux maximum de taxe d'affaires, on estime que la taxe foncière de Laterrière serait réduite à 0,14 \$ des 100 \$ d'évaluation uniformisée. L'implantation de l'aluminerie amènerait donc un potentiel fiscal disproportionné par rapport aux besoins réels de cette municipalité.

Il faut surtout noter que la ville de Chicoutimi ne profite pas d'une évaluation industrielle comparable à celle des villes de Jonquière et de La Baie. Sa richesse foncière uniformisée est inférieure à celle des deux autres pôles de développement importants de la région. De fait, la richesse foncière per capita de la ville de Chicoutimi n'est que de 16 600 \$ comparativement à 19 835 \$ pour la ville de Jonquière et à 22 500 \$ pour la ville de La Baie. Il a donc paru important pour le gouvernement d'intervenir pour éliminer la disproportion de richesse foncière qu'entraînerait l'implantation de l'usine dans la municipalité de Laterrière et pour permettre à la ville de Chicoutimi de bénéficier des retombées fiscales de l'implantation de cette usine.

Pour résumer, les objectifs que nous poursuivons sont les suivants: permettre aux citoyens de Chicoutimi et de Laterrière de bénéficier de revenus plus élevés et favoriser une répartition équitable de ces revenus entre les deux municipalités dont l'une possède les ressources de terrain et l'autre les ressources majoritaires de travailleurs. Il s'agit aussi de rétablir un meilleur équilibre fiscal et financier entre les trois principaux pôles de développement de la région du Saguenay.

Au départ, trois principales hypothèses de solution ont été envisagées par les municipalités pour permettre une redistribution de cette nouvelle richesse foncière apportée par la nouvelle industrie. La ville de Chicoutimi favorisait la fusion des corporations municipales. Le village de Laterrière pensait à la création d'une communauté de développement et de valorisation du patrimoine. Cette communauté, financée à même les taxes

perçues sur l'usine, aurait eu pour rôle de sélectionner et de financer des projets de développement soumis par les municipalités membres. La paroisse de Laterrière, pour sa part, favorisait l'annexion à la ville de Chicoutimi d'une partie du territoire de la municipalité de Laterrière moyennant une compensation financière annuelle.

Compte tenu des politiques du gouvernement, des positions du milieu et des règles établies en matière de fiscalité municipale, le gouvernement a arrêté son choix sur l'idée d'une annexion à la ville de Chicoutimi d'une partie du territoire de la municipalité de Laterrière, comprenant le site des installations de la future aluminerie de l'Alcan. Cette hypothèse d'une annexion partielle de territoire, moyennant le versement par la ville de Chicoutimi d'une compensation financière annuelle à la municipalité de Laterrière, nous est apparue la plus facile d'application et la plus susceptible de rallier les municipalités concernées.

Même si les deux autres hypothèses de solution avancées auraient permis, à des degrés divers, de satisfaire aux objectifs poursuivis, elles nous sont apparues moins souhaitables. L'hypothèse de la fusion totale allait à l'encontre de la volonté des citoyens de Laterrière de garder leur identité et l'hypothèse de la création d'une communauté de développement et de valorisation du patrimoine présentait des difficultés d'application, disons-le, insurmontables au moment présent.

En plus d'amener un dédoublement des structures régionales, cette hypothèse entraînait en contradiction avec des principes de base de la Loi sur la fiscalité municipale. L'intégrité de l'assiette fiscale, défendue par des organismes municipaux lors des études et des consultations qui ont précédé la mise en application de la nouvelle fiscalité, n'aurait pas été respectée. De plus, il aurait fallu accorder un pouvoir de taxation directe à un organisme intermunicipal. Ce que nous avons retenu est une garantie pour l'autonomie locale de chaque municipalité.

Le choix de l'annexion partielle s'appuie donc sur deux principes que le gouvernement considère comme fondamentaux, à savoir le respect de la volonté de la municipalité de Laterrière de conserver son autonomie et le respect des règles établies en matière de fiscalité municipale.

Compte tenu des objectifs poursuivis par le gouvernement et des principes fondamentaux qu'il entend respecter, la solution de l'annexion partielle est celle qui présente le plus d'avantages. Nous pouvons les résumer sommairement. Cette solution permet de rétablir un meilleur équilibre fiscal et financier entre les trois principaux pôles de développement de la région. Après l'implantation de l'aluminerie et son annexion

à la ville de Chicoutimi, la richesse foncière per capita de cette municipalité passerait de 16 600 \$ à 18 640 \$ suivant les données de l'année 1983, soit un niveau beaucoup plus comparable à celui des villes de Jonquière, qui est de 19 835 \$, et de La Baie, de 22 500 \$.

Deuxièmement, l'annexion permettra aux citoyens de Chicoutimi et de Laterrière de bénéficier de revenus plus élevés provenant des installations de l'Alcan. Dans l'hypothèse de l'imposition du taux maximal de taxe d'affaires, on estime que le montant total versé par la compagnie Alcan, en 1983, si l'usine était déjà construite, ne serait que de 352 400 \$ avant l'annexion comparativement à 3 387 000 \$ après l'annexion.

Troisièmement, l'annexion permettra de réduire le taux de taxe foncière de la ville de Chicoutimi de 0,29 \$ les 100 \$ d'évaluation uniformisée, si on maintenait la taxe d'affaires à son niveau actuel, et de 0,36 \$ les 100 \$ d'évaluation uniformisée, si on imposait le taux maximal de la taxe d'affaires.

Ce qu'il est important de retenir, c'est que, par le mécanisme des compensations retenues, la municipalité de Laterrière pourra conserver une partie importante des retombées fiscales de l'aluminerie à peu près équivalente à ce qu'elle retirerait si elle conservait son pouvoir de taxation sur ses immeubles. Cette solution est facile d'application puisqu'elle ne remet pas en cause les principes fondamentaux de la Loi sur la fiscalité municipale.

M. le Président, il convient ici de mentionner brièvement les modalités de l'annexion. En ce qui concerne le territoire, l'annexion comprendra l'ensemble des terrains et des propriétés que la compagnie Alcan projette acquérir dans la municipalité de Laterrière pour les fins de l'implantation de l'aluminerie.

D'autre part, les consultations que nous avons menées préalablement au dépôt de ce projet de loi ont permis aux municipalités concernées d'en arriver à un consensus sur les modalités essentielles de la compensation annuelle que la ville de Chicoutimi devra verser à la municipalité de Laterrière. La formule de compensation retenue est la suivante: premièrement, pour la période précédant le début des travaux de construction de l'usine, l'indemnité annuelle sera de 35 000 \$. Deuxièmement, pour la période de construction de l'usine, à partir du moment où une partie des immobilisations sera portée au rôle, l'indemnité annuelle sera un montant équivalant à 10% du montant de la taxe foncière générale et de la taxe d'affaires imposées par la ville de Chicoutimi à l'égard des immeubles et places d'affaires situés dans le territoire annexé, jusqu'à concurrence de 300 000 \$. Troisièmement,

lorsque les travaux de construction de l'usine seront substantiellement terminés, le montant de l'indemnité sera alors le plus élevé parmi les montants suivants: un montant de 300 000 \$ ou un montant équivalant à 8% du montant de la taxe foncière générale et de la taxe d'affaires imposées par la ville de Chicoutimi à l'égard des immeubles et places d'affaires situés dans le territoire annexé ou un montant suffisant pour permettre à la municipalité de Laterrière de bénéficier d'un équivalent de l'évaluation imposable uniformisée per capita égal à l'évaluation imposable uniformisée per capita des villes de Chicoutimi, Jonquière et La Baie. (15 h 20)

M. le Président, en conclusion, le gouvernement est heureux de pouvoir présenter ce projet de loi qui aura des retombées bénéfiques pour l'ensemble des citoyens et des contribuables de Chicoutimi et de Laterrière. Je tiens, d'ailleurs, à remercier les dirigeants municipaux pour l'excellente collaboration qu'ils nous ont apportée dans l'étude et l'analyse de ce dossier. Le consensus qu'ils ont réalisé et auquel ont collaboré les députés de Dubuc et de Chicoutimi sur la formule de compensation retenue témoigne de leur esprit d'ouverture communautaire et de leur capacité de travailler ensemble pour l'intérêt collectif. Il m'est très agréable de le souligner.

Je considère, M. le Président, que l'entente qui a été conclue pourra être citée en exemple à d'autres agglomérations du Québec. Elle démontre que des relations intermunicipales harmonieuses sont possibles lorsque les efforts de tous les intervenants sont canalisés vers la recherche d'un consensus véritable et qu'ils s'appuient sur le bon jugement de ceux que la population choisit pour la représenter.

Je me dois de souligner également l'attitude d'ouverture des autorités de l'Alcan, compte tenu du fait que cette annexion impliquera des déboursés fiscaux beaucoup plus substantiels pour cette compagnie que le maintien du statu quo. Leur attitude démontre à nouveau, s'il en était besoin, que la compagnie Alcan se comporte en citoyen corporatif responsable. Je suis convaincu que la solution retenue contribuera à créer un climat favorable à l'établissement de relations harmonieuses entre la compagnie Alcan et les municipalités de Chicoutimi et de Laterrière et leurs citoyens. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Laprairie.

M. Jean-Pierre Saintonge

M. Saintonge: Merci, M. le Président. J'interviendrai très brièvement sur le projet de loi 53, Loi annexant un territoire à celui

de la ville de Chicoutimi. Je ne reviendrai pas sur l'exposé technique du ministre qui a très bien expliqué les démarches et les discussions entre les parties concernées, lesquelles ont amené la fusion ou l'annexion d'une partie du territoire de Laterrière à la ville de Chicoutimi.

Cependant, vous noterez que je suis très heureux de constater la solution à laquelle le gouvernement est arrivé et qu'il a acceptée dans ce dossier qui, au départ, semblait devoir soulever des passions assez orageuses. En effet, au début de toute l'affaire, alors que l'Alcan annonçait son intention de construire une aluminerie sur le territoire de Laterrière, le ministre de la Justice et député de Chicoutimi avait annoncé, tel que le laisse entendre un article du journal *Le Quotidien* du 20 juin 1983, que ce serait le signal d'une fusion. Les citoyens de Laterrière village et paroisse avaient réagi rapidement et un mouvement antifusion a même vu le jour. Heureusement, une solution négociée a été trouvée à la satisfaction de toutes les parties, suivant les vérifications que nous avons pu effectuer.

Je pense que c'est à l'acquis du ministre de la Justice et de celui des Affaires municipales qu'une telle entente ait pu se faire à la satisfaction de toutes les parties concernées. Un tel règlement du problème soulevé au départ nous réjouit puisqu'il vient faire la preuve de la maturité politique et de la compétence des intervenants dans ce dossier: les municipalités de Laterrière village et paroisse, la ville de Chicoutimi et également la compagnie Alcan qui a su reconnaître et accepter ses obligations de citoyen corporatif à part entière de la région.

Les nouvelles infrastructures industrielles de l'Alcan, qui seront situées dans la nouvelle partie du territoire de la ville de Chicoutimi, non seulement permettent à l'Alcan de s'assurer de nouvelles installations modernes, mais étendent davantage à toute la région ses implications et complètent son cadre d'implantation. Il va sans dire que tous s'en réjouiront au plan du développement économique. Il ne reste, pour la population de la région, qu'à attendre avec impatience le début des travaux de construction et l'entrée en activité de l'usine.

Quant au projet de loi lui-même, l'Opposition y souscrit volontiers. Il y aura, toutefois lieu, cela pourra se faire après avoir entendu les représentations qui pourront être faites en commission parlementaire, avant le début de l'étude article par article, puisqu'une entente en ce sens aurait été prise - d'apporter une précision au niveau du calcul de l'indemnité annuelle à être versée à la municipalité de Laterrière aux termes de l'article 2 du projet de loi. Les autorités de Laterrière me soulignaient, en effet, la

nécessité d'apporter une précision sur le pourcentage de 8% ou 10% à être calculé sur les taxes imposées à l'égard des immeubles et places d'affaires qui seront situés dans le territoire annexé. Le bureau du ministre des Affaires municipales a également été informé de cette demande et nous voulons nous assurer qu'il y soit donné suite.

En conclusion, je répéterai que je ne peux que me réjouir du résultat positif des démarches qui ont entouré la conclusion de cette affaire entre les villes de Laterrière et Chicoutimi et la compagnie Alcan. L'Opposition donne son appui entier à l'adoption de ce projet de loi 53 en deuxième lecture.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre de la Justice et député de Chicoutimi.

M. Marc-André Bédard

M. Bédard: M. le Président, à titre de député de Chicoutimi, vous comprendrez que je tiens à profiter de l'occasion que l'étude de ce projet de loi nous fournit pour discourir sur la pertinence de la solution contenue dans ce projet de loi, soit l'annexion partielle, par rapport à l'objectif central et aux principes fondamentaux en cause, tout en mettant en relief l'impact économique considérable que ce projet de loi aura sur l'avenir de Chicoutimi et sur l'avenir de l'ensemble de la conurbation du Haut-Saguenay.

Comme on le sait, ce projet de loi a pour objet l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité de Laterrière à la ville de Chicoutimi. Il prévoit également le versement annuel d'une indemnité à la municipalité de Laterrière en considération de cette annexion. Le territoire qui est décrit dans le projet de loi comprend le site des futures installations de l'aluminerie Alcan. Il comprend les terrains qui avaient été préalablement acquis par l'Alcan en fonction de la réalisation de cet équipement industriel qui s'avérera très important pour la région.

La réalisation de cet investissement majeur, dans le contexte municipal actuel, aurait engendré un potentiel fiscal disproportionné par rapport aux besoins de Laterrière. Je crois que le ministre des Affaires municipales a amplement donné des explications sur ce point. Par ailleurs, la ville de Chicoutimi possède une richesse foncière uniformisée inférieure à celle des deux autres pôles de développement majeurs de l'agglomération urbaine du Haut-Saguenay. En effet, la richesse per capita de la ville de Chicoutimi se situe autour de 16 600 \$ comparativement à 19 835 \$ pour la ville de Jonquière et à 22 500 \$ pour la ville de La Baie. L'intention manifestée par l'Alcan de

construire une nouvelle aluminerie à Laterrière constituait une occasion historique d'éliminer cette disproportion et de rétablir un meilleur équilibre fiscal et financier entre les trois pôles de développement du Haut-Saguenay.

(15 h 30)

Plusieurs hypothèses de solution ont été envisagées dans le but d'atteindre cet objectif: la fusion des municipalités, la création d'un organisme supramunicipal ou, encore, l'annexion partielle. À la suite de plusieurs semaines de consultations auprès des principaux partenaires des municipalités, à la suite également de multiples rencontres et des discussions publiques qui se sont toujours faites d'une façon très positive pour une meilleure compréhension de l'ensemble de la population en regard du problème que nous avons à solutionner, le gouvernement et les municipalités concernées, après les consultations que j'ai eu l'occasion de mener durant plusieurs semaines auprès de ces municipalités en compagnie de mon collègue, le député de Dubuc, nous avons pu en arriver à la solution qui nous est apparue la plus respectueuse des principes fondamentaux en cause, la plus efficace en fonction de l'objectif central recherché et comme un juste milieu par rapport aux deux hypothèses en présence. Toutes ces discussions et tous ces échanges se sont faits dans le plus profond respect des parties impliquées, les municipalités; également, en essayant de mettre toutes nos énergies non pas à se chicaner inutilement sur la place publique, mais à essayer d'atteindre la solution qui pouvait permettre à toutes les parties impliquées d'en arriver à un consensus, tout cela dans un souci de recherche et d'équilibre, de la recherche d'une entente ou du consensus qui, à mon sens, est très important pour l'ensemble du climat social des populations concernées.

En somme, M. le Président, l'annexion partielle accompagnée d'une compensation financière équitable pour Laterrière nous est apparue la solution la plus susceptible de rallier les municipalités concernées. C'est ainsi qu'avant le dépôt du projet de loi les deux municipalités de Laterrière et la ville de Chicoutimi ont donné leur accord de principe à la solution contenue dans le projet de loi 53 que nous étudions présentement. Un consensus des trois partenaires municipaux a été établi tant sur le principe d'une annexion partielle que sur les modalités d'application de l'indemnité annuelle que devra verser la ville de Chicoutimi à la municipalité de Laterrière pour le bénéfice de l'ensemble de la population de Laterrière.

Vous me permettez, M. le Président, de souligner l'attitude responsable des divers partenaires tout au long du cheminement qui a conduit à l'établissement de ce consensus. Premièrement, les représentants des trois

municipalités concernées ont su conjuguer la défense des intérêts de leurs contribuables avec l'intérêt de l'ensemble des populations concernées dont ils assumaient la représentation.

Je voudrais également souligner l'attitude responsable des maires des deux Laterrière, MM. Gravel et Gagnon, qui ont réussi, grâce à leurs suggestions constructives et avec l'accord de Chicoutimi, à bonifier la formule de compensation en fonction des intérêts à long terme de leurs contribuables. Par ailleurs, la ville de Chicoutimi, dans la personne de son maire, M. Ulric Blackburn, a développé une attitude compréhensive et une sensibilité devant les inquiétudes et les représentations de ses homologues de Laterrière en fonction de l'avenir.

J'aimerais vous parler aussi de l'attitude responsable, empreinte d'ouverture du ministre des Affaires municipales. Tout au long de ce dossier, mon collègue des Affaires municipales, de même que les fonctionnaires qui ont travaillé à ce dossier, les fonctionnaires des Affaires municipales, ont procédé à de multiples consultations auprès des partenaires concernés. Toutes ces consultations de la part du ministre des Affaires municipales ont permis d'atteindre l'objectif recherché dans un climat d'harmonie et de confiance réciproque.

Enfin, je tiens à souligner l'attitude responsable de la compagnie Alcan. Par ses représentants, elle a, encore une fois, assumé pleinement ses responsabilités sociales vis-à-vis de l'ensemble de la communauté régionale. En somme, l'attitude responsable de tous les partenaires que je viens de mentionner et avec lesquels, durant plusieurs semaines, j'ai eu l'occasion de discuter, de travailler avec mon collègue de Dubuc a permis qu'aujourd'hui on puisse faire état d'un consensus réel et articulé à l'occasion de l'étude de ce projet de loi en deuxième lecture.

Ce consensus s'est établi également en bonne partie parce que plusieurs principes fondamentaux ont été respectés. Le résultat du travail est une solution respectueuse de ces principes fondamentaux que je voudrais quand même rappeler brièvement. Dès le milieu d'octobre je m'étais engagé, avec l'accord de mon collègue, M. Léonard, à favoriser la solution qui tiendrait compte de certains principes et objectifs fondamentaux, à savoir la sauvegarde de l'identité de Laterrière, faire en sorte que les installations industrielles projetées apportent des retombées fiscales substantielles pour le plus de gens possible, faire en sorte que la population de Laterrière bénéficie également de ces retombées du point de vue économique et que tout cela se fasse dans le respect de l'autonomie fiscale municipale.

C'est dès le mois d'octobre, lors de rencontres en compagnie du député de Dubuc

avec les autorités municipales du village et de la paroisse de Laterrière, que nous avons pris les engagements de respecter ces principes, un en particulier auquel la population tenait avec fermeté - et cela se comprend - à savoir préserver l'identité de Laterrière. C'était un élément de toute première importance et, comme on peut le voir, la solution permet de respecter l'identité de cette municipalité à laquelle l'ensemble de la population tenait avec acharnement.

Quand le député de l'Opposition faisait état tout à l'heure des titres de journaux, à savoir que j'aurais fait des menaces de fusion, je crois que les éléments dont je viens de vous faire état, les différentes rencontres, les échanges, etc., font simplement la preuve qu'on ne doit pas se fier à des titres de journaux pour évaluer l'attitude des représentants de la population, dont mon attitude personnelle puisque le député de l'Opposition y référerait d'une façon particulière. Au contraire, dès le début des discussions sur l'ensemble des problèmes auxquels nous étions confrontés, je n'ai pas personnellement essayé d'inventer une solution. Mes premières démarches ont été faites auprès des autorités municipales concernées. J'ai discuté avec elles, tant à Chicoutimi qu'avec les deux Laterrière, toujours en compagnie de mon collègue, M. Desbiens. Je pense que toutes ces discussions nous ont permis non pas de nous éloigner, mais de nous rapprocher continuellement et d'éviter des débats acrimonieux qui, au bout du compte, en viennent à engendrer la frustration au niveau des élus municipaux et des populations qui sont concernées.

L'annexion partielle, contrairement à la fusion totale, permet donc de respecter la volonté clairement établie par la population de Laterrière de conserver son autonomie. L'annexion permettra aux citoyens de Chicoutimi et de Laterrière de bénéficier de revenus beaucoup plus élevés provenant de l'implantation industrielle qui est projetée. On peut affirmer que les montants versés par la compagnie Alcan seront environ dix fois plus élevés qu'ils ne l'auraient été s'il n'y avait pas eu cette annexion proposée. (15 h 40)

Le versement d'une indemnité annuelle à la municipalité de Laterrière prévu dans le projet de loi permettra à la population de Laterrière de profiter d'une partie des retombées fiscales potentielles mieux proportionnée à ses besoins réels. Nous pouvons affirmer que la formule de compensation, en plus d'être équitable, contient toutes les garanties que recherchaient ses représentants, les maires Gravel et Gagnon, quant à l'avenir.

La solution retenue permet également de respecter un principe essentiel pour les municipalités, soit l'intégrité de leur assiette

fiscale. Il s'agit là d'une attitude cohérente par rapport au principe mis de l'avant lors de la réforme sur la fiscalité municipale en 1979, particulièrement au plan de l'autonomie fiscale municipale.

Je l'ai dit tout à l'heure, M. le Président, et je me permettrai d'insister là-dessus, ce consensus, ce dénouement, est surtout une solution efficace pour rétablir l'équilibre entre trois villes du Haut-Saguenay. Le rétablissement de l'équilibre entre les trois villes du Haut-Saguenay représente, depuis le début, un objectif majeur dans ce dossier, en ce qui me concerne. Non seulement depuis plusieurs mois, mais depuis quelques années, je n'ai jamais caché cet objectif d'essayer d'arriver à un équilibre fiscal entre ces trois pôles de développement du Haut-Saguenay. C'est dans ce sens que l'annonce d'installations industrielles de l'Alcan à Laterrière représentait un moment historique pour rétablir cet équilibre qui était nécessaire.

La ville de Chicoutimi, comme je l'ai évoqué tout à l'heure, ne profitant pas d'une évaluation industrielle comparable à celle des villes de Jonquière et de La Baie, possède une richesse foncière uniformisée inférieure à celle des deux autres pôles de développement du Haut-Saguenay. L'annexion permettra de rétablir l'équilibre fiscal et financier entre ces trois pôles urbains puisque, après l'implantation industrielle projetée, la richesse foncière uniformisée per capita de Chicoutimi devrait se situer à un niveau comparable aux municipalités de Jonquière et de La Baie. Après l'implantation de l'aluminerie, la richesse foncière uniformisée per capita de Chicoutimi passerait de 16 600 \$ à 18 640 \$.

La solution retenue par le gouvernement va donc permettre à la ville de Chicoutimi de se développer avec des moyens comparables à ceux de ses voisins immédiats. Certains exprimeront l'opinion que nous attisons, de cette façon, la division et l'esprit de clocher; d'autres diront peut-être que nous favorisons une saine émulation. Quant à moi, je suis d'avis que nous créons ainsi des conditions aptes à favoriser l'émergence d'un pôle urbain unifié et plus fort dans l'ensemble de la conurbation du Haut-Saguenay. L'avenir nous dira qui a raison. Je suis convaincu qu'il s'agit là d'une décision qui aura, de toute façon, des retombées énormes tant pour la ville de Chicoutimi que pour l'ensemble de notre région.

La solution retenue représente un juste milieu réaliste par rapport aux deux autres hypothèses qui étaient plus ou moins acceptables compte tenu des principes à respecter. L'hypothèse de la fusion totale allait à l'encontre de la volonté des citoyens de Laterrière de garder leur identité et c'était fondamental. Elle comportait, en

outre, le risque réel d'un fardeau fiscal plus élevé pour les citoyens de Laterrière.

Il y avait une autre hypothèse qui a été évoquée par le ministre des Affaires municipales, à savoir la communauté de développement et de valorisation du patrimoine. Cette hypothèse, basée sur des intentions naturellement généreuses et louables, aurait pu, en théorie, permettre une redistribution régionale des retombées fiscales et respecter la volonté d'autonomie de Laterrière. Mais, en pratique, elle présentait des difficultés d'application insurmontables. Il aurait fallu accorder un pouvoir de taxation directe à un organisme supramunicipal. Cette hypothèse allait directement à l'encontre de certains principes à la base de l'autonomie fiscale des municipalités. De plus, cette hypothèse amenait un dédoublement de structures au niveau régional, compte tenu de la présence de la municipalité régionale de comté. Enfin, cette hypothèse n'apportait pas une réponse satisfaisante par rapport à l'objectif central de rétablir un équilibre fiscal et financier entre les trois villes du Haut-Saguenay.

Pour conclure, nous pourrions dire que l'annexion partielle est apparue au gouvernement la solution la plus susceptible de rallier les municipalités concernées. La meilleure preuve en est le consensus obtenu.

En terminant, je me dois de souligner l'attitude d'ouverture des autorités de l'Alcan compte tenu que chacune des hypothèses en présence impliquait des déboursés additionnels importants, beaucoup plus substantiels pour l'Alcan que le maintien du statu quo. J'ai eu l'occasion, avec mon collègue de Dubuc, de rencontrer non seulement le directeur régional des installations de l'Alcan dans la région, M. Gilles Chevalier, mais également le président, M. Ritchie. Tout au cours de ces réunions, nous avons été à même de constater que l'Alcan n'a jamais eu l'intention de se dérober de quelque façon de son obligation d'être un citoyen corporatif responsable.

Je suis convaincu que la solution retenue contribuera davantage que les deux autres hypothèses que j'ai mentionnées tout à l'heure à créer un climat favorable à la concrétisation de l'investissement envisagé par l'Alcan.

Pour toutes ces raisons, M. le Président, c'est avec fierté que je voterai pour ce projet de loi. Je suis convaincu que mes collègues des deux côtés de l'Assemblée nationale - nous en avons la preuve maintenant avec l'intervention du critique de l'Opposition - voteront pour ce projet de loi qui est l'exemple parfait d'un consensus qui donne des résultats positifs à toute une population.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Dubuc.

M. Hubert Desbiens

M. Desbiens: Merci, M. le Président. Ce projet de loi 53, Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi, qu'on pourrait très bien aussi intituler victoire du bon sens et du sens de la responsabilité à tous les échelons, sans faire tellement de bruit - les intervenants précédents l'ont démontré largement - est extrêmement important, puisqu'il touche à des communautés humaines de taille tout à fait différente et qu'il a réussi à établir un consensus général.

On sait que, pour assurer le fonctionnement et le développement le plus harmonieux possible dans une société, les citoyens se donnent des structures qui prennent la forme, ici au Québec, d'une Assemblée nationale élue au suffrage universel. C'est à partir de ces élus que nous sommes que se forme le gouvernement qui lui-même est appelé à exécuter les décisions prises ici même au bénéfice des citoyens et des citoyennes du Québec touchant l'ensemble ou une partie de ceux-ci. Les lois, les décisions que nous prenons s'appliquent théoriquement à l'ensemble ou à un groupe limité et précisé de notre société. L'expérience démontre qu'il y a rarement, sinon jamais, adéquation parfaite de tous les besoins et de toutes les volontés des citoyens et des citoyennes.

Dans le cadre du projet de loi 53 sur l'annexion d'une partie de la municipalité de Laterrière à la ville de Chicoutimi, l'inadéquation est certaine. Nous retrouvons, d'une part, une communauté rurale, typiquement québécoise et saguenéenne, désireuse de le demeurer et de continuer à se manifester comme telle au sein de l'ensemble régional. D'autre part, la ville de Chicoutimi, jalouse de son titre de capitale régionale, est désireuse de posséder tous les moyens d'affirmer cette caractéristique. (15 h 50)

On comprend mieux l'attachement des Laterrois à leur identité quand on sait le rôle prépondérant que cette population a tenu dans le développement de la colonisation du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Comme le rappelait Mme Hélène Vincent, le 11 octobre dernier, dans un commentaire publié dans un quotidien régional: "Hélas, il est trop peu connu que c'est le père Jean-Baptiste Honorat, o.m.i. qui, pour libérer les travailleurs de l'emprise de la compagnie puissante, fonde au Grand Brûlé - c'était le nom qu'on donnait à Laterrière au début - en 1846, huit années après la naissance du Saguenay ou l'arrivée des premiers colons à Grande-Baie, la première colonie libre au Saguenay, ce qui donnera l'élan de départ à l'instauration d'une colonisation efficace des territoires disponibles. N'est pas connu également le fait que la colonisation du Haut-

et du Bas-Saguenay, puis du Lac-Saint-Jean est favorisée par une voie d'accès reliant Grande-Baie à Laterrière, Laterrière à Saint-Cyriac, Laterrière à Jonquière, Laterrière à Hébertville, plaçant ainsi Chicoutimi tout à fait en dehors du circuit à l'époque de la colonisation. Le Grand Brûlé, ce vaste territoire, devient donc pour les travailleurs désireux de s'établir la terre promise, chambardant ainsi les règles établies de l'exploitation des richesses naturelles du territoire. Dans ces conditions, la colonisation ne pouvait être bien vue dans le cadre des activités forestières en cours. La vocation de Chicoutimi en sera tout autre; protégée par les installations de Price et McLeod, elle deviendra une ville industrielle, commerciale et de services." Mme Vincent est propriétaire du moulin Père-Honorat, un moulin à grain de l'époque qu'elle a restauré et qui a été classé bien culturel du Québec par le ministère des Affaires culturelles. L'église de Laterrière est également classée bien culturel du Québec et j'invite les gens, lors d'un séjour au Saguenay, à venir visiter ce village magnifique. D'ailleurs, ce n'est pas très loin; comme on dit chez nous, c'est tout de suite de l'autre côté du parc, c'est donc dans la banlieue de Québec.

Qu'est-ce qui fait que nous devons nous prononcer aujourd'hui sur le bien-fondé de l'annexion d'une partie du territoire de Laterrière à Chicoutimi? C'est, évidemment, le développement économique. Parmi quelques sites étudiés, Laterrière devient le choix privilégié de l'Alcan pour l'implantation d'une nouvelle aluminerie. Cette usine, dont le coût approximatif est estimé à 1 000 000 000 \$ et dont l'échéancier sera sans doute avancé grâce, entre autres, à la politique de relance du gouvernement et à une utilisation rationnelle de notre potentiel électrique au profit de l'industrialisation du Québec et de la création d'emplois chez nous, engendrera des emplois de 5543 années-hommes pendant la période de construction, 715 emplois directs à l'exploitation et 536 dans les différents secteurs productifs de l'économie régionale.

Jusqu'ici tout est bien. Cependant, une autre retombée de l'implantation de cette usine porte sur les revenus de taxation qu'elle générera, c'est-à-dire quelque 3 500 000 \$ annuellement. Ceci n'était pas sans causer des maux de tête aux édiles des municipalités du village et de la paroisse de Laterrière, par ailleurs elles-mêmes en instance de fusion volontaire. Pour des municipalités de cette taille, quelque 4000 habitants au total, il devenait impossible de récupérer des installations de l'Alcan les revenus de taxes dont, en toute équité, le milieu régional est en droit de profiter et que, de toute façon, cette compagnie reconnaît devoir verser à la communauté locale, manifestant ainsi un sens de la

responsabilité civique de ce qu'on appelle un citoyen corporatif.

Par la voix de ses maires, M. Jean-Roch Gravel, de la paroisse, et M. Paul-Dominique Gagnon du village, la population de Laterrière a clairement manifesté son intention de permettre au maximum de gens de retirer le maximum de bénéfices, tout en conservant toutefois leur identité. Lorsqu'un tel problème de redistribution des richesses se pose, la tentation d'une fusion apparaît d'abord immédiatement à l'esprit car elle s'intègre plus facilement à la législation existante, les sentiers battus semblant toujours la voie la plus facile. C'est sans doute, d'ailleurs, ce qui amena un éditorialiste à écrire en août dernier: "Le député Hubert Desbiens a provoqué une véritable commotion à Chicoutimi en prétendant que le gouvernement péquiste n'autoriserait jamais le projet de fusion sans l'autorisation de Laterrière." Mais on est capable de sortir et on est sorti des sentiers battus.

J'en étais venu à cette conclusion parce que j'avais toute confiance que, grâce à la volonté exprimée par les citoyens de Laterrière, grâce aux discussions qu'on avait eues avec les élus municipaux de Laterrière, il y avait possibilité de trouver d'autres éléments de solution et que ces autres éléments de solution trouveraient aussi une oreille attentive auprès du ministre des Affaires municipales, plus particulièrement, et du gouvernement en général.

Ces élus municipaux, après avoir reconnu la validité d'un objectif de redistribution du surplus des taxes engendré par Alcan, m'avaient manifesté clairement leur volonté de sauvegarder l'identité de leur municipalité qui fête, cette année d'ailleurs, le 100^e anniversaire de son incorporation.

De plus, il va de soi que la population de Laterrière doit bénéficier des retombées de la venue de cette aluminerie. Il fallait trouver une solution qui atteigne ces objectifs, tout en respectant cet autre principe fondamental du respect de l'autonomie fiscale municipale, tel qu'établi lors de la réforme sur la fiscalité municipale, soit la loi 57.

Conscients du cadre déterminé et des objectifs à atteindre, les deux conseils municipaux ont convenu de préparer des études permettant d'atteindre ces objectifs. C'est ainsi que, au fur et à mesure des rencontres - et elles ont été nombreuses - avec ces deux conseils municipaux en compagnie, particulièrement, de mon collègue le député de Chicoutimi, et des discussions que nous avons eues, avec la collaboration particulière du ministre des Affaires municipales, de ses officiers, le consensus exprimé dans le projet de loi 53 a pu voir le jour. Le ministre des Affaires municipales répond ainsi aux quatre principes énoncés:

d'abord, de maintenir l'identité de Laterrière; deuxièmement, de s'assurer que les retombées fiscales de l'Alcan puissent servir à l'ensemble du milieu régional; troisièmement, de faire bénéficier Laterrière d'une partie de ces retombées fiscales et, enfin, de respecter l'autonomie fiscale municipale.

Vous comprendrez, M. le Président, qu'avec toute la population de Laterrière je me réjouis d'un dénouement aussi heureux qui manifeste à la fois le respect du ministre des Affaires municipales et du gouvernement québécois à l'égard des volontés des populations, peu importe leur taille, grande ou petite.

En terminant, permettez-moi de souligner l'attitude très positive manifestée par tous les intervenants au dossier. Les conseils municipaux impliqués ont fait preuve d'un sens des responsabilités vraiment digne de mention. Ils se sont montrés dignes de la confiance de leur population, mais aussi de celle que le ministre et le gouvernement actuel ont toujours témoignée à l'égard du monde municipal.

Je termine en exprimant mes félicitations à l'ensemble des intervenants pour la réalisation de cette entente. Évidemment, M. le Président, vous comprendrez que je voterai avec beaucoup de fierté pour ce projet de loi. Merci.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre des Affaires municipales par votre droit de réplique.

M. Jacques Léonard (réplique)

M. Léonard: Très brièvement, M. le Président. D'abord, je dois me réjouir de l'attitude des députés de l'Opposition en ce qui concerne la deuxième lecture de ce projet de loi. J'ai écouté le député de Laprairie sur l'une des seules remarques interrogatives concernant le projet et je peux vous mentionner que les municipalités de Laterrière et de Chicoutimi avaient déjà soulevé ce point. J'ai l'intention d'apporter un amendement en commission parlementaire, lors de l'étude article par article, afin de prévoir que les taxes qui seront appliquées dans ce nouveau territoire seront non seulement la taxe foncière générale, mais aussi des taxes foncières spéciales, évidemment dans le respect de l'équité, comme il sied au niveau des administrations municipales. Ce projet d'amendement a déjà été discuté avec les municipalités et s'avère une solution acceptée par les deux municipalités. Nous aurons tout le loisir de l'étudier en commission parlementaire. (16 heures)

M. le Président, je voudrais, à mon tour, remercier et féliciter aussi tous les intervenants dans ce dossier. Il a été mené à

bon port et je pense bien qu'il s'agit maintenant, tout simplement, de le polir en commission parlementaire et, après, nous allons voguer vers des développements économiques très importants pour cette région. En tout cas, c'est ce que ce projet de loi entend faciliter. Je peux simplement dire Joyeux Noël à tout le monde et merci.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Quant à moi, je crois comprendre que la deuxième lecture du projet de loi 53, Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi, est adoptée à l'unanimité.

M. Boucher: Adopté, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission des affaires municipales

M. Boucher: M. le Président, je fais motion pour que ce projet de loi soit déferé à la commission élue permanente des affaires municipales.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Cette motion est-elle aussi adoptée? Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Boucher: Je vous demanderais maintenant d'appeler l'article 3 du feuillet.

Projet de loi 38

Reprise du débat sur la deuxième lecture

Le Vice-Président (M. Jolivet): C'est donc la reprise du débat sur la motion du ministre des Affaires municipales qui propose que le projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités, soit maintenant lu pour la deuxième fois. La parole est au député de Viger.

M. Cosmo Maciocia

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Le gouvernement du Québec présentait, le 21 juin dernier, le projet de loi 38. Quelle était l'intention du gouvernement à ce moment-là? Le but visé par ce projet de loi était d'en arriver à une entente entre le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa vis-à-vis de l'aide financière accordée aux municipalités par le gouvernement fédéral. Tout le monde est d'accord avec cet énoncé. On ne peut nier que la responsabilité des municipalités dépend du gouvernement du Québec, le gouvernement provincial. C'est tellement vrai que, lors de l'adoption de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales

en 1974 par le gouvernement libéral de l'époque, la loi 56 établissait, à l'article 20, ce principe qu'on retrouve dans la constitution canadienne à l'article 92.

L'article 20 de la loi de 1974 disait, et je cite: "Sauf dans la mesure prévue expressément par la loi, aucune corporation municipale, communauté urbaine ou communauté régionale ne peut, sous peine de nullité, négocier ou conclure des ententes avec le gouvernement du Canada." Donc, le principe a été inscrit en 1974 dans une loi adoptée par le gouvernement de M. Robert Bourassa.

La question qu'on doit se poser est la suivante: Pourquoi ce projet de loi 38, quand la compétence qui appartient au Québec dans le domaine municipal est clairement établie depuis 1974? On a la réponse en lisant les articles qui suivent l'article 1 du projet de loi 38. Je lis l'article 2: "Une municipalité qui, au jugement du gouvernement, a bénéficié autrement que selon l'article 1 d'une participation du gouvernement du Canada ou de l'un de ses ministres ou organismes, directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit, perd ainsi, conformément à l'article 4, le droit d'exiger du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes: 1) une taxe municipale ou une compensation en tenant lieu; 2) une subvention; 3) une autre somme constituant un élément de participation gouvernementale à son financement; 4) la partie de sa quote-part des revenus provenant de l'application de l'article 221 de la Loi sur la fiscalité municipale qui est attribuable aux taxes payées en vertu de cet article par une société mandataire de la couronne du chef du Québec." C'est là un des points pour lesquels le gouvernement veut faire adopter le projet de loi 38.

Je déplore fermement à ce moment-ci l'attitude négative du ministre des Affaires municipales et de tout le côté ministériel qui a eu le courage d'applaudir pendant les 50 minutes durant lesquelles le ministre des Affaires municipales qui n'a parlé que des bonnes choses que le ministère des Affaires municipales a faites pour les municipalités.

Pourquoi refuser le report à cinq jours de ce projet de loi, qui a été décrit par tout le monde comme étant totalitaire et immoral, afin de permettre aux principaux intervenants dans le domaine des affaires municipales, soit les élus municipaux, de nous faire connaître leur opinion? On dit qu'on est en pleine démocratie, on dit être réceptif à tout le monde, on dit qu'on est prêt à écouter tout le monde et pourtant, par ce projet de loi 38, on ne veut pas que les personnes qui en sont touchées aient la possibilité de nous faire leurs revendications, de nous dire ce qu'ils en pensent. Est-ce cela, la démocratie? Il faut se poser la question.

C'est vrai que le gouvernement fédéral, par l'entremise des députés fédéraux, distribue actuellement des subventions à des organismes municipaux pour aider à la relance de l'économie après la crise qu'on a vécue depuis deux ans. C'est vrai et nous le déplorons, nous aussi. Le Québec devrait avoir un droit de regard sur ces contributions. Je crois que le fédéral est prêt à conclure une entente avec le gouvernement provincial, il est prêt à s'asseoir et à discuter pour savoir de quelle façon il pourra distribuer ces subventions. Qui ne veut pas s'asseoir? C'est le gouvernement du Québec, par l'entremise du ministère des Affaires municipales.

Pourquoi le fédéral voudrait-il avoir un droit de regard sur les subventions? Parce que déjà, dans le passé, le gouvernement canadien s'est fait jouer des tours par le gouvernement du Québec. Un exemple frappant du non-respect par le gouvernement du Québec des ententes avec le gouvernement fédéral s'est produit dans le secteur de l'environnement. Combien de millions ont été donnés par le gouvernement fédéral au gouvernement provincial pour l'assainissement des eaux, pour l'environnement? Combien de cet argent a été vraiment dépensé pour l'environnement et pour l'assainissement des eaux? Pas beaucoup. Cet argent a été réparti d'une manière discrétionnaire par le gouvernement du Québec aux différentes municipalités pour un bout de chemin ou pour d'autres choses qui rapportaient beaucoup plus électoralement. C'est cela dont ne veut plus le gouvernement fédéral. Il voudrait bien qu'il y ait une entente entre les deux paliers de gouvernement, qu'on s'entende pour savoir comment on va dépenser cet argent, de quelle façon on veut le dépenser et quelle serait la meilleure façon de le faire.

Le gouvernement du Québec ne veut absolument pas en arriver à une entente avec le gouvernement fédéral. La preuve est que l'Union des municipalités du Québec est complètement contre ce projet de loi 38. Le président de l'Union des MRC du Québec, M. Jean-Marie Moreau, déclarait ceci l'été dernier: "Il va de soi que le saupoudrage de subventions fédérales versées à gauche et à droite, sans normes ni critères, apparaît d'une irrationalité très grande au sortir de la crise économique que nous avons tous vécue. Par ailleurs, le gouvernement du Québec ne saurait répliquer à la discrétion qu'exercent les députés fédéraux en conférant, par voie législative, à son ministre des Affaires municipales une autre discrétion qui lui permettrait de faire la pluie et le beau temps dans les budgets municipaux." (16 h 10)

Les municipalités ont toujours été d'accord avec le principe que c'est le gouvernement du Québec qui est le maître

d'oeuvre et l'instance décisionnelle dans les affaires municipales. Malheureusement, le projet de loi 38 ne fait pas que respecter ce principe, il va beaucoup plus loin. Il accorde un pouvoir discrétionnaire au ministre de pénaliser les municipalités quant aux subventions fédérales et de décider si une municipalité peut ou non accepter une subvention du fédéral tout en ayant la possibilité d'en obtenir une du provincial.

M. le Président, c'est là le point du projet de loi 38 sur lequel le Parti libéral ne peut absolument pas être d'accord. Si c'était seulement sur le principe de la compétence du Québec dans le domaine municipal, on ne serait même pas ici à le dire, on dirait tout de suite: On est d'accord sur ce principe. Mais ce principe, comme je le disais tantôt, est établi déjà depuis 1974 dans la loi 56 - à l'article 20 - qui a été adoptée par le gouvernement libéral de M. Robert Bourassa.

L'Union des municipalités s'en prenait particulièrement à trois articles: l'article 2, que j'ai lu tantôt, l'article 3 et l'article 7. Je me ferai un plaisir de lire aussi l'article 3 et l'article 7 du présent projet de loi 38.

L'article 3 dit: "Le gouvernement peut, à sa discrétion, constater par décret qu'une municipalité se trouve dans la situation visée à l'article 2." Qui constatera réellement l'irrégularité de la part de la municipalité? C'est à la discrétion du gouvernement, c'est-à-dire à la discrétion du ministre des Affaires municipales.

L'article 7 dit: "Malgré l'inexigibilité d'une somme visée à l'article 2, le gouvernement peut, à sa discrétion, décider de verser tout ou partie d'une telle somme et, s'il y a lieu, de fixer le montant et les modalités du versement." Ce sont les articles du projet de loi les plus contestés. Je ne vois pas et je ne peux pas comprendre pourquoi le gouvernement refuse que ces édiles, que l'Union des municipalités du Québec puissent faire des représentations auprès du gouvernement pour expliquer ce point de vue qui est primordial dans la démocratie et dans les affaires des municipalités du Québec.

Un autre point qui est totalitaire et immoral, c'est la rétroactivité de ce projet de loi. Le projet de loi n'est même pas adopté et le gouvernement se permet de revenir en arrière pour pénaliser, à partir du 21 juin - la loi n'existait même pas à ce moment-là - les municipalités qui ont reçu des subventions du fédéral. Depuis quand fait-on une loi rétroactive? On a toujours dit, et je crois que la démocratie est là justement pour le dire, qu'on ne pourra jamais faire une loi qui pénalisera pour certaines choses qui ont été commises avant que la loi n'entre en vigueur. Je me demande donc pourquoi le gouvernement actuel du Parti québécois se permet de faire une loi rétroactive, qui sera probablement adoptée parce qu'il a la majorité; il

l'adoptera probablement la semaine prochaine. Cette loi adoptée au mois de décembre sera rétroactive au 21 juin 1983. C'est complètement absurde. C'est épouvantable la situation dans laquelle on va se trouver après l'adoption de ce projet de loi.

Les articles 2, 3 et 7, comme je le disais, laissent entre les mains du ministre des Affaires municipales un pouvoir discrétionnaire, des décisions prises selon son jugement. Est-ce que le jugement du ministre des Affaires municipales est le bon jugement? Est-ce que le jugement du ministre des Affaires municipales est intouchable? Est-ce que c'est lui seul qui dit la vérité? Est-ce qu'on peut laisser, dans un projet de loi, cette décision à la discrétion des ministres? Je ne le crois pas, M. le Président.

À part cela, il n'y a pas de barème ni de critère qui démontre pourquoi une municipalité n'aurait pas droit à une subvention fédérale; c'est plutôt basé sur le jugement du gouvernement ou à la discrétion du ministre. Cela va de soi, cela peut laisser place à des décisions arbitraires et discriminatoires. Ne sont-ils pas d'accord, de l'autre côté, que ce peut être cela?

Nous devrions plutôt souscrire, comme je le disais tantôt, à la position des municipalités, c'est-à-dire le respect de la compétence exclusive - on l'a toujours dit - en matière municipale, au gouvernement du Québec. Mais pour ne pas que les municipalités soient privées d'aide financière de la part du fédéral, il devrait y avoir une entente en bonne et due forme entre les deux paliers de gouvernement en ce qui a trait aux subventions du fédéral dans le respect de la constitution canadienne.

Nous sommes d'accord avec ce principe. Nous sommes d'avis que c'est le gouvernement du Québec qui a la primauté dans les affaires municipales, mais pourquoi ne pas avoir une entente avec le gouvernement fédéral? Pourquoi ne pas s'asseoir à la même table et discuter comme des hommes, discuter comme des personnes adultes, discuter pour le bien-être des municipalités? Les municipalités l'ont toujours dit et le répètent tout le temps: elles sont d'accord avec ce principe que c'est le Québec qui a la primauté dans les affaires municipales. Mais elles ne veulent pas être pénalisées par les querelles entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral.

Ces deux gouvernements ne sont pas capables de se mettre d'accord et, pourtant, c'est bien clair, c'est tellement clair que le gouvernement fédéral est prêt à s'asseoir, à discuter une entente, à avoir un droit de regard. Je crois que c'est très important que le gouvernement fédéral ait un droit de regard quant à la façon dont ces sommes seront dépensées. Je crois qu'il faudrait, à

un certain moment, qu'on le sache.

Si j'ai de l'argent à donner à quelqu'un - je ne dirai pas lui prêter, mais lui donner cet argent - je voudrais savoir de quelle façon il va le dépenser. Je crois que c'est normal. Pourquoi le gouvernement provincial ne veut-il pas d'une entente, ne veut pas dire pourquoi il veut dépenser, de quelle manière, de quelle façon il veut dépenser cet argent? Est-ce que c'est parce qu'il veut faire à sa discrétion et dans le but que cela lui apparaît le plus valable, à lui? Le gouvernement fédéral ne devrait même pas dire: C'est bon ou ce n'est pas bon, mais: mettons-nous d'accord. C'est quoi la priorité aujourd'hui? C'est quoi la priorité vis-à-vis des municipalités? C'est quoi la priorité, économiquement, à l'intérieur du Québec? C'est dans cette perspective qu'il faudrait s'asseoir et discuter de ces montants.

M. le Président, on ne peut pas oublier, à ce moment-ci, l'entente qui avait été signée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, le programme RELAIS. Cela avait bel et bien été signé en 1982 entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial; ensuite, le gouvernement provincial s'est retiré de l'entente. Pourquoi s'est-il retiré de l'entente? Pourtant, 220 000 000 \$ auraient été dépensés au Québec. 220 000 000 \$, en temps de crise, cela aurait été vraiment quelque chose pour le Québec. Pourquoi le gouvernement provincial s'est-il retiré? Parce que je crois qu'il ne voulait pas que le gouvernement fédéral ait un droit de regard sur ce montant. Il y avait 170 000 000 \$ du gouvernement fédéral et 50 000 000 \$ seulement du Québec.
(16 h 20)

M. le Président, je dois conclure parce que mon temps est écoulé. Je voterai contre ce projet de loi, comme je l'ai dit tantôt, non pas à cause du principe établi depuis 1974 par la loi 56, mais à cause des modalités. Tous - non pas seulement nous de l'Opposition, mais toutes les municipalités - ne sont pas d'accord pour donner au ministre une discrétion que je trouve épouvantable.

M. le Président, je suis heureux de la décision de notre parti de voter contre ce projet de loi, parce que je crois vraiment que c'est un projet de loi totalitaire et immoral. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Lac-Saint-Jean, whip du gouvernement.

M. Jacques Brassard

M. Brassard: Merci, M. le Président. J'ai suivi ce débat sur le projet de loi 38 depuis le tout début avec beaucoup d'attention. J'ai surtout écouté avec beaucoup d'attention les interventions des

députés de l'Opposition, du Parti libéral du Québec. J'ai essayé de comprendre. Je pense que c'est un comportement tout à fait normal que d'essayer de comprendre le point de vue de l'autre. J'ai essayé de comprendre et j'essaie encore de comprendre la position du Parti libéral du Québec relativement à ce projet de loi. Plus les discours se suivent de l'autre côté, M. le Président, plus je me sens obligé d'en arriver à conclure que leur position est carrément aberrante et inconséquente.

Évidemment, chacun des députés de l'Opposition affirme, de façon catégorique et péremptoire, le principe constitutionnel selon lequel le Québec jouit d'une compétence exclusive en matière d'institutions municipales. C'est écrit dans la constitution de façon très claire et chaque député de l'Opposition, au début de son intervention, rappelle ce principe constitutionnel. C'est très bien. Jusque là, c'est très louable comme position. Ces gens du Parti libéral peuvent difficilement faire autrement, d'ailleurs, car lorsqu'ils étaient eux-mêmes au pouvoir, de 1970 à 1976, ils ont adopté, comme gouvernement, ce qu'on peut appeler la position traditionnelle du Québec en matière d'institutions municipales, position que tous les gouvernements successifs au Québec ont adoptée. C'est une position très claire, parce que la constitution est très claire à ce sujet. La constitution du Canada, M. le Président, en certains domaines, est plutôt ambiguë, vague. Il y a ce qu'on a l'habitude d'appeler des zones grises, mais, en matière d'institutions municipales, c'est très clair et sans ambiguïté possible. Il n'y a pas d'équivoque possible.

Du temps de M. Bourassa et de son gouvernement, la position était très claire. On l'a rappelée souventefois de ce côté-ci, à l'occasion de ce débat. Je me permets à nouveau de la rappeler. M. Bourassa avait une position tranchée, catégorique à ce sujet. À l'occasion d'un congrès de l'Union des municipalités du Québec - je cite un article de la Presse de septembre 1972: "Citant l'article 92 de la constitution canadienne, le premier ministre - il s'agit de M. Bourassa - a dit que les institutions municipales sont de juridiction strictement provinciale et qu'il ne saurait être question de tolérer le moindre écart à ce sujet." C'est même une position que je qualifierais d'intransigeante. On ne peut tolérer, disait-il, à cette époque, le moindre écart à ce sujet.

J'ai pris la peine, aujourd'hui, de relire la partie du livre beige concernant les institutions municipales et les affaires municipales. Là aussi, on est très clair, la position constitutionnelle du Parti libéral est très claire à ce sujet. Les affaires municipales sont de juridiction exclusivement provinciale. Mais une fois - on a pu le constater avec l'intervenant précédent encore

une fois, et c'est la même chose pour tous les autres - cette belle déclaration de principe prononcée, du côté libéral, on sombre dans un travers qui lui est habituel, on sombre absolument dans l'incohérence, la servilité et l'insignifiance. Incohérence quant à leur position et servilité totale face au grand frère fédéral. Incohérence, servilité, insignifiance, il faut dire que ce n'est pas uniquement la marque de commerce du Parti libéral en matière municipale, c'est, en quelque sorte, la marque de commerce du Parti libéral dans à peu près tous les domaines.

C'est ainsi, M. le Président, qu'ils veulent bien admettre la juridiction exclusive du Québec, proclamer qu'il s'agit là d'un principe évident, très clair inscrit dans la constitution, mais il faut reconnaître qu'ils ne veulent pas que ce principe soit respecté. Ils ne veulent pas que le gouvernement du Québec prenne les moyens pour faire respecter ce principe, pour que ce principe s'applique. C'est la rengaine habituelle. Il faut éviter, disent-ils, l'affrontement; il faut éviter la confrontation avec le gouvernement fédéral; il faut éviter les batailles qu'ils qualifient de stériles; il faut éviter la chicane. C'est extraordinaire comme de l'autre côté on a peur de la chicane. Il faut éviter la chicane.

Sur le plan des principes, pas de problème: juridiction exclusive du Québec en matière municipale, mais quand il s'agit de l'appliquer, rien ne va plus. Au moment de l'application du principe, M. le Président, les libéraux deviennent mous, invertébrés, inconsistants. Ils s'effondrent carrément, totalement comme formation politique. En d'autres termes, ils sont officiellement pour le principe de la juridiction exclusive du Québec en matière municipale mais, si le gouvernement fédéral piétine ce principe, si le gouvernement fédéral viole ce principe, alors ils reculent. Leur position c'est que le gouvernement du Québec, dans ces circonstances, s'aplatisse, que le gouvernement du Québec s'écrase. On est pour le principe mais, si le gouvernement fédéral le viole, que le gouvernement du Québec plie l'échine, que le gouvernement du Québec se taise.

C'est assez étonnant comme position, M. le Président. C'est ce qu'ils veulent au fond. Le principe est violé de façon évidente par le gouvernement fédéral et les députés fédéraux, et leur position est de dire: Oui, c'est vrai; il est violé, il est piétiné mais qu'on laisse faire, qu'on ne bouge pas, que le gouvernement ne bouge pas parce qu'il faut éviter la chicane; il faut éviter la confrontation. Qu'on regarde, sans rien faire, sans bouger, le fédéral s'ingérer de façon éhontée, scandaleuse dans un domaine qui est réservé exclusivement aux provinces; qu'on regarde tranquillement, sans bouger, sans dire un mot, le fédéral empiéter sur un domaine

de juridiction strictement et exclusivement provinciale.

C'est cela leur position. Il y en a qui vont se lever de nouveau après moi et c'est exactement cela qu'ils diront. Belle déclaration de principe, proclamation du principe: On est d'accord avec le principe mais surtout ne l'appliquez pas. Si on le viole, reculez, retraitez et ne bougez pas, terminez-vous. C'est cela leur position, une position de mollesse, d'inconstance; un parti invertébré; c'est une position d'invertébré.

M. le Président, on leur dit qu'on ne recherche pas la chicane, qu'on ne recherche pas la confrontation; le Québec est dans son droit, donc on fait en sorte que le principe soit respecté. La réponse des libéraux - on l'a vu tantôt encore lors de l'intervention d'un député - est de dire: Nous voulons une entente; nous voulons que vous négociez avec le gouvernement fédéral et que vous vous entendiez. C'est ce qu'on veut; on ne veut pas de chicane; on ne veut pas d'affrontement; on ne veut pas de confrontation. On est pour le principe, mais ce que nous voulons, c'est une entente.

(16 h 30)

Très bien, c'est ce que nous recherchons une entente, c'est inscrit dans le projet de loi 38. C'est ce que dit l'article 1, que nous avons souvent cité. Si le gouvernement fédéral a des fonds publics à consacrer aux municipalités, que cela se fasse par le biais et le canal d'une entente en bonne et due forme entre les gouvernements. C'est le principe de la loi. Alors, je trouve étonnant qu'ils disent: Nous sommes pour le principe - c'est ça le principe de la loi - et ils nous annoncent du même souffle qu'ils vont voter contre. C'est carrément contradictoire.

Entendez-vous, disent-ils. Quand nous leur répondons: Oui, c'est ce que nous voulons, nous voulons nous entendre, cela fait deux ans que nous voulons nous entendre, que nous voulons conclure une entente dans le respect des compétences constitutionnelles, alors, la thèse libérale c'est de dire: Ce n'est pas vrai, vous ne voulez pas vous entendre, vous êtes de mauvaise foi, vous êtes des hypocrites, vous ne recherchez pas véritablement une entente. Hier soir, le député de Jean-Talon - ce n'était d'ailleurs pas son meilleur discours, soit dit entre nous - a utilisé l'expression - je l'ai notée - "le gouvernement actuel manifeste une incapacité chronique à conclure des ententes raisonnables avec le gouvernement fédéral". C'est ce que le député de Jean-Talon disait. En tout cas, la thèse libérale, c'est ça: Il faut s'entendre avec le gouvernement fédéral parce que le principe est clair, mais vous autres, en face, vous n'êtes pas capables de vous entendre; non seulement n'êtes-vous pas capables de vous entendre, mais vous ne voulez pas vous entendre - c'est ce qu'ils disent - vous êtes de mauvaise foi, vous êtes

dans l'incapacité chronique - comme disait le député de Jean-Talon - de conclure des ententes raisonnables avec le gouvernement fédéral.

Là, M. le Président, je suis obligé de vous dire et de dire à nos concitoyens qu'on quitte le domaine des faits. Quand on fait de telles affirmations - depuis le début du débat sur ce projet de loi, du côté libéral c'est, à chaque intervention, cette affirmation qu'on fait - on quitte le domaine des faits, on pratique, de façon éhontée, la négation de la réalité. On nie la réalité, on nage dans l'irréel de l'autre côté avec une telle affirmation. Car les faits démontrent le contraire de cette affirmation, démontrent la capacité du gouvernement actuel, un gouvernement séparatiste, comme on le dit toujours de l'autre côté, de négocier, de conclure, de signer des ententes; c'est ça les faits. Alors, aller prétendre et affirmer que nous ne sommes pas capables, que nous sommes impuissants à négocier et à conclure des ententes, c'est faux, c'est une fausseté, parce que cela ne correspond pas à la réalité, cela ne correspond pas aux faits.

Plusieurs de mes collègues l'ont souligné, je pense qu'il faut de nouveau le répéter, c'est important, parce que leur affirmation ne repose pas sur des faits, ne repose pas sur la réalité. Nous sommes, on l'a souvent dit - c'est un fait, ce n'est pas une affirmation idéologique, ce n'est pas une opinion, ce n'est pas un point de vue, c'est un fait - le gouvernement qui a conclu avec le gouvernement fédéral le plus grand nombre d'ententes portant sur le plus élevé des montants d'argent, c'est-à-dire 1 420 000 000 \$ - j'ai fait l'addition. Nous avons conclu, de notre côté, des ententes pour une valeur de 1 420 000 000 \$. Pas avec Washington, pas avec Paris, pas avec Rome; avec Ottawa. Nous avons conclu des ententes avec Ottawa pour 1 420 000 000 \$. Drôle de coïncidence, M. le Président, c'est le ministre des Affaires municipales actuel qui les a signées pour la plupart, presque toutes, pour la plupart c'est lui qui les a signées. Alors, quand j'entends des députés de l'Opposition dire que l'actuel ministre des Affaires municipales, le député de Labelle, est un intransigeant et est incapable de signer des ententes avec le gouvernement fédéral, là encore, cela ne correspond pas avec la réalité. C'est faux.

Je pourrais les passer en revue, mais je vous rappellerai la première journée du débat où le député de Portneuf a pris cette liste et a parlé de l'entente-cadre qui a été signée, effectivement, par le gouvernement précédent. Le gouvernement de M. Bourassa a signé l'entente-cadre en 1974 et se rattachant à l'entente-cadre, plusieurs ententes auxiliaires ont été conclues. Ils en ont signé de l'autre bord. Ils en ont signé du temps qu'ils étaient au pouvoir pour

exactement 383 000 000 \$ et nous, pour 1 420 000 000 \$. C'était drôle parce que le député de Portneuf faisait la liste ou l'énumération des ententes, mais il ne disait pas quand elles avaient été signées. Il ne donnait pas les dates de signature. Il voulait faire la démonstration que, eux, quand ils étaient au pouvoir, ils étaient capables de s'entendre avec le gouvernement fédéral et qu'ils avaient signé des ententes. Il en citait toute une série dont plusieurs - la plupart, même - ont été signées par nous, mais il l'oubliait. Il l'omettait. C'était un détail. Ce n'était pas nécessaire ou utile dans le débat. C'est nous qui les avons signées, les ententes!

Peut-être que des libéraux vont dire: Oui, c'est vrai, vous en avez signé, des ententes, mais depuis un an et demi, vous êtes devenus intolérants et intransigeants. Vous êtes redevenus des séparatistes. Vous ne voulez plus rien savoir du gouvernement fédéral. Mais non! Dans la Presse d'aujourd'hui, on dit: "Parizeau sort satisfait de la rencontre fédérale-provinciale." Il y a eu une rencontre récemment des ministres des Finances. Et je vous lis un paragraphe: "Amorcées par l'ex-ministre québécois de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, M. Marois, avec la ministre fédérale de la Santé, Mme Bégin, les discussions sur l'utilisation des fonds fédéraux pour la remise au travail des assistés sociaux ou leur retour aux études vont bon train, a dit M. Parizeau." Cela va bon train. Ils prévoient un accord d'ici à quelques semaines. Cela va aboutir à une entente dans quelques semaines. S'ils voulaient me répondre: Vous en avez peut-être signé, mais cela fait pas mal de temps. On va conclure, là, bientôt, une entente sur l'utilisation des fonds consacrés à l'aide sociale.

M. le Président, en ce qui concerne les municipalités, on l'a répété à maintes reprises. Le ministre actuel - cela fait plus d'un an - fait des démarches répétées auprès de ses homologues fédéraux pour en arriver à une entente en bonne et due forme. Il a écrit le 26 octobre 1982 à M. LeBlanc, à l'époque. Il n'a pas eu de réponse. Cela n'a pas fonctionné. Il s'est repris en mars 1983. Il a recommencé. Il a écrit à M. LeBlanc, toujours, en lui disant substantiellement: Concernant les municipalités, y aurait-il moyen de s'asseoir? J'entendais tout à l'heure le député de Viger dire: Il faudrait s'asseoir et discuter. Cela fait un an que le ministre des Affaires municipales dit au gouvernement fédéral: Asseyons-nous. Il faudrait se comprendre! Cela me dépasse d'entendre des libéraux dire: On ne veut pas savoir qui a tort ou qui a raison. On veut que vous vous entendiez. Eh bien, je regrette! Quand il s'agit de sujets aussi majeurs et aussi importants, je pense qu'il faut faire un effort pour savoir qui a tort et qui a raison.

Il faut faire l'effort. Cela fait un an qu'on demande de s'asseoir.

Cela n'a pas marché avec les lettres du ministre des Affaires municipales. Le gouvernement actuel a dit: Peut-être que le premier ministre pourrait réussir. Au mois de mai 1983, le premier ministre lui-même a écrit à son homologue fédéral, M. Trudeau, pour lui dire: Concernant les municipalités, ne pourrait-on pas s'asseoir - c'est bien ce qu'on demande, de l'autre bord, cela fait un an qu'on le demande - et conclure une entente? Cela a pris un bon bout de temps. Finalement, au mois d'août 1983, M. Trudeau dit: Oui, cela a du bon sens. On pourrait peut-être s'asseoir et essayer de conclure une entente. Remarquez que c'était au mois d'août. Je vous signale qu'au mois de juin, le projet de loi 38 a été déposé. C'est peut-être une coïncidence, mais je pense que c'est à signaler.

(16 h 40)

Finalement, en octobre, le ministre des Affaires municipales actuel dépose une proposition d'entente en bonne et due forme. C'est important pour les municipalités. Les municipalités ne savent pas trop quoi penser de cette querelle ou de cette discussion. Comme je le disais tantôt, qui a tort, qui a raison? Elles doivent savoir que nous, de notre côté, avons déposé une proposition en bonne et due forme. On a dit au fédéral: Vous avez de l'argent pour les municipalités, voici un certain nombre de programmes dans lesquels vous pourriez investir cet argent. J'en donne quelques exemples: l'assainissement des eaux. Quand une municipalité décide d'enclencher le processus d'assainissement des eaux sur son territoire, le gouvernement du Québec va désormais financer à peu près 90% des coûts. La municipalité en assume 10%. C'est la réalité actuelle.

Ce qu'on dit au fédéral? C'est important, l'assainissement des eaux. On est en retard par rapport à l'Ontario, il faut aller de l'avant, il faut accélérer ce programme, c'est la volonté de tout le monde. Les municipalités doivent assumer 10% des coûts. Même si 10%, ce n'est pas une proportion considérable, plusieurs trouvent cela lourd à porter, compte tenu de l'ampleur et des coûts considérables impliqués. 10%? Prenez-les donc. C'est ce qu'on dit au fédéral: Prenez-les donc, les 10%; comme cela les municipalités n'auront plus de coût à assumer pour l'assainissement des eaux. C'est une proposition raisonnable, intéressante, qui ne nage pas dans l'arbitraire et le discrétionnaire.

Un autre exemple: PAIRA, programme d'aide à l'implantation des réseaux d'aqueduc et d'égout. C'est important pour l'ensemble des municipalités, c'est un service essentiel pour les citoyens. Actuellement, nous, comme gouvernement, assumons à peu près 75% des

coûts. On dit au fédéral: Prenez-en une partie pour qu'on puisse réduire notre part. Disons 50% chacun, 37,5% pour le gouvernement du Québec.

Une voix: Pour faire plus de projets.

M. Brassard: Pour faire plus de projets. Comme cela, on va disposer de plus d'argent et ce sera utile pour un plus grand nombre de municipalités. L'amélioration de la voirie municipale, c'est important, pour les municipalités; elles n'en ont jamais suffisamment. Dans le dernier budget, le gouvernement du Québec a prévu 50 000 000 \$; ils ont été complètement utilisés à la satisfaction des municipalités, mais il faudrait faire encore davantage. On dit au gouvernement fédéral: On serait prêt, encore cette année, à remettre 50 000 00 \$, mettez-en autant; cela ferait 100 000 000 \$ pour l'amélioration du réseau municipal. Ce sont des propositions sérieuses, raisonnables et c'est important.

Savez-vous ce que j'ai fait? J'ai pris ce document, les propositions du Québec, que j'ai expédié à tous les maires et à tous les conseillers municipaux de mon comté pour leur démontrer que nous voulons nous entendre avec le gouvernement fédéral. Non seulement nous voulons nous entendre, mais nous mettons sur la table des propositions sérieuses, raisonnables, convenables dans le respect des compétences constitutionnelles, qu'est-ce que vous en pensez? C'est ce que j'ai demandé à mes maires et à mes conseillers. Je leur ai dit: Si vous êtes d'accord avec cela, dites-le donc à votre député fédéral. Dites-le donc!

Nous voulons une entente sur des propositions raisonnables, dans le cadre des compétences constitutionnelles et c'est cela, le projet de loi 38. Ce n'est que cela. Je ne comprends pas, qu'après avoir fait des proclamations de principe de l'autre côté, on annonce tout de go qu'on va voter contre un tel projet de loi.

En terminant, depuis plusieurs années, l'actuel gouvernement du Québec a fait des efforts considérables pour revaloriser le pouvoir municipal, particulièrement en matière de fiscalité municipale, de sorte qu'aujourd'hui, par la réforme de la fiscalité municipale, vous savez fort bien que les municipalités atteignent un niveau d'autonomie financière qui se situe à 95%. C'est à peu près, comme le disait le ministre récemment, ce que l'on retrouve de mieux en Amérique du Nord en matière d'autonomie financière: 95%.

Pendant ce temps-là les députés fédéraux se promènent dans le paysage et offrent des sommes de façon discrétionnaire et arbitraire. Je dis aux deux unions, qu'on est prêt à entendre après la deuxième lecture, aux maires et aux conseillers

municipaux qui considèrent ces offres-là comme un peu alléchantes: C'est ça qui vous intéresse? Est-ce vraiment ça qui vous intéresse? Est-ce ça que vous voulez, le retour à l'arbitraire? Pendant 30 ans vous avez réclamé une réforme de la fiscalité municipale. On vous l'a donnée, on l'a votée ici même en cette Chambre, à la satisfaction de tout le monde. Là, les députés fédéraux se promènent et distribuent de l'argent à gauche et à droite, sans aucune norme, sans aucun critère, de façon discrétionnaire et arbitraire, et ça semble vous intéresser. Avez-vous changé d'opinion? Je le demande aux maires et aux conseillers municipaux et je le demande aux deux unions: Avez-vous changé d'opinion? C'est ça qui vous intéresse maintenant, l'arbitraire? Vous voulez recommencer les courbettes, les pèlerinages, le "lobbying" auprès des députés? Si c'est ça que vous voulez recommencer, vous aurez l'occasion de le dire en commission parlementaire.

Quant à nous, notre position est claire. Le projet de loi 38 va être adopté et la loi va s'appliquer.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Saguenay.

M. Ghislain Maltais

M. Maltais: Merci, M. le Président. Je vais essayer de m'en tenir à mon temps et d'être un petit peu plus court que le député de Lac Saint-Jean qui a empiété sur le terrain du ministre. On tiendra compte de ça à la fin du débat.

On est placé encore devant un projet de loi controversé, le projet de loi 38. Depuis une journée et demie en cette Chambre il s'est dit bien des choses. Heureusement que le ridicule ne tue pas parce qu'il y aurait encore des élections partielles du côté ministériel prochainement.

C'est devenu un fait notoire que ce gouvernement a deux dialogues. Un en temps de campagne électorale et un quand c'est le temps de légiférer. En période électorale le Parti québécois ne parle plus de sa véritable option politique, il la met dans le placard. Aussitôt qu'il revient à l'Assemblée nationale pour légiférer il la sort du placard. On a l'impression d'être non pas à l'Assemblée nationale du Québec, mais à la Chambre des Communes à Ottawa. On parle toujours du fédéral. Pourtant ce serait la place idéale pour parler des véritables problèmes des Québécois, en particulier celui du monde municipal, puisque ce débat tourne autour de la loi 38.

Pourtant, en 1980, la population du Québec a tranché de façon très claire la question du séparatisme par le référendum.

Le gouvernement actuel s'est présenté en 1981 en disant: On n'en parle plus. Hélas! à peine revenu en Chambre, on recommence continuellement avec des lois qui créent des problèmes à chacun des Québécois et qui les mettent en confrontation régulière avec les autres paliers de gouvernement. Je parle du gouvernement fédéral, des municipalités, des commissions scolaires. Chacun des gouvernements actuels qui existent au Québec est pris avec des projets de loi. Comment se fait-il que le député de Lac Saint-Jean vienne nous dire: Ça va très bien, Mme la marquise, on négocie avec tout le monde, alors que chaque fois qu'on doit négocier avec un palier de gouvernement, ça prend un projet de loi? Qu'on ne vienne pas nous parler de négociations ici. C'est impossible, M. le Président. D'ailleurs, la seule chose que les Québécois ont demandé au gouvernement actuel, c'est: Arrêtez de vous chicaner.

Les Québécois sont tannés des guerres de jardiniers, des guerres de fleurs: fleur de lys, feuille d'érable. Qu'est-ce que ça donne dans la poche des Québécois? Cela ne donne pas un sou. Ce que les Québécois veulent à l'heure actuelle c'est récupérer leurs impôts, tout simplement.

On a parlé de grands principes tout à l'heure, on a parlé du principe de l'autonomie municipale, de l'ingérence fédérale. Tout le monde est d'accord et ce n'est pas ce gouvernement-là, ce sont les gouvernements antérieurs du Parti libéral qui ont reconnu le principe. À partir du moment où tout le monde reconnaît le principe, si le gouvernement actuel n'est pas hypocrite, pourquoi ne négocie-t-il pas? Si, comme le disait tout à l'heure le député de Roberval, c'est un gouvernement négociateur - on dit qu'il a négocié pour 1 400 000 000 \$ depuis quelques années - comment se fait-il qu'il n'est pas capable de négocier le principe du projet de loi 38, alors que cela prend une loi au lieu d'aller négocier? Toutes les municipalités, les deux unions des municipalités, l'ont demandé clairement: Allez négocier; arrêtez de vous chicaner; allez négocier. Le gouvernement actuel refuse de négocier.

(16 h 50)

La population du Québec, depuis six mois, a donné des messages très clairs au gouvernement actuel, parce qu'à chaque palier de gouvernement il finit par mettre la pagaille partout. Les messages, on les a eus lors des élections partielles du mois de juin. On les a eus lors des élections partielles il y a quelques jours. Si le premier ministre peut obtenir son pardon de Rome, qu'il revienne au Québec et qu'il déclenche des élections dans le comté de Marie-Victorin. Ce sera un autre message très clair que la population du Québec donnera à ce gouvernement. Malheureusement, il semble qu'on est encore pris avec lui pour quelques années.

Le ministre des Affaires municipales veut devenir l'empereur des affaires municipales. Le ministre des Affaires municipales veut tous les pouvoirs. Alors qu'il est permis actuellement pour les municipalités d'avoir une véritable autonomie pour mieux gérer les affaires municipales, le ministre, par son projet de loi 38 - il le dit clairement à l'article 2 - veut avoir la mainmise sur tous les principes de la gestion municipale. C'est principalement cet article 2 que toutes les municipalités, tous les maires, les deux unions des municipalités ne veulent pas reconnaître dans le projet de loi. La politesse la plus élémentaire, cela aurait été de les entendre en commission parlementaire. Malheureusement, l'empereur des Affaires municipales a refusé.

Le Parti québécois agit quelque peu comme un serpent à sonnette. Même si les clochettes du serpent à sonnette ne sonnent pas, il est quand même dangereux. L'Union des municipalités, les maires et les conseillers municipaux le savent très bien car ils n'ont qu'à se baser sur l'expérience vécue, au printemps dernier, concernant les fonctionnaires du gouvernement et les employés du secteur parapublic, alors qu'on est allé leur voler 500 000 000 \$ dans leurs poches, qu'on a fait sauter la Charte des droits et libertés de la personne, qu'on a violé les conventions collectives signées par l'autorité suprême d'une province, c'est-à-dire le gouvernement. On est allé chercher 500 000 000 \$. On leur a dit également, pour dorer la pilule, que ces 500 000 000 \$, on s'en servirait pour créer des emplois au Québec. Les employés de la fonction publique et du secteur parapublic, même s'ils ont avalé la pilule d'une façon très drue, ils l'ont quand même avalée, parce que ce sont des gens qui ont démontré qu'ils avaient un esprit coopératif.

Lorsque le ministre des Finances, en catastrophe, est venu nous dicter un semblant de budget, il y a quelques semaines, on s'est aperçu qu'il n'avait plus que 30 000 000 \$ dans ses poches. Qu'a-t-il fait des 470 000 000 \$ qu'il est allé chercher dans les poches des fonctionnaires? Qu'est-ce qu'il a fait de cet argent? Est-ce qu'il a payé son épicerie courante? Est-ce qu'il a payé ses dettes? Il ne s'est pas trop informé de ce qu'il voulait faire avec la relance. 30 000 000 \$ pour la relance.

Je pense que, dans le projet de loi 38, le ministre veut empêcher les municipalités de recevoir de l'argent du gouvernement fédéral. Il les en empêche par un projet de loi. En contrepartie, il ne dit pas les mesures compensatoires. À partir de ce moment-là, les municipalités, l'Union des municipalités et les maires sont en droit de se poser des questions et ont raison d'avoir peur de l'empereur des Affaires municipales.

Je pense que le Québec a toujours été

reconnu comme le foyer de la démocratie. L'ensemble des intervenants municipaux ont demandé, depuis qu'ils connaissent l'intention machiavélique du ministre des Affaires municipales, au cours de l'été, de reporter son projet de loi, d'aller négocier. Aller négocier, c'est une chose que le gouvernement actuel ne peut pas faire. Il n'a pas été capable de le faire avec ses employés de la fonction publique. Il n'est même pas capable de le faire ici avec les agents de la paix. Comment voulez-vous qu'il le fasse avec Ottawa?

M. le Président, quand un gouvernement n'est plus capable de négocier avec personne, habituellement, ces gens sont censés être assez éclairés pour savoir qu'il ne leur reste qu'une chose à faire, s'en aller.

Une voix: C'est cela.

M. Maltais M. le Président, dans les pouvoirs que le ministre s'accorde, il ne tient pas compte d'une chose: le travail des élus municipaux. Tout à l'heure, les députés d'en face disaient que les municipalités au Québec n'ont plus de budget déficitaire. Bien sûr, qu'elles n'ont plus de budget déficitaire. Pourquoi? Ce n'est pas parce qu'elles n'ont pas de problème, c'est parce que le gouvernement actuel, par la loi 57 et la Loi sur la fiscalité municipale, les oblige à surtaxer les contribuables pour éponger les déficits.

J'ai un cas particulier ici d'une petite municipalité sur la Côte-Nord qui s'appelle Saint-Paul-du-Nord, une petite municipalité de 1000 personnes dont le maire est un organisateur péquiste, celui de mon prédécesseur Lucien Lessard, un bon gars qui, la semaine dernière m'envoyait une lettre me suppliant et suppliant le ministre des Affaires municipales d'intervenir immédiatement pour que sa municipalité puisse déroger au principe du projet de loi 38 afin de permettre à cette municipalité d'avoir un système d'aqueduc convenable. On ne demande même pas le système d'égout. Il y a 250 familles qui n'ont pas d'eau. Le gouvernement provincial n'a pas d'argent pour leur construire un système d'aqueduc. Le fédéral est prêt à verser la subvention, et le ministre, l'empereur des affaires municipales, la refuse à cette population. Je vous assure d'une chose, M. le Président: le maire de la municipalité de Saint-Paul-du-Nord va s'en souvenir et particulièrement les citoyens de Saint-Paul-du-Nord vont se souvenir de l'empereur des affaires municipales.

M. le Président, on a eu une motion de report présentée par l'Opposition. L'Opposition a fait son devoir. Elle a représenté l'ensemble des Québécois, l'ensemble du monde des affaires municipales. Le parti au pouvoir actuel a refusé, parce qu'il ne gouverne plus, il légifère comme s'il était un

dictateur permanent.

Je répète encore une fois que si le ridicule tuait, on aurait assez de comtés de libres pour que l'Opposition prenne le pouvoir.

M. le Président, en terminant, je pense que l'Opposition, tout au cours de ce débat n'a défendu qu'un principe. Ce principe, tous les députés de l'Opposition vous l'ont soumis, l'ont soumis à cette Chambre, c'est-à-dire celui de sauvegarder la démocratie municipale. Le ministre s'arroge par son projet de loi 38 des pouvoirs qui empêcheront la démocratie municipale. Les maires et les conseillers municipaux ne seront plus au service de la population qui les élit, mais il seront au service de l'empereur des affaires municipales. C'est inacceptable, et le Parti libéral va lutter jusqu'au bout pour que ce projet de loi ne soit jamais adopté ici à l'Assemblée nationale. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Nicolet.

M. Yves Beaumier

M. Beaumier: Merci, M. le Président. En ce qui concerne la capacité du gouvernement du Québec de signer des ententes avec le gouvernement fédéral, j'aimerais informer le député de Saguenay, ainsi que toutes les autres personnes de cette Chambre, que, demain, le 10 décembre, le ministre de l'Environnement du Québec signera une entente avec des représentants du gouvernement fédéral de l'ordre de 13 000 000 \$ concernant le barrage d'entrée de la rivière des Mille Îles et ce à l'hôtel de ville de Deux-Montagnes.

Des voix: Bravo!
(17 heures)

M. Beaumier: J'aimerais, M. le Président, vous faire part de l'importance, de la nécessité et également de l'urgence d'adopter le projet de loi 38. Et, cela pour de nombreuses raisons; je ne vous en signalerai que quatre. La première est celle du principe fondamental de saine gestion. Il ne peut y avoir deux logiques de développement des équipements municipaux. C'est comme si, dans une même municipalité, nous avions deux trésoreries, deux budgets et des programmes différents et deux façons d'affecter les fonds de la municipalité. En fait, le projet de loi 38 ne fait que confirmer ce que déjà la constitution et la loi des Affaires intergouvernementales de 1974 a déjà déterminé, c'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait un endroit, un seul endroit où doit se préparer cette politique rationnelle de développement des équipements municipaux et cela, pour des raisons d'équité, des raisons d'éthique dans

un certain sens et des raisons de juste répartition des fonds publics. Jusqu'à nouvel ordre, en ce qui nous concerne, c'est à Québec, au gouvernement du Québec d'établir et de promouvoir cette politique de développement des équipements municipaux.

Deuxièmement, pourquoi est-il important et urgent d'adopter le projet de loi 38? C'est la seule façon, au point où on en est, la façon la plus rapide, la plus claire, la plus responsable, la plus juste de contrer ce que j'appellerais l'anarchie engendrée et créée par le comportement des députés libéraux fédéraux depuis quelques mois. La seule façon est par entente, c'est autour d'une table et le gouvernement du Québec assumera, comme tous ses prédécesseurs et mieux que tous ses prédécesseurs, cette même politique rationnelle. S'il y a eu erreur ou s'il y a eu errance de la part du gouvernement fédéral, il est important qu'on lui dise que ce n'est plus comme cela qu'on gère au Québec. Ce n'est plus le temps du Moyen Âge des caisses électorales et du discrétionnaire des députés. Il est important que le gouvernement fédéral et ses députés le sachent, question d'éviter l'anarchie en ce qui concerne l'affectation des fonds publics.

Un troisième point auquel je suis particulièrement sensible, M. le Président, c'est le rôle du député. On voit bien que la conception que notre formation politique a du député, est bien différente de celle des libéraux, qu'ils soient à Ottawa ou à Québec, Dupont et Dupond, bonnet rouge ou rouge bonnet, ce n'est pas la même conception de la fonction du député. Pour cette raison, j'aimerais l'illustrer de la façon suivante: le rapport entre le Québec et les municipalités est le suivant. Prenons l'exemple de la réforme de la fiscalité municipale, cette réforme qui avait comme objectif de rendre nos municipalités plus autonomes, plus responsables et plus riches, a permis aux municipalités, par l'accès à l'exclusivité du champ foncier, de pouvoir avoir accès à 390 000 000 \$, selon les chiffres de 1980. Ce qui fait qu'au moment où on se parle - on le voit régulièrement dans les journaux, cela doit être un effet direct - les municipalités ont toutes des budgets équilibrés et même des surplus dans plusieurs cas. C'était une façon, pour le Québec, de traiter avec ces municipalités, ce niveau d'administration. Le gouvernement du Québec a décidé par cette réforme municipale de se comporter en bon contribuable, en contribuable tout court. Il s'engageait à payer les "en lieu" de taxes sur les propriétés, soit sur les édifices gouvernementaux du secteur des affaires sociales ou de l'éducation et encore, dans un deuxième volet, de redistribuer au réseau municipal des taxes perçues auprès des entreprises de production et de distribution de

télécommunications, de gaz et d'électricité. Ce qui fait qu'en 1983, par exemple, environ 180 000 000 \$ ont été remis aux municipalités, toujours dans le même principe de la responsabilisation et de rendre autonomes les administrations municipales.

Contrairement à l'autre gouvernement, le gouvernement actuel a fait ce choix, ce qui fait que, si cela n'avait pas été fait de cette façon, cela aurait même pu être un autre choix et a dit: Non, nous ne ferons pas la réforme de la fiscalité municipale, nous ne nous comporterons pas comme bons contribuables et nous pourrions, pour chacun des 122 députés, de chaque côté de la Chambre, dégager, pas une fois, mais année après année, quelques millions de dollars qui seraient mis à la disposition du député - pas seulement pour la période électorale - qui se promènerait dans le décor de la façon dont les députés fédéraux se comportent actuellement. Ce n'est pas la voie qu'a suivie le gouvernement du Québec, ce n'est pas celle non plus qu'il entend suivre et ce n'est pas celle à laquelle il entend revenir.

Comment se comporte Ottawa vis-à-vis de ces municipalités? C'est un comportement qui est tout à fait inacceptable. C'est-à-dire que, pour chacun des députés fédéraux, on a dégagé quelques millions de dollars cette année, en fonction très probablement des élections prochainement.

Quand on demande: D'où vient cet argent? C'est important de se le demander. Cet argent, vient d'abord de la perception des taxes par le gouvernement fédéral au niveau du Québec. Donc, c'est de l'argent qui appartient aux Québécois. Cet argent des taxes a été bonifié par une part du déficit fédéral, c'est-à-dire de 31 000 000 000 \$ et il y en a une part qui s'ajoute à ce montant qui est donné aux députés et s'ajoute à ceci, dans une région comme la nôtre, un fonds, le fonds Laprade qui fait que - nous avons des articles dans nos journaux régionaux qui le prouve - c'est environ 7 000 000 \$ à 8 000 000 \$, par député fédéral de la région 04, dont ils peuvent disposer à leur convenance. Ce qui fait que, actuellement, dans un comté comme le mien, où il y a 39 municipalités, le député fédéral, quand il n'est pas en Chambre à Ottawa, est sur les chemins, il téléphone, dans un certain sens, il harcèle les municipalités et il leur dit tout simplement: J'ai quelques millions de disponibles pour vous. Finalement, c'est aux plus donnants, aux plus offrants, ça peut être aussi aux plus partisans que cet argent est disponible. C'est la façon dont se comportent les députés fédéraux.

Vous voyez que, comme conception du député, je préfère la conception que nous avons, c'est-à-dire un gouvernement qui fonctionne par budgets et par programmes plutôt que d'avoir un député qui fonctionne par montant d'argent discrétionnaire qu'il

l'affecte comme il l'entend. C'est un choix en ce qui concerne le rôle du député.

Un quatrième point qui est très important - ce n'est pas mauvais, de temps en temps, d'être bon prince de côté-ci de la Chambre - c'est une des raisons pour laquelle il faut adopter ce projet de loi 38, c'est, dans un sens, pour sauver l'honneur, pour sauver la dignité de l'Opposition libérale. Au moins en trois occasions - plusieurs de mes collègues y ont fait allusion - en 1972, en 1974 et en 1980, l'Opposition libérale a pris position. Par exemple, en 1972, "M. Bourassa - c'est dans un article de la Presse du 22 septembre 1972 - prévient Ottawa de ne pas toucher au domaine municipal", en ce sens que le premier ministre du temps a dit que les institutions municipales sont de juridiction strictement provinciale et qu'il ne saurait être question de tolérer le moindre écart à ce sujet. D'ailleurs - c'est intéressant de le noter - les remarques de M. Bourassa ont été accueillies par des applaudissements prolongés de plus de 1000 maires et conseillers venant de tous les coins de la province. En 1974, M. Bourassa, qui était premier ministre, méfiant - peut-être avec raison aussi - et craignant le pire de la part d'Ottawa, a fait voter une loi - c'est la loi constitutive du ministère des Affaires intergouvernementales - qui précise très bien - c'est l'article 20 - "...qu'aucune corporation municipale, communauté urbaine ou communauté régionale ne peut, sous peine de nullité, négocier ou conclure des ententes avec le gouvernement du Canada, celui d'une autre province, un gouvernement étranger ou un ministère ou un organisme de l'un de ces gouvernements."

(17 h 10)

Une troisième fois, M. le Président - j'allais l'oublier, elle est importante - en 1980 l'Opposition, en plus de faire peur au monde évidemment, a procédé à ce que j'appellerais une défense et une illustration de la constitution qui dit effectivement, à l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, que le cadre constitutionnel au Canada décline les affaires urbaines et les affaires locales du ressort exclusif des provinces canadiennes.

Donc, en trois fois, la position officielle de l'Opposition libérale ou du Parti libéral a toujours été de respecter la juridiction exclusive du Québec sur les municipalités. La question que j'aurais le goût de poser - elle est très importante - à l'Opposition libérale est la suivante: Est-ce que oui ou non vous avez changé d'idée depuis 1972, 1974 et 1980? Et si vous n'avez pas changé d'idée, ne vous apprêtez-vous pas tout simplement à contredire votre chef actuel qui, à l'époque, avait pris ces positions?

M. le Président, avec assez de sérieux

sur cette chose, si l'Opposition libérale dans cette Chambre vote contre la loi 38, je tiens et nous tenons pour acquis, premièrement, que l'Opposition libérale cautionne la manière d'agir des députés fédéraux et, par le fait même, cautionne le principe de la double gestion, c'est-à-dire la mauvaise gestion des fonds publics affectés aux municipalités.

Je tiens pour acquis, nous tenons pour acquis, si l'Opposition libérale vote contre la loi 38, qu'elle accepte le précédent et la situation anarchique qui est là actuellement et qui va s'ensuivre. J'en conclus aussi et je tiens pour acquis, M. le Président, que l'Opposition libérale préfère non pas une approche par programme et par budget, comme nous le préférons, mais une approche par montant d'argent et par acte discrétionnaire.

Finalement, si l'Opposition libérale vote contre la loi 38, je tiens pour acquis que pour de l'argent les libéraux sont prêts à nier leurs positions antérieures de 1972, 1974 et 1980. Je pense qu'il y a eu au-delà de 40 interventions de la part des libéraux dans cette Chambre, et l'on voit bien que ce n'est pas parce qu'on se lève sur des principes qu'on se tient debout dans les faits. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Saint-Jacques.

M. Serge Champagne

M. Champagne (Saint-Jacques): M. le Président, le projet de loi 38, qui est intitulé Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités, ne comporte que 17 articles. Cependant, un projet de loi aussi mince a suscité une foule de réactions et de commentaires. Je pense que tout le monde a vu l'Opposition se battre pendant deux jours, jour et nuit pour ainsi dire, pour empêcher l'adoption de ce projet de loi.

On a aussi vu une foule de déclarations dans les journaux, à la radio, à la télévision. En me penchant sur ce projet de loi, je me suis dit qu'il serait intéressant de regarder plus attentivement ces diverses réactions. Tout d'abord, au moment du dépôt du projet de loi, je trouvais une déclaration de M. le ministre des Affaires municipales qui nous disait: Aujourd'hui, le gouvernement du Québec doit, en toute solidarité, faire front commun avec l'immense majorité des municipalités de son territoire qui administrent leurs ressources fiscales en respect des lois.

En voyant cette déclaration, je me suis dit: Il est bien parti avec son projet de loi. Presque tout le monde est de son côté. En scrutant d'autres déclarations, j'en trouvais une autre du premier ministre, M. Lévesque, qui nous parlait des prises de position éclairées de l'Union des municipalités du

Québec et de l'Union des municipalités régionales de comté. Je me suis dit que les prises de position éclairées de ces organismes, jointes à celles des municipalités qui font front commun avec le ministre, c'est tout un avantage.

Mais, en scrutant un peu plus loin, j'ai découvert une autre déclaration, cette fois-ci de l'Union des municipalités du Québec, qui disait ceci: "L'Union des municipalités du Québec a fortement réagi au projet de loi 38 sur la participation gouvernementale au financement des municipalités déposé le 21 juin par le ministre Jacques Léonard. Selon l'Union des municipalités du Québec, ce projet de législation crée un dangereux précédent et laisse la porte ouverte à des décisions ministérielles discrétionnaires et inéquitables." Je me suis dit: La "gang" diminue, qu'est-ce qui se passe? Je continue l'article qui disait: "Le monde municipal ayant toujours appuyé le gouvernement du Québec dans sa démarche visant à faire respecter la pleine juridiction provinciale en matière de relations avec les municipalités, l'Union des municipalités du Québec juge pour le moins excessif les moyens très sévères proposés par le ministre Léonard." Je me suis dit: C'est la "gang" qui l'appuyait qui, maintenant, semble être contre ce projet de loi. Est-ce que tout ce monde aurait tort?

L'article continuait: "L'Union des municipalités du Québec croit enfin qu'au lieu de brandir la carotte et le bâton le gouvernement du Québec devrait mettre tout en oeuvre, de concert avec le gouvernement fédéral, afin que cesse cette chicane stérile et que l'on établisse au plus vite un terrain d'entente acceptable pour toutes les parties impliquées." Je me suis dit: Au moins, de la "gang" qui appuyait ce projet de loi, il y en a une grosse partie qui vient de se retrancher. Je me suis dit: Cette partie, est-ce qu'elle serait à tendance libérale? Qu'est-ce que c'est? Et je m'aperçois que le président de cette Union des municipalités du Québec est Francis Dufour, un péquiste reconnu, un péquiste qui a fait l'élection de Céline Gagnon dans Jonquière récemment. Je me suis dit: C'est sérieux! Si ce gars, qui est président de l'Union des municipalités, qui est un péquiste reconnu, nous dit que le projet de loi n'a pas de bon sens, cela a du poids!

J'ai continué à regarder cela. Je me suis dit: De la "gang" qu'on évoquait, il y en a peut-être d'autres, surtout que M. le premier ministre avait parlé de position éclairée. Je me suis dit: Regardons cette position éclairée. Là, je suis tombé sur une déclaration de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec Inc., une autre "gang" comprenant un paquet de municipalités. Là, je m'aperçois qu'elle dit: "Réunis à

l'initiative de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec, les préfets des municipalités régionales de comté du Québec se sont prononcés à la quasi unanimité contre ce projet de loi dont ils ont réclamé le retrait immédiat." Je me suis dit: Encore une "gang" qui débarque!

Plus loin, on disait: "L'Union des municipalités régionales de comté du Québec endosse cette position." Encore une autre "gang" contre le projet de loi. J'avais hâte d'en trouver qui étaient pour. "De la même manière, l'Union des municipalités régionales de comté ne saurait admettre que le gouvernement du Québec règle ses comptes avec Ottawa sur le dos des municipalités en leur dictant des façons de faire et en leur imposant une forme de tutelle à peine déguisée." Le projet de loi commençait à en prendre un coup.

Une autre déclaration de la même Union des municipalités nous disait: "L'Union des MRC du Québec vient de réclamer le retrait immédiat du projet de loi 38 par lequel le ministre des Affaires municipales se propose de pénaliser les municipalités qui accepteraient des subventions discrétionnaires en provenance d'Ottawa." Je me disais: De la déclaration du ministre des Affaires municipales, qui parlait d'une solidarité d'à peu près toutes les municipalités de la province, il ne reste plus grand-chose de cette déclaration-là. Je m'inquiétais quant à la valeur de ce projet de loi.

(17 h 20)

Je trouvais une autre déclaration, cette fois-ci du conseil d'administration de l'Union des municipalités régionales de comté qui disait, presque désespérément: Si aucune entente n'intervient, l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec Inc. n'a d'autres choix que de continuer la lutte qu'elle fait pour le retrait de la loi qui, dans le contexte actuel, est discriminatoire et méprisante pour les gouvernements municipaux locaux. Je me suis dit: Vraiment, ça commence à être sérieux. Quand on dit que la loi est discriminatoire et méprisante pour les gouvernements municipaux locaux et que c'est répété par à peu près toutes les municipalités qui se penchent sur la question, on se dit: Qu'est-ce qui se passe? D'un côté, M. le ministre dit qu'il agit par solidarité pour ces municipalités-là et, de l'autre, toutes les municipalités se prononcent contre. Je pense que cela donne une bonne idée de la valeur du projet de loi et de la valeur du dialogue entre le ministre d'une part et les municipalités de l'autre.

En continuant, je voyais une déclaration du premier ministre dans le Devoir de ce matin, 9 décembre, qui pourrait facilement s'appliquer à ce genre de situation, mais qui décrivait plutôt la situation entre les gouvernements provincial et fédéral. Le premier

ministre disait: "C'est un dialogue de sourds". J'ai l'impression qu'il ne se trompait pas. Même en ce qui concerne le gouvernement et les municipalités, c'est un dialogue de sourds. Il ajoutait, en parlant des relations entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral: "Nous voulons quelque chose qu'eux ne veulent pas. Ce que nous voulons dérange l'équilibre canadien." Je comprends qu'à ce moment-là les ententes et les négociations ne soient pas faciles. Je comprends: ils veulent détruire l'équilibre canadien, ils veulent sortir de la confédération. Dans un contexte comme celui-ci il n'est certainement pas facile de négocier sereinement et de bonne foi.

Malgré tout, si on scrute un peu ce projet de loi on s'aperçoit qu'il s'agit d'un projet de loi qui touche à des problèmes cruciaux, complexes et qu'on aurait eu tout avantage à le reporter, comme nous le demandions, en commission parlementaire, afin d'entendre cette "gang" de municipalités qui sont contre le projet de loi.

Et là j'en passe. Il y a un télégramme de la ville de Québec - ce n'est pas cinq personnes, la ville de Québec - qui dit: Nous voulons aller en commission parlementaire; on n'est pas d'accord. Il y a une lettre du maire Drapeau à M. Léonard qui dit: On veut aller aussi en commission parlementaire. Cela commence à faire pas mal de monde. Les chambres de commerce envoient aussi un télégramme disant: On a quelque chose à dire sur ce projet de loi et on voudrait le dire en commission parlementaire.

Mais non, le gouvernement proteste, ne veut pas. Même si on demande un délai de cinq jours pour faire entendre la commission parlementaire, il n'y a qu'eux autres qui ont le pas. Ils ne veulent pas débattre la question. Mais si on regarde le nombre de ces gens qui sont contre le projet de loi on comprend pourquoi ils ne veulent pas une commission parlementaire. Je n'en ai pas encore trouvé un qui était pour. Cela aurait été une belle commission parlementaire.

Maintenant, le projet de loi lui-même touche à des questions cruciales. Il y a d'abord la compétence exclusive du gouvernement provincial au sujet des institutions municipales. C'est prévu dans la constitution, c'est reconnu par nos tribunaux, c'est reconnu par le Parti libéral, tout le monde reconnaît ça. Il y a aussi le pouvoir illimité de dépenser du gouvernement fédéral. Cela, c'est plus complexe et moins reconnu. C'est vrai que le saupoudrage de subventions par le gouvernement fédéral pose un problème, mais la façon de le régler ce n'est pas le projet de loi qu'on a présentement devant nous.

Il y a aussi la question de la saine administration des fonds publics qui est touchée par ce projet de loi qui, malgré tout, n'a que 17 articles. Mais il y a, avant toute chose, l'urgent besoin d'argent des

diverses municipalités. Et à cause de la façon dont le projet de loi est rédigé on les pénalise et on les empêche de toucher cet argent qui leur est offert.

En ce qui concerne la question de la juridiction exclusive du provincial sur les institutions municipales, cela a déjà été reconnu de façon claire par le Parti libéral. Je pense qu'il est inutile de rappeler qu'en 1974, c'est le gouvernement de Robert Bourassa qui avait adopté la loi constitutive du ministère des Affaires intergouvernementales. Cette loi comportait l'article 20 qui stipulait qu'aucune commission scolaire, commission régionale, corporation municipale, communauté urbaine ou communauté régionale ne peut, sous peine de nullité, négocier ou conclure des ententes avec le gouvernement du Canada, celui d'une autre province, un gouvernement étranger ou un ministère ou un organisme de l'un de ces gouvernements.

M. le Président, cette façon de légiférer était, à mon sens, une façon raisonnable qui se devait d'avoir l'appui des municipalités. À ce moment-là, la majorité des municipalités avait approuvé ce texte de loi. Aujourd'hui, qu'est-ce qu'on a? On a la majorité des municipalités, je dirais la majorité des Québécois représentés par des élus municipaux qui protestent contre ce projet de loi, qui viennent dire: Nous, ce qu'on veut, c'est se faire entendre en commission parlementaire. Au lieu de dire: D'accord, on va les entendre et s'ils ont raison, on va changer le projet de loi, on dit: Non; cinq jours, c'est trop pour vous entendre; on ne peut pas perdre de temps; de toute façon, on a déjà raison et on procède. M. le Président, cinq jours, c'est pas mal moins long qu'un mois. Au mois d'octobre, ils ont ajourné les travaux de l'Assemblée nationale et ils les ont reportés d'un mois. Cela ne faisait rien à personne. Ils ont dit: Un mois, tout est beau; on va travailler durant ce temps. Aujourd'hui, la majorité des Québécois vient demander un délai de cinq jours pour se faire entendre en commission parlementaire et on leur refuse. À mon sens, c'est absolument inacceptable.

Si le projet de loi est adopté tel quel, il aura pour effet de pénaliser financièrement les municipalités québécoises et cela les mettrait dans une situation défavorable par rapport à celles des autres provinces qui, elles, continueront, durant ce temps, à recevoir les subventions du fédéral. Il y a d'autres façons de faire qui pénaliseraient moins les municipalités et qui pourraient faire reconnaître la juridiction exclusive du provincial sur les institutions municipales.

Quand je vois l'attitude du gouvernement qui refuse d'entendre tous ces gens en commission parlementaire, qui refuse de discuter de son projet de loi, la seule

expression qui me vient à l'idée, c'est celle qui a été citée, cet après-midi, par l'Opposition, qui a été dite en cette Chambre par le député de Beauce-Sud. À mon sens, quand tout le monde vient demander une commission parlementaire et qu'on refuse, l'expression du député de Beauce-Sud est celle qui s'applique: C'est fou raide! Pourquoi refuser? Pourquoi n'accepterait-on pas d'entendre ces gens et, encore une fois, s'ils ont raison, on modifierait. On n'est pas à cinq jours près. On a déjà reporté les travaux de l'Assemblée à un mois.

Tous ces problèmes, toutes ces discussions, ces non-règlements avec le fédéral, cela me rappelle les discussions qu'il y avait eu en 1974-1975 lorsqu'on parlait d'étapisme. Je me rappelle, entre autres, une conférence qu'il y avait eu à la télévision où Pierre Bourgault disait: En acceptant cette façon de procéder, en vous faisant élire en mettant de côté votre option indépendantiste, vous allez vous retrouver dans la situation intenable suivante: ou bien vous administrez bien - si cela va bien, les gens vont dire: Cela va bien; de cette façon, on n'a pas besoin de séparation et l'indépendance s'en trouvera rejetée - ou bien vous allez mal administrer - les citoyens vont dire: Dehors, on n'a pas besoin de vous. Je pense que le coeur du bobo est là. Si le gouvernement administre trop bien, les citoyens vont dire: Cela va tellement bien; ne parlons plus d'indépendance; on est bien maintenant. S'il administre trop mal, il va se faire mettre dehors. Dans le contexte actuel, si on se fie à Jonquière et à Mégantic-Compton, j'ai l'impression que c'est la deuxième solution qui est en train de pointer et il va se faire mettre dehors avant longtemps.

Une voix: C'est bien cela.

M. Champagne (Saint-Jacques): Cela me rappelle précisément Jonquière. En fin de semaine, je suis allé donner un coup de main à notre candidate et un électeur m'a dit, en parlant du gouvernement - j'ai trouvé l'expression savoureuse et je vais vous la répéter: Il m'a dit: Avec ce gouvernement-là, ce n'est plus le chien qui branle la queue; c'est la queue qui fait branler le chien. Cela n'a plus de bon sens.

Pour toutes ces raisons, M. le Président, je n'ai pas d'autre choix que de voter contre ce projet de loi. Je vous remercie.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Lotbinière, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: M. le Président, j'entends des discours de l'autre côté de la Chambre, et

j'en suis un peu surpris. Je suis un peu surpris, parce que c'est un paradoxe. Ce sont des gens qui, à les entendre parler habituellement, se vantent de vouloir avoir une constitution canadienne et de la respecter. Lorsqu'on demande, par la présentation d'un projet de loi en Chambre, tout simplement de respecter les éléments de base de la constitution canadienne actuelle, dans laquelle nous n'avons rien eu à faire et de respecter au moins les ententes signées par leurs partenaires, leurs grands frères et tous ces gens, ils disent: Non, on ne veut pas respecter cela. C'est un paradoxe, M. le Président, d'avoir des gens qui lèvent les mains en l'air en disant: Nous voulons être Canadiens et nous voulons respecter la constitution canadienne et, d'autre part, à la première occasion qu'ils ont, ils ne veulent pas du tout respecter leurs engagements.

M. le Président, c'est surprenant et c'est, dans le fond, peut-être la qualité de l'équipe de l'Opposition qui fait en sorte que ce sont des gens qui ne savent pas respecter leurs engagements ou la parole donnée.

Quant à nous, parce que nous vivons dans un système, nous voulons respecter les contrats en place et travailler d'une façon démocratique à changer ces contrats, à les améliorer, à mieux répondre aux besoins des citoyens et des citoyennes du Québec. Changer ces contrats, cela veut dire changer le genre de constitution canadienne qui a été décidée malgré nous, mais quand même, que nous sommes prêts à respecter, dans les circonstances actuelles, pour un temps donné. Cette constitution dit: Les gouvernements provinciaux, donc le gouvernement du Québec, sont responsables sur leur territoire de leurs stratégies de développement, particulièrement vis-à-vis des corps politiques constitués comme les commissions scolaires ou comme les municipalités ou les municipalités régionales de comté.

Dans ce sens, nous disons: Nous voulons continuer à améliorer ce contrat, mais tant et aussi longtemps que cette constitution et que ces contrats seront là qui lieront les gens, le ministre des Affaires municipales, par le projet de loi que nous étudions aujourd'hui, dit tout simplement: Nous allons respecter cette constitution et, même mieux que cela, il semble qu'il y a de l'argent à Ottawa pour lequel nous payons des taxes très élevées, avec un déficit de tout près de 30 000 000 000 \$ cette année que nous aurons à payer au cours des années à venir ou que nos enfants auront à payer, je ne veux pas empêcher les municipalités du Québec de recevoir leur dû, comme disait Duplessis, de recevoir l'argent qui est dû aux Québécois et aux Québécoises, qui nous est enlevé malgré nous. Le ministre des Affaires municipales du Québec dit: Nous allons permettre aux municipalités de recevoir ces sommes d'argent, s'il y a une entente de

négoziée entre le gouvernement du Québec responsable, de par la constitution, de ses municipalités, et le gouvernement d'Ottawa qui vient percevoir nos taxes malgré nous.

Bien sûr, j'appuie un projet de loi allant dans ce sens. C'est un projet de loi de bon sens. C'est un projet de loi que tout le monde au Québec, plus particulièrement les gens de Lotbinière... Je veux les citer. Ce sont des gens de bon sens. La moitié ou à peu près vivent directement de production agricole. Ils ont le gros bon sens terrien, pas compliqué. Ces gens de mon comté disent: Nous respectons toujours nos contrats et nous demandons au gouvernement fédéral et au Parti libéral du Québec au moins d'avoir la décence élémentaire de respecter les contrats existants et nous demandons tout simplement aux libéraux du Québec d'appuyer le gouvernement du Québec lorsque celui-ci dit: Nous allons permettre à des municipalités de recevoir des sommes d'argent payées par les Québécois et les Québécoises, mais en négociant avec le gouvernement fédéral de la part du gouvernement du Québec.

M. le Président, il y a bien des choses qu'on peut faire seuls; il y a d'autres choses qu'on ne peut pas faire seuls, et on est conscient de cela. Les choses qu'on peut faire seuls? Bien sûr, il y a des investissements importants qui ont été faits au Québec au cours des dernières années, qui ont été négociés par le gouvernement du Québec et décidés par le gouvernement du Québec. On a parlé au cours de 1983 de la décision d'un investissement majeur, le plus important qui ne s'est jamais fait dans un endroit en même temps par une entreprise privée, la société Pechiney de France, associée en partie avec la Société générale de financement, société d'État du gouvernement du Québec dont j'ai l'honneur et le privilège d'être le ministre responsable devant cette Assemblée nationale.

Nous avons eu un investissement très important l'an dernier, annoncé et mis en route en 1983 avec Reynolds à Baie-Comeau, Reynolds Aluminium. Nous parlons d'autres investissements importants partout au Québec. Nous avons eu Bell Helicopter qui a décidé de s'installer à Mirabel parce que le gouvernement du Québec a fait des pressions énormes sur le gouvernement fédéral pour que ce gouvernement qui perçoit nos taxes puisse au moins livrer la marchandise, respecter la parole donnée. On a de la difficulté à convaincre le fédéral, les députés fédéraux, de respecter leur parole et leurs engagements. Nous les avons culpabilisés avec l'événement du F-18; on nous avait promis, en pleine période référendaire, que nous aurions 50% des retombées du F-18 et, au moment où on se parle, nous n'en avons qu'environ 25%.

Le gouvernement du Québec, et seul le

gouvernement du Québec, sans l'aide des libéraux du Québec, s'est battu pour les travailleurs et les travailleuses dans le domaine de l'aéronautique au Québec, pour les entreprises dans le domaine de l'aéronautique. On a accusé le gouvernement fédéral de ne pas respecter sa parole; le fédéral s'est senti tellement coupable qu'il a décidé de travailler avec le gouvernement du Québec pour un contrat, la main dans la main pour régler le problème du F-18, et Bell Helicopter a décidé de s'installer au Québec: 775 000 000 \$ d'investissements au cours des prochaines années à Mirabel dans les Laurentides.

Bien sûr, je pourrais citer de nombreux exemples de projets qui ont été réalisés par le gouvernement du Québec, quelquefois, lorsque le gouvernement fédéral voulait entendre raison, avec l'aide du gouvernement du Canada. On a beaucoup parlé des sociétés d'État, des interventions du gouvernement dans l'économie. On a accusé les sociétés d'État d'intervenir à gauche et à droite, mais je peux vous dire que lorsqu'on intervient nos sociétés d'État, parce qu'elles sont maintenant très bien administrées, très bien gérées, ont pu faire en sorte de changer le cours de l'histoire.

Il y a quelques années on parlait de la société Domtar qui devait quitter le Québec, qui ne se trouvait pas bien au Québec et qui devait s'en aller à l'extérieur pour faire des investissements. La Société générale de financement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec se sont associées pour acheter des actions de Domtar sur le marché public et devenir les principaux actionnaires. Les Québécois et les Québécoises sont les principaux actionnaires de la société Domtar. On a influencé le conseil d'administration; on a changé plusieurs membres au conseil d'administration; il y a maintenant des Québécois qui siègent au conseil d'administration, qui prennent la défense des intérêts du Québec parce qu'ils siègent là au nom du gouvernement du Québec.

Aujourd'hui, nous annonçons avec Domtar que nous allons investir à Windsor, dans les Cantons de l'Est, tout près de Sherbrooke, 773 000 000 \$. Nous respectons nos engagements, nous du gouvernement du Québec. Nous prenons les moyens nécessaires pour intervenir en faveur des Québécois et des Québécoises. Dans ce sens-là, en respectant nos engagements, nous avons changé la direction de Domtar, nous avons changé la direction des idées et des décisions, et au lieu d'investir à l'extérieur du Québec, grâce à des sociétés d'État québécoises, Domtar investit au Québec, à Windsor. Au début de 1984, on commencera à construire - à rebâtir parce que c'est à rebâtir à peu près à partir de zéro - ce qui deviendra au cours des prochaines années

l'usine de papier fin la plus moderne au monde, la plus importante au monde; 350 000 tonnes de papier fin seront produites au Québec par des Québécois et des Québécoises parce que le gouvernement du Québec a eu confiance dans le Québec et parce que le gouvernement du Québec a agi en respectant ses engagements envers la population québécoise.
(17 h 40)

Nous demandons au gouvernement fédéral de faire la même chose; qu'il respecte ses engagements, qu'il respecte la parole donnée. C'est difficile, vous savez, c'est très difficile. J'ai, depuis deux ans et demi, à négocier très souvent avec le gouvernement fédéral, ou contre le gouvernement fédéral lorsque les fédéraux ne veulent pas entendre raison, à négocier pour des entreprises québécoises, à négocier du développement économique. Exemple, maintenant, dans à peu près toutes les régions du Québec, le Québec est à peu près couvert par des corporations de développement économique qui relèvent des municipalités d'abord; ensuite, il y a la participation du secteur privé, des hommes d'affaires, des entreprises qui veulent participer, mais ce sont d'abord les municipalités qui sont responsables de leur corporation de développement économique sur leur territoire. Ce sont les municipalités du Québec, dans chacun des territoires du Québec, qui décident de ces stratégies de développement, quel genre d'entreprises elles veulent attirer, ce qu'elles veulent faire vis-à-vis de tel ou tel secteur de l'activité économique.

Nous, comme gouvernement du Québec, nous les appuyons, nous les encourageons à s'administrer le plus sainement possible. Nous leur accordons des subventions de fonctionnement, qui ne couvrent pas tout le budget de la corporation de développement, mais les municipalités fournissent, pour la plupart, à peu près tout ce qui manque et une petite partie vient aussi du monde des affaires.

Nous voulons respecter ces corporations de développement économique. Nous ne leur disons pas quoi faire sur leur territoire, nous respectons leur autonomie. Mais on voit le gouvernement fédéral, à même de l'argent qu'il doit au Québec, principalement à cause de La Prade - on voit cela surtout dans les Cantons de l'Est, dans la Mauricie, dans mon bout de pays à moi - on voit des députés fédéraux se promener avec des chèques dans leur poche, sans aucune étude objective de la part de fonctionnaires ou de spécialistes en la matière, et distribuer des dizaines, sinon des centaines de milliers de dollars à gauche et à droite, gaspiller l'argent des citoyens du Québec et intervenir directement auprès d'une corporation de développement économique pour influencer ses décisions dans tel ou tel sens. Mais, l'année suivante, le

fédéral est disparu. Le député fédéral n'est plus là et la municipalité ou la corporation de développement économique est prise avec son éléphant blanc qui a été payé en partie avec ses taxes, avec de l'argent qui provient d'un député libéral fédéral, mais, finalement, cela devient une hypothèque pour la corporation de développement économique.

Ce que j'ai dit personnellement dans ce sens au gouvernement fédéral et au ministre de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale, c'est: Si vous avez de l'argent à dépenser, nous ne refuserons pas de l'argent des citoyens québécois qui nous revient. Nous nous plaignons qu'il n'en revient pas assez, notre argent sert à développer l'économie dans d'autres provinces. Nous ne refuserons pas cela, nous ne sommes pas fous non plus. La seule chose, c'est que vous allez négocier avec les gouvernements responsables afin qu'on fasse cela dans une vision ordonnée, dans une stratégie de développement qui ne nuira pas à l'avenir du Québec, à ses régions ou à ses corporations de développement économique.

C'est simplement cela que nous demandons. Le projet de loi dit au gouvernement fédéral: Vous allez respecter la constitution, vous allez négocier avec le Québec et nous, en retour, au cours de ces négociations, nous nous engageons à retourner tout l'argent qui proviendra des taxes des citoyens du Québec aux gens qui en ont besoin et qui le méritent. Dans le fond, ce que nous demandons, c'est de négocier sereinement et, de la part du fédéral, de négocier avec le Québec. Mais il semble que les fédéraux ne soient pas habitués à négocier. On "bulldoze" tout le monde. On a fait cela à l'occasion du rapatriement de la constitution, alors qu'on a rapatrié la constitution contre la volonté des gens du Québec. On l'a rapatriée quand même, on a volé des pouvoirs au Québec, avec les libéraux québécois qui appuyaient leurs grands frères à Ottawa. Mais qu'est-ce qu'on a fait? Est-ce qu'on a négocié sereinement, honnêtement? Jamais le gouvernement n'a voulu le faire. On ne veut pas négocier avec le gouvernement du Québec. Pourtant, il me semble que c'est élémentaire ce qu'on demande, la négociation pure et simple.

Il y a des gens de l'autre côté qui disent: Avec le projet de loi, s'il n'y a pas de négociation et qu'une municipalité accepte de l'argent, ça n'a pas de bon sens, vous allez l'enlever à la municipalité une fois qu'elle l'a reçu.

Ces gens qui disent cela, de l'autre côté, ne savent pas ce qui se passe avec le gouvernement fédéral. Nous donnons des subventions de temps à autre à des entreprises à partir du gouvernement du Québec, de la SDI ou du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ou

d'autres ministères. On donne des subventions en disant: Nous allons aider les entreprises à devenir plus efficaces, plus productives. Chaque fois, je dis aux entreprises: Allez chercher de l'argent en subventions à Ottawa parce qu'il y a de l'argent là et si vous n'allez pas le chercher, Ottawa va s'empresse de donner cela à d'autres provinces.

On se souvient du coup de 200 000 000 \$ à Chrysler, 200 000 000 \$ à Massey Ferguson, environ 100 000 000 \$ à Consolidated Computers et envoi donc! En Ontario tout le temps, mais rien au Québec sauf les 31 000 000 \$ à Maislin, qui était un ami de M. Trudeau et qui a fait faillite avec. En tout cas.

Je dis à mes entreprises: Allez chercher de l'argent à Ottawa. L'argent est là, allez le chercher et nous allons bonifier votre investissement pour vous aider à être le plus productif, à créer le plus d'emplois possible et à protéger les emplois. Vous savez ce que les fédéraux font dernièrement? Vous savez ce qu'ils font? Ce n'est pas écrit dans la constitution et c'est écrit tout simplement que le Québec peut intervenir comme le fédéral peut le faire. Les fédéraux disent à une entreprise - j'ai des exemples, des dizaines d'exemples - on dit à une entreprise dernièrement qui voulait investir 22 000 000 \$... Cette entreprise est allée au fédéral et est venue au Québec. Nous avons répondu rapidement: Sur votre investissement de 22 000 000 \$, nous offrons 2 000 000 \$ de subvention. Le fédéral a écrit sa lettre: Nous, sur votre investissement de 22 000 000 \$, vous offrons 4 400 000 \$ de subvention à la condition que le gouvernement du Québec ne vous donne rien. Si le gouvernement du Québec vous donne quelque chose on va vous l'enlever de notre subvention.

Lorsque le chef d'entreprise est venu me voir, je lui ai dit: Je ne comprends pas cela; je ne nuis pas aux fédéraux, je ne nuis à personne. Je ne fais que t'aider à être plus efficace, plus dynamique, plus profitable et protéger tes emplois. Il m'a dit: Tu ne comprends pas. C'est parce que si je suis trop profitable, trop dynamique, si je réussis à produire mieux, je vais mieux concurrencer une entreprise de l'Ontario et les fédéraux ne veulent pas cela.

Dernièrement il y a une petite entreprise qui est venue me voir. C'est exact. C'est ce que le chef d'entreprise m'a dit. Il y a une petite entreprise dernièrement qui voulait investir 1 200 000 \$. Nous écrivons immédiatement à l'entreprise et disons: Nous allons te donner 120 000 \$ de subvention là-dessus pour t'aider à payer cela plus rapidement. Le fédéral écrit et dit: Nous allons te donner 240 000 \$ à la condition que tu n'acceptes pas un cent du gouvernement du Québec. C'est une petite

entreprise familiale. Il a bien dit clairement: Toute subvention versée par la SDI - par le gouvernement du Québec - pendant notre période de contrôle réduira celle du ministère d'un montant égal.

En quoi cela dérange-t-il les fédéraux qu'une entreprise reçoive une subvention de 120 000 \$ du gouvernement du Québec en respectant la constitution? Cela ne dérange pas, sauf que cela peut déranger d'autres entreprises de l'Ontario ou d'ailleurs, par exemple, parce que l'entreprise québécoise va être plus efficace, plus profitable. Pour cela, par exemple, les fédéraux agissent rapidement et empêchent nos entreprises de travailler. Ils veulent les faire fermer pour ne pas nuire à d'autres entreprises de l'extérieur. Puis quand nos amis d'en face se lèvent et disent: Nous ne voulons pas prendre la défense des entreprises québécoises. Nous ne voulons pas prendre la défense de ces entreprises québécoises qui sont littéralement volées par le gouvernement fédéral. Mais quand les fédéraux agissent unilatéralement, on veut prendre la défense des fédéraux. Ils ont les deux mains blanches, ils peuvent faire n'importe quoi. C'est d'être à la remorque de votre grand frère...

J'aimerais cela qu'on ait un peu de courage, qu'on ait un peu de cœur québécois de l'autre côté, qu'on se lève et qu'on dise: Je vais prendre la défense des entreprises québécoises. Je vais prendre la défense de ce qui existe des contrats actuels. J'aimerais cela que quelqu'un de l'autre côté se lève pour dire au moins: C'est fini, les folies! Fini, la galipote, comme le dit votre grand chef. On va respecter les contrats, on va négocier comme du monde avec les municipalités par l'entremise du gouvernement du Québec. Finalement, si les entreprises québécoises peuvent recevoir des subventions des deux niveaux de gouvernement, grâce à la constitution canadienne actuelle, on va la respecter aussi; on n'empêchera pas des entreprises de vivre comme du monde, de faire du développement et de l'expansion.

C'est curieux comme on tient deux sortes de langage de l'autre côté. C'est curieux qu'on parle d'une façon, quand ça fait notre affaire, et on parle d'une autre façon quand ça ne fait pas l'affaire. C'est curieux qu'on ne puisse même pas se lever pour respecter ses engagements et faire respecter les entreprises. Mais cela n'est pas surprenant parce que votre grand frère à Ottawa, votre grand "boss", le whip de votre parti, M. Marc Lalonde, est habitué à cela. C'est ce qu'il fait habituellement.

Nous avons ici une résolution qui a été votée lorsque les libéraux fédéraux étaient dans l'Opposition au sujet des 200 000 000 \$ que le gouvernement fédéral est venu enlever au gouvernement du Québec. Il s'agissait d'une compensation pour l'usine d'eau lourde

de La Prade à Bécancour. Les libéraux fédéraux, M. Lalonde en tête, disait: Attendu qu'en décidant la mise en cocon de cette usine le gouvernement fédéral avait offert au gouvernement du Québec une compensation de 200 000 000 \$ devant être affectée à d'autres fins énergétiques, le caucus libéral fédéral du Québec presse le gouvernement conservateur d'honorer sans délai l'offre faite par le gouvernement libéral précédent et de verser la somme de 200 000 000 \$ au gouvernement du Québec.

C'est M. Lalonde, votre whip en chef, votre grand "boss" qui disait cela. Il n'est même pas capable de respecter ses engagements. Aussitôt qu'il arrive au pouvoir, pour remplacer le gouvernement conservateur, il ne respecte pas ses engagements. Encore une fois, on voit de quelle sorte de gens il s'agit. Il se retourne, prend l'argent et le met dans les poches des députés libéraux fédéraux du Québec en leur disant: Promenez-vous, gaspillez de l'argent d'un bord et de l'autre, dépensez-les, ces 200 000 000 \$, pour essayer de vous faire réélire. Finalement, on fait quoi? On endette certaines municipalités qui n'ont pas le moyen de s'endetter à long terme. On leur met des éléphants blancs sur le dos et on dit à ces municipalités: Vous êtes prises, payez les frais.

Une voix: Cela fait mal!

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît;

M. Biron: J'aimerais bien que nos amis d'en face aient un peu de courage et un peu de coeur québécois pour se lever, de temps à autre, et demander à leur grand frère fédéral de respecter ses engagements, sa signature et la constitution canadienne, surtout vis-à-vis des entreprises québécoises. Que ce grand frère fédéral puisse respecter au moins les entreprises québécoises afin qu'elles puissent recevoir, elles, les subventions selon la constitution canadienne actuelle.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: Étant donné qu'il reste huit minutes avant l'ajournement de 18 heures, y aurait-il lieu de demander l'ajournement du débat à ce stade-ci...

Le Vice-Président (M. Rancourt): L'ajournement du débat, oui.

M. Lalonde: ...pour quelqu'un d'autre, quitte à revenir lundi.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Donc, cette motion d'ajournement est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, sur ce, je fais motion pour que nous ajournions nos travaux à lundi prochain, 15 heures, en rappelant que lundi matin, la commission de la fonction publique doit siéger à compter de 10 heures jusqu'à 13 heures, si elle n'a pas terminé ses travaux ce soir. Deuxièmement, la commission des transports se réunira aussi à compter de 11 heures jusqu'à 13 heures et ce, avant que nous nous revoyions ici, à l'Assemblée nationale, lundi à 15 heures.

M. Lalonde: Et les salles?

M. Bertrand: Ce sont les mêmes salles.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion du leader est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Donc, nos travaux sont ajournés à lundi, 15 heures.

(Fin de la séance à 17 h 52)